

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Excommunication

et le

Pouvoir civil en France

du droit canonique classique
au commencement du XV^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 4 Mars 1926, à quatorze heures

PAR

Maurice MOREL

AVOCAT A LA COUR DE PARIS, LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. PAUL FOURNIER.

Suffragants } MM. CHÉNON, *Professeur.*
MEYNIAL, *Professeur.*



PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1926

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Excommunication

et le

Pouvoir civil en France

du droit canonique classique
au commencement du XV^e siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 4 Mars 1926, à quatorze heures

PAR

Maurice MOREL

AVOCAT A LA COUR DE PARIS, LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. PAUL FOURNIER.

Suffragants } MM. CHÉNON, Professeur.
MEYNIAL, Professeur.



PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1926

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



PRÉFACE

L'étude que nous nous proposons de faire sur l'excommunication et le pouvoir civil en France du xi^e au xv^e siècles paraîtra sans doute ambitieuse et hors de propos. Tout n'a-t-il pas déjà été dit sur l'excommunication ? A vrai dire, les gros traités, qui, surtout au xviii^e siècle, ont été composés là-dessus, ne s'occupent guère de cette institution qu'à un simple point de vue religieux, sans envisager, sinon incidemment, les conséquences civiles de cette peine spirituelle. Du reste, à l'époque où paraissent ces traités d'Eveillon, de Gibert, de Dupin et d'autres nombreux auteurs, la question n'offre plus aux canonistes qu'un intérêt historique : les temps héroïques étaient révolus. Quant aux écrivains et historiens modernes (1), ils s'occupent bien de la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat, sans insister autrement sur le problème des suites civiles de l'excommunication.

Ce problème se pose ainsi :

(1) Cette question a été traitée en Allemagne, en particulier par M. Eichmann, *Acht und Bann*, et ça et là dans les ouvrages de Kober, *Kirchenbann* ; d'Hinschius, *Kirchenrecht* ; Löning, *geschichte des deutschen Kirchenrechts* ; Fessler, *der Kirchenbann und seine Folgen*.

1° L'excommunication, peine ecclésiastique médicale, entraînera-t-elle des effets temporels, et si oui, dans quelle mesure le pouvoir séculier devra-t-il y prêter la main ?

2° Ce pouvoir, s'il est l'exécuteur matériel des sentences de l'Eglise, pourra-t-il être frappé à son tour ? En d'autres termes, le Roi de France sera-t-il exposé à l'excommunication, comme le dernier de ses sujets ?

Pour que ce double problème puisse se poser, certaines conditions doivent se trouver réunies. Quant au premier point, il faut que l'excommunication ne soit pas, *par elle-même*, une discipline assez efficace pour que ceux qui y sont soumis rentrent repentants au sein de l'Eglise ; que le pouvoir civil soit placé, vis-à-vis du pouvoir ecclésiastique, dans un état, sinon de dépendance, du moins d'alliance étroite.

Quant au premier et au second points tout ensemble : que l'on ait pris parti sur la nature et l'origine du pouvoir temporel. Toute puissance vient-elle immédiatement de Dieu, sans intermédiaire ; cette puissance, au contraire, dont Dieu est la source, a-t-elle été confiée par Lui à l'Eglise qui s'en fait la dispensatrice auprès des Princes de la terre ?

Dans la première opinion, le souverain ne doit de comptes qu'à Dieu seul. Il est indépendant, au point de vue temporel et civil, du Pape, chef de l'Eglise ; dans la seconde opinion, le successeur de Pierre possède sur le Prince un pouvoir certain : comme il lui a confié l'exercice du glaive temporel, il peut le prier et même le contraindre à le tirer pour sa défense : il peut, si ce Prince souille son trône par ses péchés, lui

retirer un sceptre dont il use mal à propos et pour des fins contraires à celles de Dieu.

Remarquons-le bien : quelque parti que l'on prenne, cela n'empêchera pas le Prince d'être toujours soumis au Pape et à l'Eglise, en tant que *fidèle* ; comme tel, il peut être excommunié, mais la sentence n'aura pas pour effet de le priver de la couronne. Il en est de même pour la contrainte civile : dans le premier et dans le troisième cas, le Prince est *libre* d'accorder ou de refuser son aide matérielle ; dans le deuxième cas, il est *tenu* de la prêter.

Ces questions ne commencèrent de se poser que vers la fin du IV^e siècle. Avant le règne de Constantin, il est évident que l'Empereur infidèle n'est pas soumis aux sentences ecclésiastiques. Quant à la contrainte, à l'origine du christianisme, le fidèle que l'évêque privait de la communion se trouvait par là même atteint dans sa vie matérielle (1) :

« *Os, orare, vale, mensa negatur* »

et surtout dans sa vie spirituelle. Bientôt soumis, on le voyait rentrer *in Sinu Ecclesiæ*. Tout ceci se passait sans le concours du pouvoir civil, l'Eglise chrétienne étant elle-même persécutée par lui. Mais à partir de Constantin, la question des rapports de l'Eglise et de

(1) Matth., XVII, 17: *Quod si non audierit eos (episcopos) dic Ecclesiæ ; si autem Ecclesiam non audierit, sit tibi sicut ethnicus et publicanus*. 2a Thessalon. III, 14. « *Quod si quis non obedit verbo nostro per epistolam, hunc notate et ne commisceamini cum illo, ut confundatur...* ». Cf. encore : 1a Corint. V, 1.

l'Etat peut se trouver posée, mais elle ne le sera pas encore avec acuité.

Nous commençons notre étude au droit canonique classique et nous l'arrêtons au commencement du xv^e siècle, aux conciles de Constance et de Bâle. A cette date, en effet, la question brûlante de l'excommunication du Roi est tranchée, tout au moins pour les Gallicans, dans un sens favorable à la royauté. Quant à la question de la contrainte civile, elle n'a plus guère d'importance, quoique nous en retrouvions des exemples au commencement du xvi^e siècle (1).

Qu'il nous soit permis de remercier, du fond du cœur, M. le Professeur Paul Fournier, qui a bien voulu accepter la présidence de cette thèse. Nous avons toujours trouvé auprès de lui des encouragements, des avis précieux qui nous ont rendu le travail plus aisé et plus fécond. Nous lui en exprimons toute notre respectueuse et sincère reconnaissance. Nous ne nous dissimulons pas les imperfections de cet ouvrage, et nous nous en excusons à l'avance. Nous devons également prier M. l'abbé Viollet d'agréer nos sentiments de vive gratitude pour son extrême obligeance qui nous a permis de consulter les fiches que son vénéré père, M. Paul Viollet, avait amassées et où nous avons puisé de précieux renseignements bibliographiques.

(1) *Cal. des Actes de François I^{er}*, VII, p. 97 (8 février 1521) et p. 115 (20 juillet 1523).

INTRODUCTION

La question de l'excommunication du VI^e au XI^e siècle

§ 1^{er}. — La contrainte civile contre les excommuniés,
les vœux des conciles, les doctrines et les faits

Dès le IV^e siècle, les conciles avaient à maintes reprises, réclamé du pouvoir civil une attitude énergique contre les excommuniés récalcitrants (1); en fait, les constitutions impériales sévissent seulement contre les hérétiques (2). En Gaule, à partir du VI^e siècle, ces vœux se font plus pressants.

Un concile d'Auxerre, tenu vers 575, réclame la contrainte (3), le deuxième concile de Mâcon de 582, c. 2, voudrait voir certains excommuniés punis corporellement (4); le concile de Reims de 624, c. 8; celui de Clichy de 626, c. 10, rappellent que les excommuniés

(1) Il suffit de voir là-dessus la liste des vœux conciliaires rapportée par Hinschius, *Kirchenrecht*, IV, p. 704; VI, p. 5 ssq.

(2) *Code Th.*, XVI, 2, 27; XVI, 5, 42; *Nov.* VI, 1, 10; *Code de Just.*, I, 5, 8; I, 5, 19, etc.

(3) *M. G. Conc.* I, p. 183 (c. 44).

(4) Hinschius, *op. cit.*, IV, p. 803, note 6.

perdent le droit d'être demandeurs à un procès et doivent être déchus de leurs dignités (1). Deux siècles plus tard, le concile de Verneuil-sur-Oise de 844, c. 6 rappelle le canon 11 du concile d'Ancyre qui frappe le ravisseur d'excommunication ; il ajoute : « *ut, quoniam ecclesiasticam excommunicationem parvipenderit, secularium legum terreatur austeritate* » (2).

Dans le grand concile de Tribur de 895, canon 3, nous trouvons un cas d'espèce (3) : un prêtre se présente devant les Pères ; il avait eu les yeux crevés par un laïque, à cause de certain crime dont il se disait innocent ; les évêques demandent au Prince ce qu'il compte faire pour empêcher le retour de pareils excès, car le criminel et ses complices, disent-ils, sont excommuniés, mais « *indurante dyabolo, ad pœnitendum non emolliuntur* ». L'Empereur leur fait mainte promesse.

A côté des vœux conciliaires, examinons les opinions doctrinales. Aux iv^e et v^e siècles, les écrivains envisagent surtout d'une façon abstraite les rapports de l'Eglise et de l'Etat, sans prévoir toujours les conséquences d'une union de ces deux pouvoirs (4). Au ix^e siècle, les idées politiques de Jonas d'Orléans ou d'Hincmar de Reims ne diffèrent pas sensiblement de celles de Gélase I^{er} ; le Roi a été placé sur le trône pour défendre l'Eglise contre

(1) *Ibid.*, p. 804, note 8.

(2) M. G. *Cap.*, II, p. 385. — Voyez aussi le synode de Mayence de 851, c. 11 : *Excommunicatus... regis judicio exilio condemnetur*. Hinschius, *op. cit.*, V, p. 39, note 10. Autre concile de Mayence de 888, c. 11. Mansi, XVIII, col. 67.

(3) M. G. *Cap.*, II, p. 214.

(4) Carlyle, *History of Mediaeval political Theory in the West*, I, p. 157.

ses ennemis (1), mais rien de bien précis dans ces longues dissertations. Cependant, Hincmar de Reims s'occupe de la contrainte civile dans une lettre à Louis le Germanique (2) : il s'agit de coupables « *qui talia ac tanta fecerunt pro quibus ecclesiasticam et episcopalem excommunicationem meruerunt* », Hincmar adresse cette supplique au Souverain : « *Eos... ad leges et justitiæ tramitem revocate, et, ut ad suos episcopos humiliter sicut eis necesse est, veniant, jubete vel cogite, et ut Ecclesiæ, in quam peccaverant, aut cum debita necessaria humilitate satisfaciant... qualiter absolvi a Domino per ministerium episcopalem valeant, suadete, atque regia potestate, præcipite* ». Ce vœu est très net. Fulgence, dans son Traité : *De la Prédestination et de la Grâce* (3); Isidore de Séville (4) sont beaucoup moins précis; Sedulius Scotius (5), Pseudo-Isidore (6) répètent à l'envi que le Prince est soumis à l'évêque et doit « *purger sa terre des impies* ». A la fin du ix^e siècle, le pape Jean VIII est plus explicite : les souverains doivent, lorsqu'ils en sont requis par les évêques, priver de leur communion (i. e. probablement exclusion de leurs palais) les fidèles qui, après trois monitions, ne se sont pas soumis à l'Eglise (7).

De quelle manière ces vœux conciliaires, ces doc-

(1) Goldast, *Monarchia*, I, p. 4.

(2) P. L., 126, col. 20.

(3) P. L., 65, col. 648.

(4) P. L., 83, col. 725.

(5) P. L., 103, col. 293.

(6) Pseudo-Clément, § 39 Hinschius, *Decretales Pseudo-Isidorianæ*, p. 43.

(7) C. XXIII, q. 95, c. 26.

trines ont-ils été mis en œuvre par le pouvoir séculier?

Le concile d'Auxerre, que nous avons déjà mentionné (1), nous apprend que l'excommunié rebelle est puni d'une amende sur l'ordre du Roi : « *Insuper et multam quam gloriosissimus Rex præcepto suo instituit, sustineat* ». Mais nous ne savons rien de plus. Childebart devait combler les vœux de l'Eglise dans une plus large mesure : le 29 février 596, il rendait un décret en cette forme (2) : Celui qui se sera rendu coupable d'inceste (3) devra faire pénitence. S'il s'y refuse, et s'il est excommunié, il endurera le châtiment éternel et sera, par surcroît, chassé du palais du Roi : « *Et insuper de palacio nostro sit omnino extraneus* ». Tous ses biens passeront à ses parents légitimes. C'est une sorte de mort civile. En juillet 755, Pépin promulgue le capitulaire de Verneuil (4). Le clerc dégradé, l'incestueux rebelle seront excommu-

(1) M. G. *Conc.* I, 183 (sous Chilpéric).

(2) M. G. *Cap.*, I, 15. Réfutons en passant l'opinion de Glasson *Hist. du Dr. et des Inst. de la France*, III, 684 qui soutient qu'avant le ix^e siècle, l'excommunication n'avait pas de suites civiles.

(3) On sait qu'il faut entendre par là, le mariage au degré prohibé. M. Viollet (*Institul. polit.*, I, 406) pense même que c'est à l'occasion de la législation nouvelle sur le mariage que le pouvoir civil se fit l'auxiliaire de l'Eglise contre les excommuniés, mais ce n'est pas toujours exact. Hinschius croit que c'est par la répression de l'inceste qu'on en vint à punir l'excommunié dans tous les cas, *op. cit.*, V, p. 38. On remarquera aussi qu'il n'est pas question d'exil pour les excommuniés. Cette pénalité, déjà existante en Espagne, ne pénétrera en France qu'au viii^e siècle. Cf., Hinschius, *op. cit.*, IV, p. 804, et l'interprétation qu'il donne du c. 24 du quatrième concile d'Orléans (note 4, *in fine*).

(4) M. G. *Cap.*, I, 52, c. 9.

niés. Pépin nous explique en quoi consiste cette peine et il ajoute : si ce coupable méprise la sentence et ne se soumet pas à son évêque, il sera exilé sur l'ordre du Roi. Cet article peut être appliqué à toute excommunication, on peut également comprendre qu'il est spécial à celles qui sont visées au commencement : un doute subsiste. On voit bien que l'exil est employé comme *ultimum subsidium*, mais comment cette peine sera-t-elle prononcée ? Faudra-t-il une requête de l'évêque ou le Roi agira-t-il *motu proprio* ? La sentence d'excommunication sera-t-elle soumise à révision, ou bien le Roi se bornera-t-il à la constater, et à en tirer, quant à lui, les conséquences qui s'imposent ? Autant de problèmes auxquels nous ne pouvons répondre.

A la fin du VIII^e siècle, Charlemagne ordonne que l'excommunié payera 6 sous d'amende, sera exilé et verra ses biens confisqués (1). Du reste, dans une lettre au Pape qui lui avait demandé de « *ramener les brebis errantes dans les murs de la discipline ecclésiastique* », l'Empereur déclare que les excommuniés doivent être d'abord admonestés, puis contraints (2). Les successeurs de Charlemagne observèrent la même attitude bienveillante, mais Lothaire soulèvera une importante question que nous retrouverons au Moyen Age. Dans son capitulaire d'Olonne de 825 (3), il donne au comte

(1) Cap. de reb. eccl. c. 3, 787, 813. M. G. Cap., I, 186. *Ibid.*, Cap. de Mantoue de 797, c. 8. M. G. Cap., I, 197. Jean VIII fait mention d'un capitulaire du même prince qui portait l'amende à 600 sous d'argent ; Mansi, XVIII, col. 351.

(2) M. G., Leges, I, 52.

(3) M. G. Cap., I, 327. Voyez aussi Cap. de 804, c. 5. M. G. Cap., II, p. 373.

un certain pouvoir de contrôle sur les décisions ecclésiastiques. Un individu a été excommunié « *pro quibuslibet culpis* ». Son évêque doit s'associer le comte dont le coupable est justiciable et la contrainte ne résultera que d'une décision commune. Cette contrainte est régularisée comme suit : Si l'excommunié ne se soumet pas à la première réquisition, il devra acquitter le *bannum* royal. Si cela ne brise pas sa résistance, le comte devra le jeter en prison. Si c'est un comte qui est ainsi frappé, l'évêque doit en avertir l'Empereur ; si c'est un vassal impérial, la procédure est un peu différente : avant qu'on le charge de chaînes, on devra en référer à l'Empereur lui-même.

Nouvelles dispositions du même ordre dans un capitulaire adressé aux *missi* en avril 853 (1). La raison de la contrainte nous est ainsi fournie : que les excommuniés soient punis « *corporaliter, ne æternaliter pereant, et simul cum excommunicatione ecclesiastica, nostram harmiscaram durissimam sustineant* » (2). Un capitulaire de Louis, Charles et Lothaire de juin 860 (3) reproduit en termes presque identiques un capitulaire de 851, rendu par Lothaire seul (4). Enfin, un capitu-

(1) M. G. Cap., II, p. 269. Voyez les *Faux-capitulaires*. Ben. Lev. III, c. 215. M. G. Leges, II, p. 115.

(2) D'après Brunner *Deutsche Rechtsgeschichte*, II, p. 596, note 45, cela signifierait amende ou composition pécuniaire ; Eichmann, *Acht und Bann*, pp. 17 et 23, fait voir que la procédure contre le *bannitus* est la même.

(3) M. G. Cap., II, p. 155, c. 5 et 6.

(4) M. G. Cap., II, p. 120, c. 12. L'excommunié est privé du droit de porter le ceinturon militaire et perd toutes ses dignités. Cf. Hinschius, *op. cit.*, IV, p. 704 ssq., et M. G., Cap. II, p. 55. Cap. de Louis le Pieux de 833.

laire de mars 884 (1), c. 5, sans mentionner clairement la contrainte civile, la laisse cependant deviner. L'évêque devra notifier la sentence d'excommunication au senior de celui qui a été frappé « *ne eum recipiat usque ad condignam satisfactionem* ».

Ces multiples exemples de contrainte étaient dictés au Souverain :

1° Par sa fonction même ;

2° Par les demandes de l'Eglise auxquelles il faisait bon accueil. Cet accueil était d'autant plus favorable que l'Eglise elle-même punissait de l'excommunication le crime de lèse-majesté et sanctionnait ainsi le devoir de fidélité dû au Prince. C'est ce que décide le concile de Lauroux de 843 (2), c. 2 ; le concile de Meaux de 845 (3) ; celui de Mayence de 884 (4).

Voici pour terminer l'opinion d'Eichmann (5) : « *Le IX^e siècle voit réalisé l'idéal de l'Etat chrétien... la position légale de l'excommunié n'est pas différente de celle du proscrit ; en revanche, l'Eglise doit, en toutes circonstances, aider à la défense de l'Etat. Quand l'Eglise fait légalement appel au bras séculier, on voit combien est*

(1) M. G., *Cap.* II, p. 373.

(2) Mansi, XIV, col. 798.

(3) *Ibid.*, col. 821.

(4) M. G., *Leges*, II, p. 248. Ainsi se trouve expliquée la disposition curieuse du 3^e canon du XII^e concile de Tolède de 681 (Mansi, XI, col. 1030). Les prêtres devront recevoir à la table sainte les excommuniés « reçus en grâce par le Prince ». Il s'agit évidemment des excommuniés pour crime de lèse-majesté, envers lesquels l'Eglise ne pouvait se montrer plus royaliste que le Roi. Voyez un exemple à Paris en 577 : affaire de Prétextat, évêque de Rouen. Grégoire de Tours, *Hist. Franc.*, Edition Omont, I, p. 266.

(5) *Acht und Bann*, p. 24.

visible l'influence qu'elle a prise sur la reconnaissance du caractère extérieur du crime et du châtiment ».

§ 2. — **L'excommunication des souverains.**
Les doctrines et Les faits

Le problème se pose ainsi : quelles sont les sanctions civiles de l'excommunication d'un Prince ? La réponse sera différente suivant qu'on admet que c'est le *fidèle* ou le *souverain* qu'on frappe. Dans le premier cas, il endurera les peines canoniques ordinaires ; dans le second, se verra-t-il enlever sa couronne ? Cette question prendra toute son importance au cours des siècles suivants, mais nous pouvons la poser dès maintenant.

Les théoriciens des rapports de l'Eglise et de l'Etat au ix^e siècle ne font guère que reproduire les idées de *Gélase* sur la distinction des deux pouvoirs (1), sans examiner spécialement le cas de l'excommunication du Prince : ainsi *Jonas d'Orléans* (2) ; *Sedulius Scotius* (3) pose en principe que l'Eglise n'a pas à recourir à l'anathème contre un souverain que Dieu se chargera bien de punir, s'il lui plaît. *Hincmar de Reims* a cependant une doctrine complète.

Le Roi peut être excommunié, comme le plus humble de ses sujets (4) ; il faut que la sentence soit juste, régulière et qu'elle n'intervienne que pour un manque-

(1) Sur tous ces points cf. Carlyle, *op. cit.*, I, 257 ssq.

(2) P. L., 106. *De Institutione regia*, col. 1.

(3) P. L., 103, col. 293.

(4) P. L., 126, col. 175 ssq.

ment à la loi divine ou à la loi de l'Eglise, non pour une faute politique ; il repousse comme impie l'opinion qui veut que le Roi ne puisse être excommunié, car au ix^e siècle, certains esprits doutaient ou niaient même que l'autorité de l'Eglise s'étende jusqu'à pouvoir frapper un prince d'anathème (1).

Des divergences se font jour également quant à la personne qui possède ce pouvoir. En 852, le pape Léon IV écrit aux évêques de France (2) et exhale sa colère contre Hincmar qui avait menacé d'excommunication Lothaire et son frère Charles. Il semble que dans l'esprit du Pape, la prérogative de lancer l'anathème contre un prince soit réservée au Souverain Pontife (3). Il se peut que Léon IV établisse une corrélation entre la consécration de Lothaire par le pape Pascal II et l'excommunication que pourrait seul prononcer le consécrateur.

Quant aux suites civiles, Hincmar n'en dit rien, et, malheureusement, les exemples d'excommunication de souverains ne nous éclaireront pas beaucoup.

Laissant de côté, car il ne rentre pas dans notre cadre, le difficile problème de l'excommunication de Théodore par Saint Ambroise, recherchons de semblables exemples à l'époque franque. A en croire *Grégoire de Tours* (4), Saint Germain n'hésita pas à excommunier Charibert qui avait, étant devenu veuf, épousé sa belle-sœur, mais la sentence n'eut pas tout l'effet attendu, car le Roi garda sa femme. C'est le

(1) P. L., 124, col. 894.

(2) Jaffé-Watt, n° 2618.

(3) *Ibid.*, n° 2619.

(4) *Hist. Franc.*, IV, 26, éd. citée p. 127.

même écrivain qui nous rapporte que l'évêque de Trèves excommunia Clotaire I^{er} sans cesser de le menacer de l'exil (1). Au vi^e siècle encore, le roi des Burgondes, Saint Sigismond, encourt les foudres des évêques de son royaume, mais l'affaire dût s'arranger (2). En 770, nous trouvons Etienne III qui excommunia Charles et Carloman s'ils persistent dans un projet de mariage avec la fille de Didot, roi des Lombards, mais, ici aussi, le conflit s'apaisa. En 833, nous pouvons relever un exemple certain de la prétention du Souverain Pontife de disposer de la couronne de Louis le Pieux, à la suite de son excommunication. Que telle ait bien été l'intention de Grégoire IV, c'est ce que montrent les chroniqueurs *Paschase Radbert* (3) et l'*Astronome* (4), et une lettre du Pape lui-même (5). Mais ce dernier n'eut pas à recourir aux armes spirituelles et les défections suffirent à priver l'Empereur de ses états. Les fautes qu'on reprochait à Louis le Pieux étaient nettement politiques, ce qui fait l'intérêt de la position papale. Quant à Lothaire II, il est douteux qu'il ait été excommunié par Nicolas I^{er}. Il n'existe pas en effet de traces d'une excommunication formelle. Seule subsiste une lettre adressée par le Pape à Charles le Chauve (6) où il est dit de Lothaire que

(1) *Greg. Tur Vitæ Patrum*, XVII, 2. M. G., *Script. Rer. merov.*, I, p. 730.

(2) *Mém. de l'ac. des Inscript.*, XXVI, 1867, p. 169. Hauréau, *L'Eglise et l'Etat sous les premiers rois de Bourgogne*.

(3) P. L., 120, col. 1624.

(4) H. F., VI, p. 133; M. G., *Script.*, II, p. 635.

(5) Jaffé-Watt, n° 2578.

(6) Jaffé-Watt, n° 2827.

« *pro nefariis et illicitis negociis, eum excommunicatum habemus* ». Cela peut se rapporter à une véritable excommunication, comme aussi à une simple rupture (1). Dans tout l'ancien régime, Ultramontains et Gallicans ont cru à l'excommunication de Lothaire, les uns en tirant argument pour exalter la puissance du Pape, les autres soutenant que le Pape aurait jugé, non en tant que Pape, mais en tant de simple particulier (2), ce qui est manifestement inexact (3). En outre, si l'on admet avec le P. Lapôtre (4) que l'entrevue d'Hadrien II et de Lothaire au Mont-Cassin, fut purement privée et ne ressembla en rien à un concile, il est difficile de croire que l'absolution du Roi n'eût pas été marquée par quelque cérémonie plus solennelle, mais le Pape aurait pu agir aussi discrètement pour épargner l'orgueil du pénitent. Quoiqu'il en soit, nous ne savons rien de précis sur l'excommunication de Lothaire (5).

Disons en terminant qu'il est impossible de ne pas reconnaître qu'il existait bien dans l'esprit des hommes

(1) Hefele-Leclercq, IV, 1^{re} partie, p. 377. La cessation des relations était le meilleur parti à prendre pour déjouer des intrigues sans cesse renaissantes.

(2) Cf. v. g. : D. Godefroy, *Défense des Empereurs*, 1607, p. 253 ; Charles Faye, dans *Libertés de l'Eglise gallicane*, éd. de 1771, I, 101 ; Pithou, *ibid*, p. 121 et *passim*.

(3) Regino, *Chronique*, M. G., *Scriptores*, I, pp. 574, 575.

(4) *Rev. Quest. hist.*, 1880, t. 27, p. 429. *Contra* : Maassen, *Sitzungsberichte der Akad. des Wissenschaft*, 1872, t. 122, p. 521. *

(5) Voir encore : Baronius, nouvelle édition, ad. ann. 866, n° 41 ; Kieffer, *L'excommunication et les souverains au Moyen Age*, *Revue cath. d'Alsace*, 1860, p. 540.

du temps, une corrélation entre l'excommunication et la perte de la couronne (1), mais c'était une tendance, encore imprécise. Il faudra attendre Grégoire VII pour qu'elle s'affirme, se précise et prenne toute son importance pratique.

(1) Carlyle, *op. cit.*, I, 159. Exemple douteux dans Hotman., *Libertés*, I, 165 (Charles le Simple et Foulques, archevêque de Reims).

CHAPITRE PREMIER

Le onzième siècle

Nous nous proposons d'étudier les sentences d'excommunication dont furent frappés les Rois de France Robert le Pieux et Philippe I^{er} ; quelles conséquences eurent ces sentences en France, et pourquoi la situation n'était pas la même en Allemagne. Enfin nous examinerons quelques cas, malheureusement très rares, de contrainte civile.

§ 1^{er}. — L'excommunication de Robert le Pieux

Il semble bien que Robert II, dit le Pieux, ait été le premier Capétien frappé par les foudres de l'Eglise. Je ne crois pas qu'il faille faire grand cas de l'opinion émise par un auteur anonyme, vivant sous Charles VI, dans son « *Extrait d'un abrégé de l'histoire des Rois de France* (1), dans lequel il soutient que Hugues Capet avait été excommunié pour les raisons suivantes : Le royaume ayant été transmis de la lignée de Pépin à celle des comtes de Paris, Hugues allait ainsi à l'encontre du commandement de l'Eglise, laquelle avait excommunié et anathématisé « *tout homme estrange invaseur du Royaume, se il n'estoit de la lignée Pépin à*

(1) H. F., X, p. 313.

toujours mais, mais pour ce que la Sainte Escripture dit que Dieu mue les temps et transporte les royaumes, si laissons le transportement de ce royaume à son jugement. Toutes voyes, je n'ai point lu que Hue ait esté absoulz de ceste prévarication de l'Eglise ». Je me demande si l'auteur n'a pas écrit ces lignes après le traité de Troyes, pour donner à réfléchir à Henri VI d'Angleterre ! Je ne crois pas davantage ce que rapporte Aimoin dans sa *Vie d'Abbon de Fleury* (1) : Arnoul, archevêque de Reims, ayant été déposé de son siège et mis en prison, se serait plaint au Pape qui aurait frappé tout le royaume d'interdit en 996. Il semble bien que Robert le Pieux ait été frappé d'excommunication. En 995, il avait épousé, pour des raisons politiques, Berthe, veuve du comte de Blois, sa cousine au troisième degré. Il était alors en lutte avec le Saint-Siège à propos de la déposition d'Arnoul, archevêque de Reims. Le Pape Jean XVI voulant qu'on le rétablît, Robert songea à un compromis (2) et s'engagea à replacer Arnoul sur son siège archiépiscopeal, pourvu qu'on reconnût son nouveau mariage. Le traité fut conclu en 996 (3). Cependant, Grégoire V étant monté sur le trône pontifical, il ne ratifia pas les promesses de son prédécesseur, et cela, dans des circonstances telles qu'on ne saurait croire qu'il ait fulminé spontanément ses censures. Il était Allemand et proche parent de l'Empereur Otton III. Le mariage du Roi remontait

(1) H. F., X, p. 334 ssq.

(2) E. de Certain. *Arnoul d'Orléans*. Bibl. Ec. Chartes, 3^e série, t. 4, p. 462.

(3) Ad. Baudoin. *Les trois femmes du Roi Robert*, p. 6.

à trois ans et son examen ne s'imposait pas immédiatement. Le Pape n'en réunit pas moins un concile, auquel, chose remarquable, assistait l'Empereur (1). Le concile décréta que si Robert ne quittait pas Berthe, il serait excommunié. C'était là une mesure toute conditionnelle ; on lui imposait en outre une pénitence de 7 ans. En réalité, et bien que le Roi ne se soit pas immédiatement séparé de son épouse, l'excommunication ne fut jamais formellement prononcée. Le décret lancé par le concile fut sans force et sans portée. Ni le Roi ni les évêques ne s'y soumirent, le premier parce qu'il le considéra comme un acte d'hostilité politique plutôt que comme une mesure de discipline spirituelle ; les autres parce qu'ils ne voulaient que ce que voulait leur Roi. Faisons bon marché des légendes qui circulèrent à cette époque (2). Ne croyons pas non plus ce que rapporte *Pierre Damien* (3) : le Roi n'aurait plus été servi que par deux fidèles serviteurs qui auraient jeté au feu, les jugeant irrémédiablement souillés, les plats qui contenaient les mets royaux.

Durant quatre ans, il plut à Robert de rester volontairement excommunié, bien que, nous l'avons dit, la sentence n'ait jamais été promulguée solennellement. Mais, en 1002, tout changea : la mort d'Otton III modifia la face des choses. Berthe, d'autre part, n'avait pas donné d'héritier à la couronne capétienne, et si Robert s'obstinait à garder sa femme, l'avenir lui échappait : il y renonça.

(1) Mansi, XIX, col. 223.

(2) Yves de Chartres. P. L, 161, col. 659.

(3) H. F. X, p. 211.

Les circonstances eussent été favorables à une excommunication solennelle, suivie d'une menace de déposition par Grégoire V : l'influence d'Otton III à Rome, les difficultés de Robert avec le haut clergé, la dynastie capétienne encore mal affermie sur le trône. Et, cependant, une telle menace ne fut pas lancée. Si le Roi se soumit, c'est sans doute sa piété bien connue qui l'y incita, et les événements politiques ne pouvaient le laisser indifférent. Il faut également remarquer qu'à la fin du x^e siècle, la Papauté se relève de l'état d'impuissance et d'abaissement où elle avait été plongée durant ces temps troublés et anarchiques. La menace d'excommunication, c'est le premier acte de vigueur par lequel elle se signale après un long repos. D'un autre côté, cette nouvelle dynastie qui venait de s'établir en France était libre par sa position et son origine de toute influence étrangère : elle n'avait pas convié la Papauté à son sacre et ne lui avait pas demandé la confirmation de son avènement. Ces remarques prendront toutes leur valeur au siècle suivant.

§ 2. — L'excommunication de Philippe I^{er}

Deux puissances grandissantes se trouvent en présence : le Roi de France dont l'autorité croît peu à peu et la Papauté ; Philippe I^{er} et Grégoire VII : un prince autoritaire, simoniaque, adultère ; un pontife audacieux, hautain, austère. Une lutte semblait inévitable.

Un premier conflit éclate vers la fin de 1074. Le Roi, pillard sans vergogne, avait détroussé des marchands italiens qui traversaient la France, ceux-ci se plainquirent à l'Eglise. Aussitôt, le 10 septembre 1074, Grégoire VII adressa une bulle à l'épiscopat français « Si le Roi dit-il, refuse de s'amender, les évêques devront l'excommunier et jeter l'interdit sur le royaume. Si ces mesures ne suffisent pas, avec l'aide de Dieu, nous chercherons à arracher par tous les moyens, le royaume de France à son pouvoir » (1). Notons en passant — nous y reviendrons — que l'excommunication *n'entraînait pas, par elle-même, la perte du pouvoir temporel, puisque c'est seulement si elle ne suffit pas que le Pape avisera*. Cette intervention des évêques n'eut pas grand succès, car, le 19 novembre 1074 (2), le Pape s'adresse à Guillaume VIII, comte de Poitiers : Si le Roi ne donne pas satisfaction aux marchands, il sera séparé de la communion de l'Eglise et avec lui, tous ceux qui lui rendront les honneurs et l'obéissance que l'on doit aux Rois. Chaque jour, sur l'autel de Saint-Pierre, cette excommunication sera renouvelée. Le synode romain eut lieu (3). Prononça-t-il la sentence ? Roger, évêque de Châlons, rapporte que Philippe I^{er} lui demanda l'absolution et qu'il la lui refusa ; d'autre part, le concile ordonne au Roi de se rendre à Rome avant la Toussaint et le Roi ne se rendit pas à cette invitation ; l'affaire en resta là sans que l'excommuni-

(1) Jaffé, *Bibl. rer. german.*, II, p. 113-117 ; Fleury (*Hist. Eccles.*, LXXXII, 16) traduit ... « à son oppression ».

(2) Jaffé-Watt., n° 4891, cité dans Fliche, *Philippe I^{er}*, p. 389.

(3) Jaffé-Watt, n° 4833.

cation soit prononcée, puisqu'en 1075, le Pape se borne encore à des menaces (1) : il a envoyé des légats en France et s'ils ne lui rapportent pas la soumission du Roi, ce dernier sera excommunié. En réalité, le Pape l'épargna, comme ses prédécesseurs avaient épargné Henri I^{er}, et pourtant, durant tout son pontificat, Philippe persista dans ses pratiques de brigandage et de simonie (2). Quant à songer, comme on l'a prétendu, à une guerre contre la France, Grégoire VII en était bien éloigné ; se plaçant strictement sur le terrain des principes, il se devait de condamner des pratiques déplorables, mais sans aller plus loin ; il aurait plutôt recherché une alliance avec le Roi de France : il est engagé dans la lutte du Sacerdoce et de l'Empire et jette les yeux du côté où il espère trouver quelque soutien (3).

Grégoire VII étant mort et Urbain II étant monté sur le trône de Saint-Pierre, un deuxième conflit, beaucoup plus grave éclata à propos du mariage de Philippe I^{er} avec la femme de Foulques, comte d'Anjou. Ce mariage devait nécessairement amener une rupture. Et cependant, quelle patience, quelle longanimité Urbain II ne montra-t-il pas en cette occurrence ? Menacé en 1092, le Roi est excommunié en 1094 au concile d'Autun. Le Pape lui accorde un nouveau délai, mais l'accord étant impossible, la sen-

(1) Registres de Grégoire VII. Jaffé, *Bibl. rer. germ.*, II, n° 52 A.

(2) Luchaire, *Les Premiers Capétiens*, dans Lavis, *Hist. de France*, II, 2^e partie, p. 172.

(3) Fliche, *Philippe I^{er}*, p. 392.

tence est confirmée au concile de Clermont de 1095. Philippe fait mine de se soumettre : il est absous. Puis, ses promesses étant restées lettre morte, excommunié de nouveau en 1096. En avril 1097, le royaume tout entier est frappé d'interdit ; l'année suivante, nouvelle soumission du Roi, nouvelle absolution, nouveau manquement à sa parole : il est excommunié pour la quatrième fois ! Pascal II succède à Urbain II ; en 1100, un concile de Poitiers prononce de nouveau l'anathème contre Philippe I^{er}. Enfin, l'affaire se termine au concile de Beaugency en 1104 : le Roi fait serment de répudier sa concubine..... qu'il garde, d'ailleurs ! Le Pape feignit de croire à la sincérité de ce serment.

Ce Roi de France si souvent frappé est-il menacé de perdre sa couronne ? Son excommunication a-t-elle créé contre lui un mouvement de réprobation, voire même un soulèvement (1) ? Yves de Chartres nous apprend que les évêques de France continuèrent d'obéir au Roi avant d'obéir au Pape — ce dernier dut même les rappeler à l'ordre. — Yves lui-même qui eut tant à souffrir de Philippe I^{er}, continue de l'appeler « *Roi et seigneur* ».

Les Papes qui excommunièrent Philippe l'ont-ils du moins menacé de lui enlever sa couronne ? Quelle est l'attitude d'Urbain II ? Nous savons que ce pontife

(1) M. Monod fait remarquer que Pascal II a, plus d'une fois, brisé l'effort de ses légats. Quelle valeur le Roi et son peuple pouvaient-ils attacher à l'excommunication rendue par ces mêmes légats, alors que le Pape les désavouait si légèrement par ailleurs ? B. Monod, *Rapports de Pascal II avec Philippe I^{er}*, p. 23.

était défavorable aux excommunications futiles, lancées sans mûre réflexion (1). Il pratiquait le conseil de saint Augustin, qu'il est mal à propos d'irriter les Rois. Urbain II est un Pape français et ne peut sans doute se débarrasser d'un certain loyalisme envers son ex-souverain. Enfin et surtout il est en lutte avec l'Empire et il cherche à se rapprocher de la France, qui pourrait être une alliée éventuelle contre l'Allemagne. Quant à Pascal II, « *forcé d'excommunier Philippe, il n'eut de cesse qu'il ne fût absous* » (2). Après le concile de Beaugency, et l'absolution du Roi, l'Allemagne devient de plus en plus menaçante. En 1107, le Pape vient se réfugier en France et ne croit pas pouvoir excommunier son hôte : il met ses intérêts politiques au-dessus de ses devoirs religieux.

Nous n'avons pas parlé de Grégoire VII, c'est que la situation est différente.

§ 3. — L'attitude de Grégoire VII à l'égard de l'Empereur Henri IV. Situation différente de la France et du Saint-Empire par rapport au Saint-Siège.

En regard de ce qui se passe en France, examinons les événements d'Allemagne : Henri IV, comme le Roi de France Henri I^{er}, comme Philippe I^{er}, est un prince simoniaque, il s'entoure de clercs excommuniés ; il confère l'investiture par la crosse et l'anneau. Grégoire VII

(1) L. Paulot, *Urbain II*, p. 79.

(2) B. Monod, *Rapports de Pascal II avec Philippe I^{er}*, p. 2.

se doit de s'opposer à ces détestables pratiques. Après des menaces qui restèrent inefficaces, le Pape, au concile de carême de 1076, excommunie l'Empereur et délie ses sujets de leur serment de fidélité. Les princes allemands, réunis à Tribur, s'engagèrent à ne plus reconnaître Henri comme Empereur s'il restait par sa faute un an dans l'excommunication. Le coupable, on le sait, se soumit à Canossa, mais il ne tarda pas à violer ses promesses et, en novembre 1077, le légat du Pape prononce de nouveau l'excommunication et la déposition de l'Empereur.

Un lien très étroit existe donc, tout au moins dans l'esprit d'Hildebrand, entre l'anathème et la perte de la couronne. En était-il de même en France ? Grégoire VII se borne à dire qu'il cherchera par tous les moyens à arracher le sceptre des mains de Philippe excommunié, sans autres précisions. En fait, rien ou presque rien ne fut changé à la situation du Roi. Quelles sont les raisons de cette différence et, si le Pape a, sur la déposition des Rois, une doctrine bien établie, pourquoi ne s'appliquerait-elle pas au Roi de France ?

Une remarque préliminaire s'impose, la déposition ne peut avoir lieu que si les seigneurs et le peuple y consentent. Henri IV est déposé à la diète de Tribur par les princes révoltés. On ne voit rien de pareil en France, dans une féodalité encore turbulente. En réalité, la différence provient des lois allemandes elles-mêmes et de la nature du pouvoir impérial, de ses relations avec le Saint-Siège.

Depuis bien longtemps avant Henri IV, le droit de Souabe punissait l'excommunié par la perte de ses

droits. C'est ce que disent quelques auteurs contemporains d'Hildebrand : *Lambert d'Aschaffembourg* (1), *Paul de Bernried* (2), c'est ce que répètent dans les siècles postérieurs, les constitutions impériales (3) et le *Miroir de Saxe* lui-même qui déclare formellement que le Prince excommunié perd sa couronne (4). C'est aussi l'opinion de Grégoire VII lui-même (5) : « *Le droit humain dit que par l'excommunication, Henri a mérité la déposition* ». L'exercice de ce pouvoir indirect était rendu beaucoup plus facile par la constitution allemande qui reconnaissait le Saint-Siège comme suzerain de l'Empereur. Jean XII a ressuscité l'Empire au profit d'Otton le Grand en 962 et la Papauté voulut que ce couronnement devint une réalité et non un acte symbolique : l'Empereur recevait le titre de sous-diacre, était nommé chanoine de Saint-Jean de Latran. Dès lors, le Pape prétend que le Saint-Empire relève de Rome à titre de fief, et si l'Empereur commet un manquement aux lois divines ou humaines, le Pape, son suzerain, pourra lui retirer sa couronne, comme, grâce à la com-mise, le fait son seigneur féodal envers un vassal félon.

Quant aux auteurs de cette époque, ils ne disent rien qui puisse confirmer cette thèse (6), *Bernald* (7) croit que la perte de la couronne suit naturellement

(1) *Annales*, ad. ann., 1076, M. G., *Script.*, V, p. 258.

(2) *De rebus gestis Gregorii VII*, cap. 76. P. L., 148, col. 79.

(3) M. G., *Const. et Acta*, II, p. 405, 427, 443 et *passim*.

(4) *Sachsenspiegel, Landrecht*, III, 54, § 3. Voyez l'article de K. G. Hugelmann, *Z. der. S.-St.*, 1917, *Kan. Abt.*, VII, p. 33, 97.

(5) Reg. de Grég. VII, IV, 1 ; Jaffé, *Mon. Grég.*, p. 238.

(6) Cf : Mirbt, *Die publicistik im zeitalter Gregors VII*, p. 145.

(7) *Lib. de Lite*, II, p. 52.

l'anathème *Gerhoh de Reichersberg* (1) dit la même chose. Quant aux anti-grégoriens, la plupart admettent que l'excommunication est légale, mais qu'elle ne doit pas entraîner l'absolution du serment de fidélité prêté au prince ; c'est ce que disent : *Wenrich de Trèves* (2) ; l'auteur inconnu du *Traité : De unitate ecclesiæ conservanda* (3) ; *Sigebert de Gembloux* (4) ; enfin, *Geoffroi de Vendôme* qui est pour nous l'auteur le plus intéressant et qui, par ailleurs, est un partisan déterminé de la toute-puissance papale, s'applique à faire voir que l'anathème est à blâmer qui frappe le Prince « *qui obstinatam multitudinem habet secum* » (5), ce qui était le cas de Philippe I^{er}.

Toutes ces considérations nous font voir combien la situation était différente en France et en Allemagne. La nouvelle dynastie qui était montée sur le trône ne devait rien à la Papauté qui n'avait pas été consultée. Les lois franques portant la perte des dignités temporelles de l'excommunié ont été perdues de vue pendant la grande anarchie du x^e siècle. Aussi, Robert le Pieux n'est-il aucunement menacé de perdre son royaume et Grégoire VII, en 1073, ne fait pas mention de ces lois « humaines » (6). Il se borne à dire qu'il essaiera (7)

(1) *Ibid.*, III, p. 344 et 355. — Cf. encore *Gebhardt de Salzbourg*, *ibid.*, I, p. 486.

(2) *Ibid.*, I, p. 293.

(3) *Ibid.*, II, p. 195.

(4) *Ibid.*, II, p. 459.

(5) *Ibid.*, IV, p. 691.

(6) Jaffé-Watt, n^o 4878.

(7) Sur les tentatives faites, en vain, par Grégoire VII pour soumettre la France à la « *commendatio* » envers le St-Siège, cf. : Decla-reuil, N. R. H., 1903, p. 289 ssq. ; P. Fabre, *Etude sur le Liber censuum*, p. 124.

par tous les moyens possibles d'arracher la couronne à Philippe I^{er}. S'il a échoué, c'est qu'il s'est heurté à la résistance des sujets de ce Prince dont, par ailleurs, la piété n'était pas assez forte pour l'engager à se soumettre aux ordres, même injustes, du Saint-Siège. Puis, Philippe usa de la force d'inertie : il avait son siège fait sur la morale ; ce maudit, mis hors la loi, vécut comme ses prédécesseurs (1).

D'autre part, ni Urbain II, ni Pascal II ne prétendent disposer du pouvoir temporel à l'égard de la France, et pourtant, comme ce leur eût été facile, s'ils avaient voulu s'appuyer sur l'exemple d'Henri IV ! Encore une fois, l'ambiance n'était pas la même : les dispositions des *Palatinæ Leges* ne se retrouvaient pas en France ; la royauté n'est pas vassale du Saint-Siège ; le principe d'hérédité s'affermait.

Enfin, les lettres d'*Yves de Chartres* nous montrent le loyalisme des évêques que le Pape dut rappeler à une attitude plus sévère. On ne peut faire état d'une lettre de ce prélat (2), où il écrit que l'excommunication de Philippe aurait déjà été publiée en France, si lui-même, Yves, ne s'y était opposé « *quia nolo regnum ejus adversus eum aliqua ratione commoveri* ». Cette lettre ne signifie rien, ou bien, si elle signifie quelque chose, c'est que quelques seigneurs mécontents auraient pu faire état de la sentence papale pour tenter de renverser le Roi : ce n'aurait été qu'un prétexte : *aliqua ratio*.

(1) Luchaire, *Les Premiers Capétiens*. Lavisse, II, 2^e partie, p. 168.

(2) P. L., 162, col. 27, ép. 15.

§ 4. — La contrainte civile contre les excommuniés

Nous n'en avons que peu d'exemples au ^x^e siècle, mais la doctrine est toujours très ferme sur ce point : le pouvoir séculier doit, dans la mesure du possible, prêter aide et assistance à l'Eglise, afin que les décisions de cette dernière soient exécutées et non point violées ou tournées en ridicule.

Honorius d'Autbourg (1) écrit qu'il est nécessaire que le pécheur soit soumis à la puissance du glaive matériel, car ceux qui se révoltent contre la loi de Dieu ne peuvent être punis par l'étole du prêtre.

Placide de Nonantula (2). Le glaive temporel doit être tiré en faveur de l'Eglise pour que ceux qui ne craignent pas le glaive spirituel reviennent à de meilleurs sentiments par la crainte du châtement.

Yves de Chartres, dans son Décret (3), reproduit un capitulaire ordonnant la contrainte civile ; dans sa célèbre lettre à Laurent, moine de La Charité (4), il dit que les lois divines et humaines tout ensemble interdisent à l'excommunié d'être témoin et accusateur. Hugues de Fleury (5), Deusdedit (6), Geoffroi de Vendôme (7) expriment la même idée en des termes très généraux.

(1) L. de L., III, p. 75.

(2) *Ibid.*, II, p. 585.

(3) XVI, 345, P. L., 161, col. 965.

(4) P. L., 162, col. 186.

(5) L. de L., II, p. 469.

(6) *Ibid.*, II, p. 300.

(7) *Ibid.*, III, p. 691.

Les vœux des conciles sont dans le même sens. Ainsi, le concile de Narbonne de 1054, c. 26 (1) réclame de l'excommunié récalcitrant le paiement d'une amende de quarante sous. Les papes vont plus loin encore. Urbain II voudrait que cette amende se monte à cent sous d'or (2); Pascal II formule les mêmes demandes (3).

Mais si les principes sont extrêmement précis, les historiens nous ont laissé peu d'exemples de cette contrainte. On peut croire cependant qu'elle dût être exercée sous le règne de Robert le Pieux, c'est *Fulbert de Chartres* qui nous l'apprend (4), mais nous ne connaissons comme fait précis que l'exécution des Manichéens d'Orléans; encore étaient-ils hérétiques (5).

Il faut remarquer aussi que l'union entre les deux pouvoirs, pour être sans doute moins étroite que sous Charlemagne n'en subsistait pas moins réellement. Le Roi conserve toujours, d'après le canon 12 du Concile de Tolède de 687, le droit de faire absoudre un excommunié en le recevant à sa table. Cette permission, dictée par les raisons que nous avons examinées, dégénère parfois en abus.

Arnoul avait été nommé par Hugues Capet archevêque de Reims, dans l'espoir qu'il favoriserait ses desseins. Au contraire, Arnoul tenta une restauration au profit de Charles de Lorraine; il fut déposé, excom-

(1) Mansi, XIX, col. 832.

(2) *Ibid.*, XX, col. 685 et 780.

(3) *Ibid.*, XX, col. 1048.

(4) P. L., 141, col. 211.

(5) Pfister, *Etudes sur le règne de Robert le Pieux*, p. 205.

munié en 993 par le concile de Saint-Basle et remplacé par Gerbert. C'est ce dernier qui écrit à l'archevêque de Strasbourg (1). Le Roi ayant décidé de faire grâce à Arnoul voulut l'absoudre de la sentence d'excommunication ! Il n'y a aucun doute là-dessus. Voici les termes mêmes de la lettre de Gerbert : « *Prior vero pars Arnulfi causam defendentium per se ipsam infirma est : scilicet quod Rex Arnulfo peccatorum suorum veniam attribuerit sacerdotibus quippe animarum (salus) non regibus commissum est. Stulte ergo a regibus peccatorum absolutionem accepisse putatur* ». Yves de Chartres, dans une lettre à l'évêque d'Orléans (2), fait encore mention de ce privilège.

Cette étroite union en matière d'excommunication se retrouve en 1027 (3). Les évêques étaient réunis à Reims pour le sacre d'Henri, fils du Roi Robert. Ils profitèrent de la circonstance pour excommunier Etienne de Joinville, pilleur des biens ecclésiastiques, excommunication que ratifia le Roi : « *Quorum decreto libenter assensum prebentes, tam pro remedio animæ nostræ quam pro statu Sanctæ Dei Ecclesiæ* ». Il s'associe aux malédictions lancées contre Etienne et finit même par l'excommunier aussi : « *Auctoritate Dei, Patris Omnipotentis et Sanctæ Dei genitricis Mariæ et Sancti Petri et omnium apostolorum et omnium electorum Dei, excommunicamus predictum militem Stephanum. Istius anathematis vinculum nos pariter cum*

(1) Varin, *Arch. adm. de Reims*, I, 1, p. 197.

(2) P. L., 162, col. 70.

(3) H. F. X., p. 613 et 614.

reliquis roborantes, jussimus ut usque ad satisfactionem haberet vigorem ». Robert apposa son sceau sur cet acte que contresignèrent treize évêques ou abbés, le Comte de Champagne et le Comte de Bourgogne. Je ne crois pas qu'il faille prendre à la lettre et dans son sens technique le mot : *excommunicamus*. Cela devait tout simplement vouloir dire : « nous bannissons de notre palais ; nous refusons d'avoir à l'avenir aucune relation avec Etienne », et, étymologiquement, cela est très exact.

CHAPITRE II

De l'avènement de Louis VI au règne de Louis VIII (1108-1223)

§ 1^{er}. — Le Roi de France et l'excommunication

La conception que le Pape a reçu du Christ autorité sur les choses temporelles comme sur les choses spirituelles commence timidement à se faire jour. C'est là un point des plus importants et qui va entraîner des conséquences considérables pour la chrétienté. Jusqu'à présent, nous avons vu que le Roi de France est dans une position indépendante vis-à-vis du Saint-Siège. Sans doute il peut être excommunié, mais il n'en perd pas sa couronne pour cela. Si l'on admet au contraire que c'est le Pape qui a confié aux Rois l'exercice du pouvoir, il devient bien évident qu'il pourra le lui retirer, comme il l'entend, pour une faute quelconque. L'excommunication est, en quelque sorte, la pierre de touche du degré de péché où le Prince est tombé. A ce moment, le Pape pourrait lui retirer sa couronne. Mais les doctrines ne sont ni très claires, ni très cohérentes, et nous ne croyons pas que les Papes aient soutenu l'opinion du pouvoir de droit divin des deux glaives. *Gratien* (1) n'est pas explicite, et ses commentateurs,

(1) XXII, 1. En sens contraire : XV, q. 6, c. 3.

Rufin (1) et *Etienne de Tournai* (2), ne le sont pas davantage. *Saint Bernard* (3) emploie l'allégorie des deux glaives qui tous deux appartiennent au Pape. *Jean de Salisbury* (4) est sans doute l'auteur le plus net et le plus favorable au pouvoir de l'Eglise.

Mais à côté de ces auteurs, qu'en pense le plus grand Pape de cette période, *Innocent III*? Il ne dit pas que le pouvoir spirituel soit supérieur au pouvoir temporel dans la sphère propre de ce dernier (5). Les princes, comme les autres fidèles, peuvent être excommuniés (*decernere de peccato*) : ce n'est pas une innovation, mais il se défend de « *judicare de feudo* ». Il n'y a pas non plus là d'innovation, puisqu'il écrit, non à l'Empereur d'Allemagne, mais au Roi de France (6).

En fait, quelque Pape, à la suite d'une excommunication prononcée contre le Roi de France, a-t-il prétendu par là lui arracher son sceptre? D'ores et déjà, nous pouvons dire que la réponse à cette question sera négative. Mais nous allons examiner les faits.

Nous ne retrouvons pas un de nos Rois, jusqu'à Philippe-Auguste, qui ait été formellement excommunié. Tout se borne à des menaces. Les Gallicans ont prétendu (7) que Pascal II aurait voulu frapper Louis VI

(1) *Sum. decret.*, XXII, 1, éd. Singer, p. 47.

(2) *Ibid.*, éd. Von Schulte, p. 32.

(3) *De consideratione*, IV, 3. *Opera*, I, p. 438.

(4) *Polycratieus*, IV, 3, éd. Gilles, III, p. 223.

(5) P. L., 215, col. 176 ssq.

(6) X, II, 1, 13 (*décretale Novit*). En revanche, le Pape écrit à Philippe-Auguste pour lui annoncer qu'il a excommunié Otton IV et délié ses sujets du serment de fidélité; Böhmer, *Acta imperii selecta*, n° 920, p. 679.

(7) *Libertés*, I, p. 127.

d'anathème et ils citent à ce propos un fragment d'une lettre d'Yves de Chartres au Pape où il exhorte ce dernier à ne pas susciter en France un schisme tel que celui qui a éclaté en Allemagne. Mais la lettre citée n'a pas trait à une menace d'excommunication (1). Il s'agit tout simplement de la création à Tournai d'un nouvel évêché, à quoi s'opposaient l'évêque et les fidèles de l'évêché de Noyon : C'est là le schisme auquel les Gallicans font allusion. La menace d'Honorius II, en avril 1129, est plus sérieuse. Louis VI avait pris de sévères mesures contre Etienne de Senlis, évêque de Paris. Ce dernier se plaint à l'archevêque de Sens, qui, avec ses suffragants et plusieurs abbés, alla trouver le Roi en le priant de rendre à Etienne ses biens épiscopaux. Louis VI refusa tout d'abord, puis craignant d'être excommunié promet la restitution : c'est l'évêque de Chartres, Geoffroi de Sèves, qui en écrit à Honorius II (2) : « *Sentiens tandem nos ad arma ecclesiæ pro ecclesia velle confugere, timuit, annuit que sese omnia redditurum* ». Mais, à ce moment, arrive la bulle d'Honorius II qui ordonne la levée de l'interdit lancé par l'évêque sur le diocèse parisien. Le Roi en profite pour ne pas exécuter sa promesse. Les prélats l'ayant assigné de nouveau, il ne se rend pas à la convocation, reste en possession des régales et achève de confisquer les biens de l'évêque. Les évêques qui se préparaient de leur côté à mettre en interdit leurs diocèses respec-

(1) P. L., 162, Lettre, 238, col. 245. — Cf. : Luchaire, *Louis VI le Gros*, p. CXXVII.

(2) H. F., XV, 267.

tifs en réfèrent au Pape par l'intermédiaire de Geoffroi. Nous ignorons quelle suite fut donnée à l'affaire. Il est probable qu'elle dut se terminer à l'amiable.

En 1142, nouvel incident. Pierre de la Châtre avait été, contre la volonté de Louis VII, élu archevêque de Bourges. Le Roi, dans sa colère, jura sur les Evangiles en présence d'un grand nombre de seigneurs que, tant qu'il vivrait, jamais l'archevêque élu n'entrerait dans sa ville. Aussi, pour ce, le Roi fut-il excommunié, c'est du moins ce que nous rapporte Raoul de Diceto dans sa Chronique (1). Le Roi persista dans sa ligne de conduite pendant trois ans ; dans quelque ville qu'il entrât, les services divins étaient interrompus. Enfin, sur les instances de Saint Bernard, Louis VII consentit à recevoir en grâce Pierre de la Châtre.

Venons-en maintenant à l'excommunication de Philippe-Auguste. Il avait épousé, en 1193, Ingeburge de Danemark qu'il répudia peu après pour épouser Agnès de Méranie. Célestin III envoya en France deux légats qui s'appliquèrent à convoquer un concile réunissant tous les prélats du Royaume ; ce concile ne décida rien. Un nouveau légat, Pierre de Capoue, fit prononcer l'interdit à Vienne, le 15 janvier 1200 ; l'épiscopat français n'y était pas unanimement représenté. Le Pape Innocent III confirma la sentence le 15 mars (2) ; elle ne devait pas être fidèlement exécutée. Une grande partie des prélats refusa d'obtempérer aux ordres du

(1) H. F., XIII, p. 183. Dans tous les cas, les registres de Jaffé-Watt n'en ont gardé aucune trace.

(2) Potthast, n° 969.

Saint-Siège (1). Ce fut peut-être par loyalisme envers le Roi, qui par ailleurs usa de moyens violents pour assurer cette fidélité (2). C'est ainsi qu'Eudes, évêque de Paris, qui voulait résister à Philippe-Auguste, fut ignominieusement expulsé de son diocèse et dépouillé de ses vêtements ; Geoffroi, évêque de Senlis, dut quitter cette ville ; plusieurs chanoines émigrèrent. Par ailleurs, dans les lieux où l'interdit était respecté, la situation devenait tragique, et le mécontentement grandissait dans toutes les classes de la société (3). Malgré tout, Philippe-Auguste ne se soumettait pas ; le Pape crut alors bon de lever l'interdit et de menacer le Roi d'une excommunication personnelle en disant : Mieux vaut qu'un seul souffre que toute une nation périsse (4). Si l'on en croit Roger de Hoveden, le Roi effrayé envoya au Souverain Pontife légats sur légats pour qu'ils obtinssent que la sentence ne soit pas rendue ; on doit plutôt penser que c'est l'attitude menaçante de ses sujets irrités qui força le Roi à se soumettre (5). Nous savons qu'il ne tint pas ses promesses ; de longues négociations eurent lieu entre Paris et Rome, mais de nouvelles menaces d'anathème, point. On avait ménagé le Roi avant qu'il eut remporté la victoire sur le Roi d'Angleterre, comment ne pas l'épargner après ?

(1) Raoul de Coggeshale, *Coll. Rer. Britt. Scriptores*, Londres, 1875, p. 113.

(2) Rigord, *Gesta Philippi-Augusti*, éd. Delaborde, I, p. 147.

(3) Robert d'Auxerre, *Chronologia*, H. F., XVIII, 263.

(4) Roger de Hoveden, *Chronica ; Collect. Rer. Britt. Script.*, IV, p. 113, Londres, 1871.

(5) H. Géraud, *Ingeburge de Danemark*, Bibl. Ecole des Chartes, t. VI, 3^e série, p. 93 et s.

M. Cartellieri (1) prétend que le côté politique de cette affaire n'avait pas échappé à Innocent III. S'il se contenta d'admonester le Roi, c'est qu'il avait toujours les yeux fixés sur l'Allemagne. S'étant déclaré ouvertement pour Otton, l'ennemi de Philippe-Auguste, il devait du moins faire bon visage à celui-ci. Le légat fit même entrevoir à Innocent III la reconnaissance d'Otton par la France, si du moins Philippe n'était plus inquiété à l'avenir au sujet d'Ingeburge. Comme sous Robert le Pieux, comme sous Philippe I^{er}, l'attitude du Souverain Pontife envers le Roi de France se trouve en grande partie conditionnée par les événements d'Allemagne.

Philippe-Auguste fut encore une fois menacé d'excommunication par le légat, cardinal Jean d'Agnani. Le Pape voulant faire cesser la guerre franco-anglaise qui dévastait la Normandie (2) menaça le Roi de l'excommunier s'il ne concluait pas la paix. Philippe-Auguste lui fit répondre qu'il ne craignait pas cette sentence, car elle était inique ; qu'il n'appartenait pas à l'Eglise de s'entremettre dans le gouvernement des Etats, réponse historiquement fondée et qui est bien dans la tradition. On sait qu'Innocent III, dans sa fameuse décrétale *Novit* (3), se défendit de vouloir connaître des choses féodales, mais seulement du péché. Nous y reviendrons plus loin.

(1) Cartellieri, *Philipp-II August, König von Frankreich*, t. IV, 1^{re} partie, p. 66.

(2) Philippe-Auguste avait été excommunié par l'archevêque de Rouen en 1194. Une trêve ayant été signée entre les deux Rois, l'archevêque dut lever la sentence, pour rentrer en possession de ses biens qui avaient été confisqués. Depping, *Hist. de la Norm.*, 2, 311.

(3) X., II, 1, 13.

A peine l'affaire d'excommunication de Philippe-Auguste était-elle réglée qu'un nouveau conflit éclata à propos de la descente en Angleterre de Louis de France, le futur Louis VIII. Les barons anglais révoltés contre Jean sans Terre lui ayant offert la couronne, il l'accepta et fut couronné à Londres en juin 1216. Le Pape, Innocent III, dont Jean était vassal, avait tenté de s'opposer à ce départ, mais en vain (1) ; il avait envoyé à Paris un légat qui annonça au Prince qu'une sentence d'excommunication *latæ sententiæ* serait portée contre tous ceux qui tenteraient de s'emparer du trône d'Angleterre.

Voyant les succès de Louis, le pape décida de l'excommunier (2) ainsi que tous ceux qui favoriseraient son entreprise ; il chargea Pierre, archevêque de Sens, de prononcer la mise en interdit du royaume et l'anathème contre Philippe-Auguste ; les évêques s'assemblèrent à Melun et proclamèrent à l'unanimité qu'ils n'exécuteraient pas les ordres du Pape à moins que celui-ci par une seconde bulle, ne leur fit sans équivoque connaître sa volonté et ses desseins (3), car ils n'avaient pas reçu les lettres où il était question de la sentence, d'autant plus que le Roi était opposé à l'expédition d'Angleterre, et que, depuis longtemps, il refusait à son fils aide et conseil. Les Gallicans (4) disent que le concile de Melun refusa purement et simplement de prononcer l'anathème

(1) H. F. XVII, p. 284 (Robert d'Auxerre).

(2) *Ibid.*

(3) Guillaume le Breton, éd. Delaborde, I, p. 308.

(4) L. Dupin, *Traité historique des excommunications*, Paris, 1715, partie 1^{re}, § 14.

contre Philippe-Auguste, mais nous voyons comment il faut entendre ce refus (1). Du reste, Louis de France, sans argent, abandonné par un grand nombre de seigneurs qui craignaient les foudres papales (2), battu à Lincoln, revint en France.

Ces excommunications, si tant qu'elles aient été toutes prononcées, nous font voir que dans aucun cas le Roi de France n'a été menacé de perdre sa couronne, alors que pendant vingt ans, il avait désobéi au chef de l'Eglise dans une affaire où les torts étaient manifestement de son côté; mais en Allemagne, le Pape prend nettement parti à l'occasion de l'élection de Philippe de Souabe et d'Otton à l'Empire. Il annule l'élection de Philippe, qui était excommunié.

Le peu de succès qu'avaient remporté les tentatives des Papes sur la France, échec qui tenait à l'indépendance des Rois, vis-à-vis du Saint-Siège, allait être encore mis en lumière par la conquête de la Normandie. En 1196, lors du traité d'Issoudun, signé par Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion, l'Archevêque de Rouen se blessa fort d'une clause qui s'y trouvait contenue et qui réduisait son pouvoir, — clause que nous aurons l'occasion d'étudier — il excommunia tous ceux qui avait pris part à la rédaction de cet acte

(1) En tout cas, le légat du Pape quitta Melun sans avoir prononcé l'excommunication. Petit-Dutaillis, *Louis VIII*, p. 95. Honorius III étant monté sur le trône, le légat insista vivement auprès de lui pour qu'on prononçât enfin la sentence contre Philippe-Auguste dont la complicité dans l'expédition d'Angleterre était, disait-il, manifeste. Le Pape réunit son Conseil et la majorité repoussa la demande du légat. *Ibid.*, p. 135.

(2) H. F., XVII, p. 606 (Jean d'Ypres).

détestable : « *exceptis carissimis in Christo filiis Franciæ et Angliæ regis illustribus et eorum familiis* » (1) (2 juillet 1197). Il est assez peu vraisemblable, étant donné ce que nous savons du caractère du prélat, que ce soit la crainte qui l'ait poussé à ménager ainsi la personne des deux souverains : il ne faisait que suivre, tout au moins pour le Roi d'Angleterre, une vieille tradition qui, selon Eadmer, remontait à Guillaume I^{er} (2). Ce Roi, dit le chroniqueur, voulut qu'on observât fidèlement les lois et les coutumes du duché de Normandie ; il ne permit à aucun évêque d'excommunier un de ses barons ou l'un de ses familiers, à moins qu'on ne l'en ait requis. Cette règle était en vigueur en 1163, si nous en croyons Mathieu Paris (3) ; elle devait s'appliquer à l'égard du Roi lui-même, puisque ses officiers ne sont qu'un reflet de sa couronne.

Lorsqu'en 1203, Philippe-Auguste eut conquis la Normandie, succédant aux privilèges des Rois d'Angleterre, en tant que ducs de Normandie, il n'eût que plus d'autorité et d'indépendance pour s'opposer à toute excommunication qui le priverait de son royaume, et qu'il considérerait comme un insupportable empiètement du Pape sur les droits de la couronne de France.

(1) Bessin, *Conc. Roth. Prov.*, II, p. 38.

(2) *Historia Novorum in Anglia* ; Coll. Rer. Britt. Script., Londres, 1884, p. 10.

(3) *Hist. Angliæ* ; Coll. Rer. Britt. Script., II, p. 222. Cette règle avait été reconnue en 1164 dans l'art.¹⁷ des statuts de Clarendon Hefele-Leclercq, V, 2^e partie, p. 985.

§ 2. — La contrainte civile contre les excommuniés
dans le Midi de la France (1)

Le principe, nous l'avons vu, reste toujours le même : le Roi doit aide et protection à l'Eglise — c'est ce que Conciles et Papes ne cessent de répéter — nous n'en donnerons que deux exemples entre cent : en 1204, Innocent III écrit à Philippe-Auguste (2) : l'autorité spirituelle et la puissance séculaire, obéissant chacune à la volonté qui les a créées, doivent concourir à la défense de l'Eglise pour que ceux que la discipline ecclésiastique n'arrache pas au péché, y soient contraints par le bras séculier. Le 14 mai 1222, Honorius III écrit au Roi (3) : « Tu dois savoir que la puissance temporelle

(1) On pourra être surpris de voir que nous parlons indifféremment d' « hérétiques » ou d' « excommuniés ». C'est que les excommuniés contempteurs de la censure, étaient assimilés à des hérétiques, lorsque leur fait n'était pas imputable à la négligence ou à la légèreté. Sans doute, ce mépris ne constitua sûrement un crime contre la foi qu'à partir du concile de Trente. Sess. XXV, De reformatione, cap. 3. Mais bien avant Trente, la tendance générale était de considérer comme suspects d'hérésie les excommuniés contumaces. Ils étaient, tout comme les Albigeois, justiciables des tribunaux de l'Inquisition. — Cf. : Vidal, *Bullaire de l'Inquisition française au XVI^e siècle*. p. XLVI, 47. Quand dans un texte, nous rencontrons le mot « hérétique » il est impossible, sans autre explication, de savoir s'il ne s'agit pas d'un excommunié récalcitrant. Geoffroi d'Ablis traita en hérétique Jean de Pecquigny, excommunié depuis plus d'un an. — Cf. : Frédéricq, *Corpus... document. Inquisit.*, I, p. 150 et *Hist. Langued.* IX, p. 199, 200. Voyez encore : *Curialis*, éd. Wahrmund, XI, p. 7 ; Gilbert de Brème, éd. Wahrmund, pp. 9, 10.

(2) *Ann. Eccl.*, XX, ad. ann., 1204,

(3) *Layettes*, I, p. 544, n° 1534,

est tenue de contraindre par le glaive matériel ceux que le glaive spirituel ne peut faire renoncer à la malice ».

Cette doctrine qui sera celle de l'Eglise jusqu'à la fin de l'ancien régime (1) prit une importance toute particulière à l'époque où l'hérésie albigeoise commence à faire des progrès; il ne s'agit plus d'excommuniés frappés pour adultère, mariage à un degré prohibé ou « *percussio clericorum* »; c'est un mal profond qui menace la catholicité. Des seigneurs, des princes puissants favorisent les hérétiques. En présence de ce danger, l'Eglise va demander, encore plus instamment que par le passé, la coercition matérielle des excommuniés.

L'Eglise avait tout d'abord essayé de ramener les hérétiques à l'unité de la foi par la douceur et la persuasion. L'excommunication n'avait pas, au commencement du ^x^e siècle, de sanction temporelle. Vers 1110-1115, les magistrats civils de Castres refusèrent d'emprisonner des excommuniés poursuivis par l'abbé (2). Mais à partir d'Innocent III s'établit définitivement le principe que les hérétiques ne doivent pas être tolérés. En 1119, le concile de Toulouse, présidé par Calixte II enjoignit aux « *puissances extérieures* »

(1) Notons ici une opinion divergente de Kober, *Kirchenbann*, pp. 427 et 429: les peines temporelles, les effets civils, ne suivraient que la réaggrave et non l'excommunication seule. C'est certainement inexact pour la perte du droit d'être demandeur à un procès. Voyez les textes cités par Eichmann, *op. cit.*, p. 70, en particulier l'opinion très claire de Rufin et celle de Pierre de Ferrare.

(2) D'Achery, *Spicilege*, III, p. 572.

de contraindre les rebelles à la soumission (1). En 1139, le deuxième concile de Latran reproduit le même vœu dans des termes à peu près semblables (2). En 1162, le comte de Montpellier invite les princes à exercer contre les hérétiques leur juridiction temporelle (3). Il en est de même au concile de Tours en 1183 (4). C'est que la persuasion avait eu peu de succès : il fallait être un saint Bernard pour ramener à la foi par ses prédications de farouches convaincus. En 1145, à Bordeaux, des excommuniés résistaient depuis sept ans ; le saint prit la parole et ils se soumirent, « *res digna miraculo* » ajoute le chroniqueur qui nous rapporte ce fait (5) ; cette obstination devait donc être chose assez courante.

Le concile général de Latran, en 1179 (6), dans son canon 27 ordonne en termes exprès aux princes temporels de poursuivre les hérétiques. Il rappelle les paroles de saint Léon le Grand : L'Eglise ne peut pas porter de peines de sang ; mais peut et doit être aidée par les lois des princes catholiques, afin que les coupables trouvent malgré eux leur salut en voulant échapper au supplice corporel. Que les seigneurs hérétiques sachent que leurs sujets sont déliés de leur serment d'hommage et de fidélité ; que leurs biens seront confisqués et qu'il sera loisible aux Rois de les

(1) Havet; *L'hérésie et le bras séculier au Moyen Age*, p. 36.

(2) Mansi, XXI, col.⁹ 535.

(3) *Ibid.*, col. 1160.

(4) *Ibid.*, col. 1177.

(5) H. F., XV, p. 598.

(6) Mansi, XXII, col. 231.

réduire en servitude (1). C'est en somme, nettement formulée, la doctrine de l'« *exposition en proie* ». Sans doute, ce n'est pas la première fois que l'Eglise s'attribue ainsi le droit de disposer d'un fief au profit d'un autre seigneur. Nous en avons eu un exemple en 1094, où le légat apostolique, sur l'ordre du Pape Urbain II, excommunie un comte d'Anjou, lui enlève son comté et le donne à Foulques.

Longtemps avant ce concile, l'Eglise avait prononcé les condamnations d'usage contre les hérétiques du Midi : excommunication, privation des dignités, des fonctions séculières, couronnes, fiefs, etc... (2) ; mais c'est la première fois que la doctrine est exposée avec netteté et reprise d'ailleurs avec de longs développements dans les lettres d'Innocent III. Mais comment se fait-il que le Roi qui se voyait changer de vassal n'eût pas protesté ? A vrai dire, cela devait lui importer assez peu, pourvu que le nouveau seigneur s'acquittât fidèlement envers lui de ses devoirs. En outre, Innocent III déclare que les fidèles seront subrogés au seigneur expulsé (3). Il faut croire aussi que le Roi n'était pas hostile à l'abaissement des barons les plus puissants du Midi, et la Royauté, en obéissant aux décisions conciliaires, allait avoir l'occasion d'annexer plus tard le

(1) Ainsi que le fait remarquer M. Scaduto (*Stato e Chiesa negli Scritti politici di 1122 a 1347*, p. 5), la coercition n'aurait pu aller jusqu'à la mise à mort de l'infidèle, autrement, il n'y aurait plus eu d'espoir de le sauver.

(2) Cf. Pissard, *La guerre sainte en pays chrétien*, p. 28 et textes cités.

(3) P. L., 216, col. 150.

Languedoc. Mais dès qu'Innocent III exprime la prétention de disposer des fiefs du comte de Toulouse, le Roi refuse de marcher contre son « mauvais vassal ». Condamnez-le comme hérétique, écrit-il au Pape, alors seulement vous aurez le droit de publier la sentence et de m'inviter, moi le suzerain du comte, à confisquer les domaines de mon feudataire (1).

A peine le canon 27 du concile de 1179 était-il promulgué que l'archevêque de Narbonne s'en prévalut (2). Il ordonne à ses suffragants d'excommunier le comte de Narbonne, les vicomtes de Béziers et de Nîmes, ainsi que d'autres seigneurs ; que ces derniers sachent que leurs sujets ne leur doivent plus la fidélité ni l'hommage et que leurs terres seront confisquées. En 1183, Lucius III rend une autre bulle (3) : les seigneurs temporels devront, à la requête des archevêques et des évêques, prêter serment de défendre et d'aider l'Eglise contre les albigeois : « *Ecclesiastica similiter et imperia lia statuta circa ea, quæ diximus executioni mandare* ». Si ces princes ne veulent prêter serment, qu'ils soient privés de leur dignité ; qu'ils soient eux-mêmes excommuniés et leur terre frappée d'interdit ; la ville qui s'y refuse devra être privée de toutes relations avec les autres villes. Le § 10 de la bulle exempté du privilège de ne pouvoir être jugé que par le Saint-Siège tous les hérétiques et leurs fauteurs. C'est ainsi encore que le

(1) Lavissee, III, 1^{re} partie, p. 267. La question, du reste, ne se posa qu'au concile de Latran de 1215. Le Pape pressé par les supplications de plus de 300 évêques, dut dépouiller partiellement Raymond VI.

(2) *Hist. de Langued.*, éd. Privat, VIII, col. 341.

(3) Cocquelines, *Bullarium*, III, p. 9.

1^{er} mars 1196, Célestin III écrit au comte de Toulouse. Cet acte est intéressant en ce qu'il peut expliquer une progression dans la sévérité du Pape. L'excommunication vient en premier lieu, et ensuite seulement l'absolution des sujets du serment de fidélité (1). Le comte avait fait construire son château dans l'alleu que possédait un monastère. Le Pape lui enjoint de le faire démolir sous peine d'anathème et si le comte persiste dans sa malice, ses sujets seront déliés du serment de fidélité.

En somme, la politique de tolérance et d'appui à l'égard de l'Eglise se change en une politique d'annexions et de conquêtes favorisée par cette même Eglise, et, quand Simon de Montfort aura été nommé chef de la Croisade, que Raymond VI et ses fauteurs auront été bien et dûment excommuniés, la saisie de leur temporel et le fait de se mettre à leur place sembleront tout naturels.

Quant aux petites gens qui n'avaient pas grand'chose à perdre, Simon de Montfort usa envers eux d'un moyen de contrainte sans doute efficace : l'amende. Les nobles qui restaient excommuniés pendant 40 jours devaient payer 100 sous ; les bourgeois, 40, et les roturiers, 20 (2). Qu'on remarque ce délai de 40 jours, c'est le plus court que nous rencontrerons : on doit sans doute en attribuer la brièveté au zèle de Simon de Montfort. Mais si le commandant de l'armée des croisés

(1) *Hist. de Langued.*, VIII, col. 436. C'est exactement la même procédure que nous retrouvons dans une bulle d'Honorius III à l'archidiacre de Soissons, X, V, q. 37, c. 13.

(2) Molinier, *Statuts de Simon de Montfort*, Bibl. de l'Ec. des Chartes t. XXXIV, p. 453, n° 31.

édicte de telles peines pour contraindre les excommuniés à résipiscence, les habitants ne lui prêtaient probablement aucun secours, car le concile de Montpellier, tenu lui aussi en septembre 1215, édicte une série de prescriptions destinées à combattre l'hérésie et à faire respecter les sentences de l'Eglise (1). Le canon 2 prescrit aux évêques de forcer les comtes, les châtelains et les nobles, au besoin par l'anathème, de prêter serment (2) de contraindre les excommuniés à se faire absoudre par la levée d'une amende ; sans doute s'agit-il de l'amende fixée par Simon de Montfort. Le concile rappelle que les habitants de Montpellier ont déjà prêté ce serment. Il ordonne que les hérétiques soient recherchés dans chaque paroisse par deux ou trois laïques ou plus, pourvu qu'ils soient « *bonæ opinionis* ». Ils devront conduire ces hérétiques devant le seigneur et devant l'évêque ; ce dernier prononcera une sentence d'excommunication que le premier sera chargé de faire respecter ; si l'amende ne suffit pas, il confisquera les biens du rebelle. Quant aux seigneurs qui refuseront de se prêter à cet office, ils seront d'abord excommuniés, puis, comme cela n'est pas une solution, l'Eglise leur retirera tous les bénéfices, toutes les terres par elle conférés. Le concile de Bordeaux de 1214 (3) reproduit ce délai de 40 jours à l'expiration duquel les seigneurs perdront tout droit à l'hommage de leurs sujets, verront

(1) Mansi, XXII, col. 950.

(2) La formule de ce serment nous est conservée au Trésor des Chartes, Layettes, II, n° 1767. Les habitants de Béziers le prêtent au cardinal de Saint-Ange.

(3) Rymer, *Fœdera*, éd. de 1816, I, p. 122.

leurs terres frappées d'interdit, seront en outre « *punis* » par les nobles, les prélats et les communes de toute la province, « *principe prius convento* » ; leurs fiefs tomberont en commise jusqu'à ce qu'ils se soient fait absoudre. Le quatrième concile de Latran, en 1215 (1), mentionne de nouveau l'obligation imposée aux seigneurs et se montre beaucoup plus sévère en ce qui concerne le refus de prestation d'un tel serment : on excommuniera d'abord le seigneur ; s'il reste un an sans se soumettre, il sera déclaré hérétique et ses sujets seront déliés de leur serment de fidélité ; ses fiefs seront abandonnés aux catholiques qui en deviendront les légitimes propriétaires. Ceux qui ne tiennent pas de fiefs se verront privés de tout office civil, réputés infâmes, incapables de disposer ou de recevoir à cause de mort, incapables aussi d'ester en justice. Dans son canon 49, le concile édicte des dispositions fort sages. Il s'occupe des amendes dont nous avons parlé ; certains prêtres peu scrupuleux excommuniaient à tort et à travers et, aidés par des seigneurs aussi peu scrupuleux, extorquaient du condamné une somme que les complices se partageaient : cette perception injuste est interdite (2).

En 1220, Honorius III menace le comte de Foix de la perte de son fief s'il ne veut pas revenir à la foi

(1) Mansi, XXII, col. 987. Le concile de Melun en 1216, Mansi XXII, col. 1087, c. 2, renouvelle la même prescription.

(2) Ce n'était pas seulement dans le Midi que ces abus se commettaient, puisqu'en 1223, un concile de la province de Rouen défend aux prêtres de prononcer des excommunications « *cupiditatis causa* », Bessin, *Conc. Roth. prov.*, I, p. 131.

catholique, « *secundum constitutionem concilii generalis* (1) », mais ce ne sera que sous Louis IX que l'Eglise obtiendra quelques satisfactions quant à la contrainte civile. Jusqu'au règne de ce prince, des dispositions particulières auront seules été prises et la contrainte est souvent exercée à regret. Parfois même, ce ne sera qu'après un examen préalable de la sentence que cette contrainte sera ordonnée — sans parler des cas où le Roi exigera la levée d'un anathème.

§ 3. — Premières résistances du pouvoir royal
en matière de contrainte civile, et singulièrement en Normandie

Nous allons voir le pouvoir royal adopter en certains cas une attitude particulièrement énergique : ou bien le Roi va refuser d'exercer la contrainte, ou bien il s'emploiera à vérifier le bien-fondé de la sentence. C'est qu'en effet, l'Eglise s'est départie de la prudence avec laquelle elle prononçait l'anathème dans les premiers siècles du christianisme. Déjà, au ^x^e siècle, Abbon de Fleury, dans son *Apologie aux Rois Hugues et Robert* (2), se plaint de ne pouvoir rencontrer un homme qui ne soit pas excommunié. Saint Pierre Damien déplore que les grands crimes comme les petites fautes soient punis de la même et redoutable peine (3). C'est qu'en effet, les fautes se multiplient à

(1) *Hist. de Langued.*, VIII, col. 742. Certains seigneurs se sou-mirent alors, comme le comte de Comminges, *Layettes*, II, n° 1799.

(2) P. L., 139, col. 470.

(3) P. L., 144, col. 215.

l'infini pour lesquelles on encourt cette rigueur, que Célestin III reconnaît être la plus grande à laquelle l'Eglise puisse recourir (1). Sans parler des manquements à la loi ecclésiastique, on est excommunié pour des fautes civiles, pour dettes par exemple, pour défaut devant la Cour d'Eglise (2) ; pour des fautes politiques ; non-respect des traités.

Devant cette marée montante, le pouvoir royal pouvait adopter deux attitudes : s'employer à faire lever l'excommunication quand elle lui paraissait mal fondée, ou refuser la contrainte. Nous allons voir qu'il usa de ces deux remèdes à la fois.

Louis VII prend déjà violemment parti contre l'excommunication dans une affaire qui, bien que religieuse, intéressait cependant vivement la politique royale : la vacance de l'archevêché de Bourges.

En 1141, le pape et le clergé local nomment à ce siège Pierre de la Châtre auquel le Roi oppose son chancelier. Innocent II jette l'interdit sur la terre du Roi. Un nouvel incident surgit : le sénéchal de France, Raoul de Vermandois, répudie sa femme, nièce de Thibaut IV de Champagne, pour épouser la belle-sœur de Louis VII, Pétronille d'Aquitaine. Raoul et Pétronille sont excommuniés, et le Vermandois mis en interdit. Thibaut veut venger sa nièce et prend fait et cause pour Pierre de la Châtre. C'est la guerre, qui se termine par le traité de Vitry en 1143. Dans ce traité,

(1) *Analecta Juris Pontifici*, 10^e série, Rome, 1869, col. 505.

(2) C'est souvent pour l'official un moyen d'attirer les causes au fond. Cf. *Z. der S. St. Kan. Abt.*, IV, article de M. Mittels sur « *Beaumanoir et la juridiction ecclésiastique* », p. 351, note.

le comte de Champagne doit s'engager par serment à faire lever l'excommunication de Raoul. L'indignation d'une partie du clergé fut grande, et celle de Saint Bernard en particulier. Mais il trouva un biais habile : il écrit à Innocent II (1). Un certain nombre de prélats ont donné à Thibaut le conseil de prêter le serment que le Roi exigeait de lui ; ils disaient que Thibaut ne pouvait se porter fort pour le Pape de la levée de l'excommunication, dont ce dernier était le seul juge. Ainsi « *ars arte deludatur* ». Mais le Roi s'obstina ; Saint Bernard l'excuse à cause de sa jeunesse ; il lui adresse cependant des représentations. Le comte aurait pu, dit-il, valablement s'engager à chercher d'obtenir l'absolution de Raoul, mais non à lui faire obtenir « *quærere, non efficere* » (2). Malheureusement, la réponse de Louis VII s'est perdue pour nous ; il cherche, d'après Saint Bernard, à y justifier sa conduite. Cependant, pour éviter de nouvelles tribulations à Thibaut, l'excommunication du comte de Vermandois est levée. Mais une fois la paix rétablie, Raoul est de nouveau frappé d'anathème. La guerre recommence et Saint Bernard tente vainement une médiation. Innocent II meurt en 1143 ; Célestin II lève l'interdit sur les terres du Roi, mais Pierre de la Châtre est établi à Bourges et Raoul et Pétronille ne seront définitivement absous qu'en 1147. Le Roi ne remporta donc aucun succès dans une affaire où, manifestement, il avait tous les torts et où son obstination le desservit plutôt.

(1) H. F., XV, 584.

(2) *Ibid.*, p. 586.

Dans les autres parties du Royaume, le Roi ne devait pas non plus se montrer trop empressé à contraindre les excommuniés par la force, car, à différentes reprises, les évêques stimulent son zèle. C'est ainsi qu'en 1147, l'archevêque de Rouen, Hugues III, écrit à Suger, régent du Royaume (1). Il se plaint des excès commis au préjudice de l'abbaye de Saint-Wandrille par Hugues IV, vicomte de Mantès et de Meulan, qui avait été excommunié. L'archevêque réclame l'aide du glaive matériel, puisque le glaive spirituel ne suffit pas à faire prendre au coupable « *viam veritatis* ». En 1153, Anastase IV renouvelle contre Guillaume, comte de Nevers, les censures déjà portées contre lui par Eugène IV. Le comte et les bourgeois de Vézelay avaient opprimé le monastère dudit lieu, et l'excommunication ne produisait aucun effet. Le Pape mande alors à l'archevêque de Sens, aux évêques de Langres, Paris et Troyes de faire exclure des marchés ces bourgeois rebelles et de les faire arrêter ; il adresse la même supplique au Roi (2) : « *Tibi mandamus quatinus ex tunc ab eo comite tamquam excommunicato abstineas, et burgenses ipsos ab omnibus feriis regni sub banno tuo penitus prohibens, a quibuscumque inveniri poterint capi et rebus suis spoliari, sicut perjuros et ecclesiæ turbatores, justitiæ zelo præcipias* » (3).

(1) Lot, *Etudes critiques sur l'abbaye de St-Wandrille*, p. 145.

(2) H. F. XV, p. 656 et s.

(3) Les cas sont fréquents où les seigneurs excommuniés bravaient la sentence ; nous en avons un exemple dans l'affaire d'Erard de Brienne. Ce chevalier, pour les mauvaises querelles qu'il cherchait à

L'attitude de Philippe-Auguste est également énergique. Une certaine Marie de Poilagage, avait, en matière de douaire, obtenu une sentence du juge d'Eglise, contre Pierre Bornel, chevalier. Ce dernier la persécutait, et l'avait fait excommunier, au grand dam de la juridiction séculière. Le Roi mande au bailli d'Amiens de contraindre Pierre Bornel à s'abstenir de telles pratiques, au besoin par la saisie de ses biens (1). L'attitude du Roi est assez nuancée : il n'oblige pas directement l'official à révoquer sa sentence, mais le moyen employé produit des résultats analogues. En Normandie, la contrainte s'exerçant contre de petites gens est entourée de précautions, de restrictions. Le pouvoir royal prendra, en certains cas, la défense de l'excommunié contre les exactions et les abus de l'autorité ecclésiastique. Voyons par exemple un jugement de l'Echiquier (2), rendu en 1210, où il fut dit que les évêques ne devaient pas faire emprisonner les excommuniés dont le bailli faisait bonne justice. Les officiers royaux contraignent donc bien les récalcitrants, mais l'official ne pourra, en outre, agir contre eux par la menace de la prison. En 1218 (1), Philippe-Auguste ordonne à ses baillis de faire bonne justice des excommuniés, à la requête de l'archevêque de Rouen, ainsi

la comtesse de Champagne est excommunié une première fois en 1216 (Layettes, n° 1157), la censure est renouvelée en décembre de la même année (*Ibid.*, n° 1275) ; le 27 janvier 1218 (*Ibid.*, n° 1330) ; le 2 février ; enfin le 9 janvier 1219. Ni le Pape, ni la comtesse n'obtinrent satisfaction.

(1) B. N. ms. lat. 4763, fol. 85, v°. *Pièce justificative*, n° 1.

(2) Delisle, n° 61, pp. 16 et 17.

(3) *Cart. Normand*, n° 253, p. 30.

que le veut la coutume. Mais cette contrainte ne sera pas accordée là où la compétence fait défaut à l'Eglise pour connaître la cause. Nous en trouvons un exemple dans le Cartulaire normand (1). Un certain Robert Trolez avait conclu en assise un accord en matière féodale avec Etienne Louvet. Chacune des deux parties avait prêté serment de respecter la convention. Puis Robert assigna Etienne devant l'officiel de Rouen, à raison du serment ainsi prêté. Robert ne comparaisant pas, il fut excommunié. L'officiel requit alors le bailli de faire bonne justice d'Etienne, « *sicut excommunicatus* ». Le bailli renvoya Etienne devant le juge ecclésiastique qui le fit emprisonner. Son épouse se plaint au Roi qui ordonne d'incarcérer Robert et de le maintenir en géole aussi longtemps qu'Etienne y restera. L'archevêque prend, comme on pouvait s'y attendre, fait et cause pour Robert, mais il est débouté.

Il y a mieux. Non content d'agir par ces voies, en quelque sorte indirectes, Philippe-Auguste va légiférer en matière d'excommunication, bien que cela ne soit nullement de sa compétence. Il va fixer les cas dans lesquels l'anathème ne pourra être prononcé (2). Les clercs ne doivent pas excommunier ceux qui vendent du blé ou d'autres denrées le dimanche, ni ceux qui font du commerce avec les juifs. Cependant le Roi autorise l'anathème lancé contre les nourrices de ceux-ci. On ne pourra excommunier le maître à raison d'un méfait commis par son serviteur, ni interdire sa terre,

(1) *Ibid.*, n° 1130, p. 307.

(2) *Ord.* I, p. 41, 42.

avant qu'il n'en ait été averti (1). Enfin, les officiaux ne devront pas frapper ceux qui refusent de jurer qu'ils ne sont pas excommuniés. C'est, je crois, la première fois que l'on voit le pouvoir royal intervenir directement et légiférer d'une manière aussi précise.

Mais il est bien évident que cette ordonnance, si tant est qu'elle ait été exécutée, laissait encore place à de nombreux abus. Pour les prévenir d'une manière efficace, il eût été désirable que l'autorité séculière à qui l'on demandait son concours, pût le réfuter si elle le jugeait à propos. Pour ce faire, il était indispensable qu'elle eût un droit d'examen et de contrôle sur la sentence d'excommunication. Nous avons vu que sous Charlemagne et ses successeurs, le pouvoir civil jouissait de cette faculté dans une certaine mesure (2). L'Eglise tend évidemment à s'affranchir de cette tutelle. Cependant, très rarement, il y a entente préalable pour que l'Eglise n'excommunie pas sans l'autorisation du pouvoir civil : en 1152, Eugène II écrit à l'abbé de Corbie (3). Il lui recommande de ne pas anathématiser ceux qui pillent les biens ecclésiastiques : « *Nisi prius in laïcorum judicio damnationis sententia feriantur* ». Il semble bien que dans ce cas l'examen soit non seulement licite, mais encore approuvé.

Le pouvoir royal, au contraire, va chercher à établir un contrôle partout où il le pourra. Philippe-Auguste va tenter cet effort dans une province où, précisément,

(1) Ces dispositions se retrouvent, légèrement modifiées dans B. N. Lat., 9045, fol. 14, v^o

(2) Cap. d'Olonne de 825. M. G. Capit., I, 226.

(3) Jaffé, *Monumenta Corbeiensia*, p. 538.

les privilèges des laïques étaient nombreux et considérables, je veux parler de la Normandie. Nous avons déjà rencontré un de ces privilèges ayant trait à l'excommunication des officiers du duc de Normandie. C'est une sorte d'extension de cette coutume que le Roi de France, aidé en cela par Richard Cœur-de-Lion, va tenter d'imposer à l'archevêque de Rouen, Gautier de Coutances, à la suite de luttes dont il faut retracer les péripéties.

Lorsque les deux Rois se réunirent en janvier 1196, entre Charost et Issoudun, ils se firent des concessions réciproques. Le traité devait également rassurer l'archevêque de Rouen dont on garantissait le temporel. Mais l'article 16 contenait une clause qui devait blesser le prélat au vif (1). Il y était dit que si l'archevêque lançait une sentence d'interdit ou d'excommunication sur les terres du Roi de France ou des siens, ledit Roi pourrait saisir les Andelys, temporel du prélat, et ses dépendances, jusqu'à ce que quatre diacres ou prêtres, choisis de bonne foi par moitié par les deux souverains rivaux, aient décidé si l'excommunication était prononcée à tort ou à raison. Si la sentence était juste, Philippe-Auguste rendrait à Gautier les Andelys et les fruits perçus ; si elle était injuste, il garderait les fruits et l'archevêque devrait lever la sentence.

Cette attitude, comme le fait remarquer M. Viollet (2), est exceptionnelle à cette époque ; elle l'est à plus d'un titre. Le privilège du Roi d'Angleterre était purement

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, II, XVI, art. 21.

(2) *Inst. polit.*, II, 226.

personnel, et le Roi de France veut en profiter ; il n'y avait, d'après la Très Ancienne Coutume de Normandie (1), que les seigneurs et les sergents faisant partie de la Maison ducal qui ne pouvaient être excommuniés à l'insu du Duc ou de son sénéchal. Il est évident que cette concession a été arrachée à l'Eglise par le pouvoir civil, qui, de cette manière, se ménage dans une foule de cas l'immunité ; mais notre explication aurait le grave défaut d'avouer la faiblesse de l'Eglise, celle du jurisconsulte (le rédacteur de la coutume) est bien plus élégante : « *Non enim bonum est principem et dominum terre tum excommunicatis participare* » : Cette restriction aux droits de l'Eglise ne semble avoir d'autre but que d'assurer l'observation de ses lois (2). Sans doute, mais un Prince véritablement pieux n'aurait pas « communiqué » avec ces réprouvés : comme Chilpéric, il les eût chassés de son palais ! Remarquons que le texte dit : « *Rege non requisito vel suo senescallo* » : il ne s'agit pas de remettre en question l'examen de l'affaire au fond, ce que voulaient obtenir les signataires du traité d'Issoudun, mais ils avaient compté sans la résistance de l'archevêque de Rouen. C'était un adversaire sérieux et un beau joueur que ce Gautier de Coutances dit le Magnifique qui occupa le siège archiepiscopal de Rouen de 1187 à 1204. Il ne pouvait songer à accepter cette clause qui tendait à rendre « *ferme et estable* » une « *mauvaise coutume* », qu'il avait pu croire exceptionnelle et contre

(1) T. A. C. de Normandie, ch. 11, § 1.

(2) Viollet dans H. L. XXXIII, p. 57.

laquelle il n'avait cessé de protester avec véhémence. En juillet 1194, une trêve conclue entre les deux Rois portait que l'archevêque, pour rentrer dans la jouissance des Andelys, devrait payer 2,000 livres angevines à Philippe-Auguste et retirer l'excommunication qu'il avait lancée contre lui, pour défendre son suzerain Richard, dont il avait toujours été le fidèle serviteur (1). Il ne pouvait en conscience ratifier une clause d'un traité qui l'empêchait d'exercer sa juridiction, et quand bien même il l'exercerait à bon droit, il se verrait dès l'abord confisquer ses biens, en attendant le résultat d'une enquête dont il avait peut-être de bonnes raisons de craindre la partialité.

Devant le refus de Gauthier, les deux Rois, fort embarrassés, cherchèrent à ruser. Richard fit tenir à l'archevêque une copie du traité, copie très probablement erronée à dessein, après une conférence tenue avec Philippe. Cette modification ressort d'une lettre de Gautier à son ami Raoul de Diceto, doyen du Chapitre de Londres (2). L'article 13 du traité ne parle que des sentences lancées sur les terres du Roi de France. Gautier parle en outre des terres du Roi d'Angleterre. D'après le texte original, c'est seulement *après* que l'excommunication a été prononcée que les quatre cleres auront à intervenir, tandis qu'il semble d'après Gautier, que l'archevêque aurait *auparavant* à prendre leur avis et à s'y conformer. Du reste, l'esprit de ces dispositions, sinon la lettre, reste le même. La réponse ne se fit pas

(1) Depping, *op. cit.*, II, 311.

(2) H. F. XVII, 651.

attendre: le prélat excommunie tous ceux qui ont pris part à la rédaction du traité, puis il s'enfuit à Cambrai, craignant sans doute d'être exposé à des représailles.

Alors, Richard négocia avec son vassal. Craignant d'être devancé, Philippe-Auguste se décida à se réconcilier avec l'archevêque dont il pouvait avoir besoin. Les détails de cette entrevue nous sont encore fournis par une lettre de Gautier à son ami (1). L'archevêque fut invité à aller à Pontoise. Le Roi lui fait très bon accueil. Alors, encouragé, le prélat lui expose le triste état de son diocèse, à cause des dispositions contenues « *in nefando illo chirographo* ». Le Roi promet tout ce qu'on veut, mais en termes vagues. Il n'est pas question d'abroger la clause litigieuse. Cependant, Gautier se déclare satisfait et rentre triomphalement dans son diocèse. La paix, semble-t-il, va pouvoir régner. Mais non, le coup avait été trop dur et trop sensible l'affront. Gautier en parle encore avec amertume en juillet 1196 (2): « L'esprit mauvais a voulu écraser notre tête de son talon. Il s'est servi pour cela de la personne de nos Rois, empoisonnés par son venin pernicieux. Insensés ! Oublieux de la religion catholique dans laquelle ils ont été élevés, ils ont voulu nous soumettre au contrôle de quatre clercs et ensevelir sous leur puissance, notre juridiction ecclésiastique. Mais Dieu a touché le cœur des Rois... » Aussi Gautier lève-t-il l'interdit dont il avait frappé les terres du Roi de France.

La concorde, plus apparente que réelle, n'allait pas

(1) *Ibid.*, col. 652.

(2) *Ibid.*, col. 653.

tarder à être rompue au sujet de la fortification du domaine des Andelys, temporel de l'archevêque. L'interdit fut lancé sur la Normandie. Jusqu'ici, la papauté n'était pas intervenue, Célestin III s'était borné à accorder à Gautier une assez mince satisfaction : ratifiant le fait accompli, il l'avait autorisé à promulguer cette sentence sur les terres de ceux qui attenteraient aux lois de l'Eglise ou à son patrimoine. Il faut cependant croire que l'article 15 sur les excommunications devait recevoir quelque exécution, car, le 13 juin 1198 (1), Innocent III écrit à Gautier en réponse à une lettre où ce dernier se plaignait précisément de cette clause. Après l'avoir félicité de son invincible fermeté dans la défense de la liberté de l'Eglise, le Pape lui défend formellement de donner son approbation à une convention aussi inique, et il lui prescrit d'exercer, comme ses prédécesseurs, pleine juridiction dans sa province. Les négociations furent interrompues par la reprise de la guerre qui devait aboutir à la conquête de la Normandie. Notons en passant que Richard chercha maintes fois à obtenir du Pape l'excommunication de Philippe-Auguste, mais en vain, ce dont il exprima son indignation au légat Pierre de Capoue (2). En 1205, Philippe le Conquérant réunit les barons pour connaître d'eux quels étaient les droits dont avaient joui les ducs de Normandie. Nous savons ce qu'ils répondirent (3), mais quant aux prétentions contre lesquelles l'archevêque avait si longtemps et si opiniâtre-

(1) P. L. 214, col. 220.

(2) Cf. *supra*, p.

(3) Paul Meyer, *Bulletin Soc. Hist. de France*, 1882.

ment bataillé, il n'en est plus question. Après la mort de Gautier de Coutances, le nouvel archevêque de Rouen, Robert II, reconnut au Roi le privilège que les barons avaient mentionné. Mais, c'est à titre provisoire que cette concession est faite, en attendant le résultat de l'enquête opérée par des évêques et des barons conjointement. Quel qu'en soit le résultat, l'archevêque jure de l'observer. Sans aucun doute, il y eut accord ; on ne pouvait en effet pas contester sérieusement l'établissement de cette coutume, vieille de plus d'un siècle et demi. Cette immunité dont jouissent maintenant les officiers du Roi en Normandie, tous les efforts de la Royauté, vont essayer de l'étendre à toute la France. Nous verrons comment ils y arriveront dans les siècles suivants.

Une autre immunité, dont jouissent personnellement les Rois de France, c'est de ne pouvoir être excommuniés sans l'ordre exprès du Saint-Siège. Ce privilège n'apparaît sous sa forme définitive que sous le règne de Saint Louis ; d'autres seigneurs, au commencement du ^{xii}^e siècle avaient été plus favorisés. Les Papes leur accordèrent des privilèges, privilèges que les intéressés s'efforceront sans cesse d'étendre, à telle enseigne que le Pontife sera contraint de les restreindre. Je pense à ceux qu'Honorius III accorda à Blanche, comtesse de Champagne et à son fils Thibaut. Le 12 novembre 1216 (1), il écrit aux abbés de Longpont et de Saint-Jean-des-Vignes, du diocèse de Soissons. La comtesse de Champagne a adressé au Saint-Père

(1) B. N. anc. fonds latin 5992 A. fol. 99 v^o.

une supplique tendant à se faire confirmer dans les privilèges à elle accordés par Innocent II. Honorius III, en considération des mérites de la maison de Champagne, du zèle et de la dévotion dont ses membres ont toujours fait preuve à l'égard de l'Eglise, défend à tout prêtre de lancer contre eux une sentence d'excommunication ou d'interdit, sans « *cause manifeste et raisonnable* » à moins que les excès commis ne soient d'une telle nature qu'ils ne requièrent pas de jugement régulier. Si quelque anathème est porté en violation de cet ordre, et qu'il en soit appelé au Saint-Siège, il sera réputé nul et non avenue. Bien plus, ces prêtres désobéissants seront excommuniés. Ces dernières prescriptions n'étaient pas inutiles, car le 27 janvier 1219, de nouvelles lettres du Pape nous font connaître un conflit ayant éclaté entre la comtesse de Champagne et l'archevêque de Sens (1). Ce dernier, aidé par ses suffragants, avait lancé une sentence contre Blanche « *pro sue voluntatis arbitrio* » en forçant ses sujets à répondre devant sa cour de matières dont l'examen n'était pas de sa compétence. Le Pape charge Jean, abbé de Sainte-Geneviève de Paris, et Jean, prieur de Saint-Martin, de faire une enquête et, si besoin est, de contraindre l'archevêque à respecter les droits de la comtesse. Mais, l'attitude bienveillante d'Honorius III n'allait pas tarder à porter des fruits amers ; le 12 novembre 1219, nouvelle lettre du Pape à Blanche et à Thibaut son fils (2). Hervé, évêque de Troyes s'était

(1) *Ibid.*, fol. 119 ssq.

(2) B. N. anc. fonds latin, 5993 A. fol. 26 v°.

plaint au Saint-Siège de ce qu'à l'occasion des privilèges susmentionnés, de graves abus avaient été commis, si bien que dans le comté de Champagne, la censure ecclésiastique était méprisée, et l'autorité épiscopale énervée. Le Pape exhorte Blanche à s'abstenir de tels excès. Enfin, c'est encore une nouvelle plainte des Templiers que nous relevons au 15 mars 1221 (1). Le prévôt de Chaumont, du diocèse de Langres, avait été excommunié et, bravant la sentence, persistait dans sa contumace, au grand scandale de tous et au détriment de l'Eglise. Le Pape charge le prieur de Sainte-Geneviève d'avertir la comtesse et de la prier de contraindre son prévôt à satisfaire les Templiers (à la requête desquels, probablement, l'excommunication avait été prononcée). Les privilèges, nous le voyons, étaient dangereux par l'extension très grande que les bénéficiaires ne manquaient pas de leur donner, ce qui incita peut-être les Papes à ne les accorder au Roi de France qu'un peu plus tard.

(1) *Ibid.*, fol. 28 v°.

CHAPITRE III

Le règne de Saint Louis

§ 1^{er}. — L'hérésie albigeoise et l'ordonnance Cupientes

Cette partie de notre étude présente le plus haut intérêt. Nous avons assisté jusqu'à présent à une diminution de la contrainte civile depuis le ix^e siècle. L'excommunication tend à devenir un « *tehum imbelle sine ictu* ». Les requêtes de l'Eglise aux Rois se font d'autant plus nombreuses et plus pressantes ; mais le pouvoir civil n'accorde qu'à regret, et avec des restrictions qui rendent son exercice difficile, le secours du bras séculier. Si le Roi est un saint, comme Louis IX, la question ne va-t-elle pas perdre de son intérêt ? Le saint ne primera-t-il pas le souverain et l'accord des deux puissances ne va-t-il pas se trouver plus étroitement scellé ?

Il n'en est rien, bien au contraire. Louis IX, s'il fut un saint, sut toujours opposer aux empiètements de l'Eglise une résistance que rien, pas même la menace d'une excommunication, ne pourra fléchir. Et s'il y a une époque où la contrainte civile doive s'exercer le plus libéralement, n'est-ce pas celle où les hérésies dévastent le Midi ?

Ce n'est pas que l'Eglise ne la réclame : sa doctrine reste toujours identique.

Voici ce qu'en pense *Innocent IV* (1) : Le juge laïc est tenu de contraindre l'excommunié pour que les sentences de l'Eglise soient respectées : en revanche, le juge d'Eglise devra respecter les décisions du pouvoir civil. Mais il y a entre ces deux cas deux différences : le prélat n'est pas tenu de sanctionner par ses censures la sentence du bailli, par exemple, alors que ce dernier peut être contraint par l'official de confisquer les biens du rebelle. L'excommunication ne sera jamais prononcée à la requête du juge laïc, à moins que le coupable n'y consente. Quant au devoir de ce juge, ce n'est pas de proscrire de ses terres l'excommunié, puisque par réciprocité le juge d'Eglise n'excommunie pas tous ceux qui ont été bannis par le pouvoir séculier. Le seigneur devra cependant éviter ces excommuniés, car il est recommandé aux clercs de n'avoir aucune relation avec ceux que le juge laïc a condamnés. Si ce dernier, non seulement contraint l'excommunié directement, mais encore punit ceux qui participeront avec lui, la même courtoisie sera faite par l'Eglise à l'égard de ceux qui ne craignent pas d'entrer en rapports avec les condamnés civils. Le seigneur n'a pas à rechercher si l'excommunication est juste ou non, cela ne le regarde pas, et, au surplus, cela ne lui cause aucun préjudice.

Hostientis (2) dit que le juge ordinaire peut, si ses sentences sont méprisées, recourir au bras séculier et

(1) Commentaire sur X, 31, 1, *Perniciosa*.

(2) *Lectura super V. Libros Decretalium*. B. Nat. Réserve, E. 1028, fol. CXLVI.

que celui-ci ne doit pas se livrer à un examen préalable.

La *Glose ordinaire* (1) prétend qu'il appartient au juge ecclésiastique de fixer la peine, au juge laïc de la faire exécuter, car les deux juridictions doivent s'entraider réciproquement. Si le juge laïc refuse de contraindre l'excommunié, il s'expose à être lui-même frappé d'anathème.

La seule opinion discordante est celle du théologien *Alexandre d'Alès* (2). La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer de vindicte temporelle, les excommuniés sont exclus de l'Eglise et non privés de leurs dignités; ils pourront exceptionnellement se voir retirer leurs bénéfices. Mais par ailleurs (3) l'auteur ne repousse pas l'idée de la contrainte, pourvu qu'elle soit salutaire et conduise le pécheur à l'amendement.

Voyons, maintenant que ces principes sont posés, comment ils ont été mis en œuvre par le pouvoir royal.

Depuis 1224, le légat apostolique en France était Romain Frangipani, cardinal de Saint-Ange. Il avait pris un grand ascendant sur l'esprit de Louis VIII, et, grâce à ses efforts, la collaboration entre les deux pouvoirs fut continuée et profitable. Le Roi marche contre les Albigeois, et, au concile de Pamiers, tenu en octobre 1226, prend des mesures pour donner plus d'efficacité aux sentences de l'Eglise (4) : l'excommunié

(1) Sur X, V, 26, 2.

(2) Qu. 22, art. 3. Cologne, 1622, p. 624.

(3) Qu. 22, art. 6, p. 629.

(4) Mansi, XXIII, col. 21.

récalcitrant sera frappé d'une amende de 9 livres 1 denier, et même, en cas d'obstination, de la confiscation de ses biens. C'est le légat qui avait demandé l'adoption de cette pénalité, si nous en croyons le canon 1^{er} du concile de Narbonne de 1227 (1). Ce concile nous apprend également que la sanction ordonnée par le Roi ne devait guère être suivie d'effets salutaires, puisque l'archevêque de Narbonne la renouvela avec solennité, en y apportant cependant quelque adoucissement : si l'excommunié récalcitrant se trouve dans l'impossibilité matérielle de payer l'amende, son évêque pourra la diminuer ou lui imposer une autre pénitence.

Après la mort de Louis VIII, le cardinal rend à la Régente et au jeune Roi de signalés services (2), mais en revanche il a recours à Blanche de Castille dans un cas où il s'agit encore de contrainte civile contre des excommuniés, mais ceux-là d'une autre espèce. Les chapitres cathédraux de Reims, Sens, Tours et Rouen se plaignaient au Pape de l'attitude du légat qui voulait leur imposer de nouvelles taxes ; sur leur refus, il procéda contre eux en des termes jusque-là inconnus. Le pouvoir royal appuya la prétention du cardinal, fit emprisonner les chanoines et saisir leurs biens. Alors, les chapitres excommunient le Roi ou tout au moins menacent de le faire, nous ne savons exactement. Grégoire IX prend la défense de Saint Louis et défend

(1) *Ibid.*

(2) Il excommunie en 1226 tous ceux qui portèrent les armes contre Louis IX, *Hist. de Languedoc*, VIII, col. 817.

qu'on l'excommunie ou qu'on interdise sa terre (1). La bulle pontificale est lue à Paris par le prévôt royal et un certain maître Pierre le Bourreau (*Carnifex*). Après quoi, sûr de son droit, le Roi ou plutôt la Reine mère, ordonne que tous les biens des chapitres seront mis sous séquestre, même les biens patrimoniaux des clercs. Rien n'échappe à cette occupation, *nisi munitio-nem claustris parisiensis*. Les ecclésiastiques trop mal-traités partent pour l'exil, ou tout au moins voudraient bien le faire et sont, à ce sujet, « *in deliberatione et tractatu* ». On ignore quelle suite fut donnée à cette affaire et si le Pape désavoua son légat peut-être un peu zélé. Mais cela ne suffisait pas au cardinal. Il voulait que le pouvoir royal adoptât une attitude sévère et nette envers les hérétiques. Aussi est-ce très proba-blement à son instigation que fut rendue au mois d'avril 1228, la fameuse ordonnance que l'on appelle *Cupientes*, car elle commence par ce mot. Cette ordonnance est dirigée contre les hérétiques du Lan-guedoc; elle fut envoyée dans plusieurs diocèses et dans plusieurs villes et porte des adresses différentes. On la connaît adressée aux habitants de Narbonne, de Nîmes, d'Arles, de Rodez, de Cahors, d'Agen et d'Albi (2).

Les dispositions prises par Louis VIII à Pamiers ne suffisaient pas, nous l'avons vu. L'Eglise espère que la piété de la Régente et du jeune Roi donnera à la

(1) Reg. de Grégoire IX, n° 134, mai-juin 1227.

(2) Isambert, I, 230. Il est vrai que Saint Louis ne faisait en cela que suivre l'exemple de Frédéric II qui, en 1220, s'engagea formelle-ment à exercer la contrainte civile contre les excommuniés. Huil-lard-Bréholles, *Hist. dipl. Frid. Secundi*, t. II, pars I^o, p. 4.

poursuite et à la punition des excommuniés une impulsion nouvelle. Dans l'article 2, le Roi décide que ceux que l'évêque aura frappés seront punis sans retard. Dans l'article 7, il est dit que personne n'aura commerce avec les excommuniés : que si l'un de ceux-là reste une année sans se faire absoudre, le bailli royal saisira ses biens meubles et immeubles qui ne lui seront restitués que lorsqu'il sera rentré au sein de l'Eglise, à moins que le Roi n'en décide autrement : « *Nisi de nostro speciali mandato* ». C'est une restriction qui affaiblit la valeur des dispositions sévères de l'ordonnance. Elle n'est pas une répétition des mesures édictées par Louis VIII : c'est plus et mieux que cela, et la différence nous est clairement indiquée dans le « *Liber Synodalis* » de l'Eglise de Nîmes (1). Les prêtres de ce diocèse devront tous les cinq ans avertir leurs paroissiens qu'en vertu du statut rendu par le feu Roi au concile de Pamiers, tous ceux qui seront excommuniés devront payer une amende de 9 livres 4 denier. *En outre*, si le coupable reste dans cet état pendant plus d'un an, ses biens tomberont en commise, conformément à l'ordonnance de 1228. Dans ses premières dispositions, le pouvoir royal espère que la crainte d'une amende suffira à retenir les fidèles sur la pente du péché ; dans ses secondes dispositions, alors que ce péché a été commis, une peine temporelle grave doit inciter le coupable à revenir au plus tôt en état de grâce par l'absolution.

(1) Valentinelli, *Bibl. manuscripta ad Sti Marci Venetiarum codices. Mss. latini*, Venise, 1869, II, p. 52.

Quelques mois après la publication de l'ordonnance *Cupientes*, le cardinal de Saint-Ange, satisfait de l'empressement que mettait le jeune Roi à exaucer les désirs de l'Eglise, s'employait efficacement à la rédaction du traité de Meaux qui mettait fin à la guerre entre Louis IX et Raymond VII. Mais dans le traité même, les droits de l'Eglise n'étaient pas oubliés. Le comte de Toulouse promettait que les sentences d'excommunication seraient fidèlement observées par lui ; il s'engageait également à les faire respecter par les siens ; enfin, il jurait de procéder contre les excommuniés par des mesures identiques à celles qui étaient prévues dans l'ordonnance *Cupientes* (1).

Cette ordonnance fut-elle exécutée fidèlement par les bayles ? Le Roi y tint-il la main ? C'est ce que nous allons voir. Le concile de Toulouse (2), en 1229, se plaint déjà que les officiers royaux ne sont pas assez diligents à sévir contre les hérétiques. Il réclama la confiscation de leurs biens et la perte des charges qu'ils peuvent occuper (3). De plus, une entente devra être conclue entre les baillis du Roi et ceux du comte de Toulouse pour que les premiers puissent se saisir

(1) Mansi, XXIII, col. 163. Ce ne fut qu'en 1233 que Raymond VII fit exécuter cette clause du traité, en la faisant passer dans une ordonnance qui copie mot à mot le passage correspondant du traité (*ibid.*, col. 1279). Encore dût-il procéder bien mollement : en 1236, Grégoire IX lui reproche son inertie (Baron. ad. ann. 1236, n^{os} 39 et s.). En 1242, Blanche de Castille rappelle son devoir au comte qui jure d'être plus diligent à l'avenir dans la poursuite des excommuniés (Teulet, II, p. 488).

(2) Mansi, XXIII, col. 195.

(3) Reg. de Grégoire IX, n^o 734.

des excommuniés sur les terres de Raymond, et réciproquement.

Le concile d'Arles (1) de 1234 dans son canon 13 reprend les premières dispositions édictées par Simon de Montfort en 1209, mais en les aggravant. L'amende est fixée à 50 sous par mois de retard que l'excommunié apportera à se faire absoudre ; 25 sous vont au seigneur, et 25 sous à des œuvres pies. Il n'est plus question de fixer l'amende à des taux différents suivant la classe sociale du délinquant. Le concile de Béziers de 1246(2), dans son canon 17, recommande aux prêtres de n'excommunier qu'en tout dernier lieu ; mais si ceux que l'Eglise a ainsi frappés refusent de se soumettre, les baillis devront en faire bonne justice « *secundum mandatum apostolicum* ». Dans le canon 32, on rappelle aux seigneurs qu'ils doivent jurer de défendre l'Eglise contre les hérétiques et de purger leurs terres de ceux-ci. La même année, un autre concile de Béziers (3), canon 9, demande aux puissances séculières d'aider l'Eglise contre les hérétiques, le canon 36 rappelle en termes identiques la disposition du concile de Narbonne de 1227, canon 1, rappelant lui-même la décision de Louis VIII au concile de Pamiers et qui se termine ainsi : *Quod mandamus et statuimus atque præcipimus de cetero in provincia Narbonensi ab omnibus inviolabiliter observari... Sicut a prælatis Franciæ observatur...* ajoute ce concile. Nous constatons qu'après

(1) Mansi, XXIII, col. 340.

(2) *Ibid.*, XXIII, col. 719.

(3) Mansi, XXIII, col. 694 et 700.

lui la contrainte civile par la voie de la confiscation est en effet mieux observée que par le passé. Elle l'est même trop bien ! Les baillis qui étaient chargés de confisquer les biens des coupables les gardaient par devers eux quels qu'ils soient, au lieu de rendre à l'Eglise ceux qui lui appartiennent et qui ont été par eux concédés autrefois auxdits hérétiques. L'archevêque de Narbonne s'en plaint au pape Innocent IV qui charge Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris de protester auprès du Roi et de sa mère (1). Un accord, non daté, mais qui a dû suivre la plainte portée devant Saint Louis intervient entre les prélats de la province de Narbonne et Gui Fouquoi « *clerc, conseiller du Roi* » les biens meubles appartiendront au Roi et les immeubles seront partagés également entre le Roi et les Eglises, avec pour ces dernières, faculté de rachat pour la moitié laissée au Roi. C'est un effet imprévu (l'était-il autant que cela ?) de l'ordonnance de 1228. Mais les tribulations de l'archevêque de Narbonne n'étaient pas finies. En 1248 il excommunie Amaury, vicomte de Narbonne, pour les excès de toutes sortes qu'il avait commis, qui étaient surtout des atteintes portées à la juridiction ecclésiastique ; une fois la sentence prononcée, ses abus redoublèrent d'intensité. Le vicomte

(1) Baluze, *Concilia Galliarum Narbonensis*, éd. de 1668, appendice 14, p. 94 (30 mai 1246). Nous savons que Guillaume n'était pas favorable aux excommunications. Il n'admettait pas sans résistance les idées répandues alors : la censure ecclésiastique n'aurait été instituée que pour sauver l'honneur de Dieu, sauvegarder les choses saintes, assurer le salut spirituel de l'Eglise, enfin châtier les grands criminels. N. Valois, *Guillaume d'Auvergne*, p. 78.

persista dans sa contumace pendant plus d'un an. En vertu de l'ordonnance *Cupientes*, le bailli aurait dû saisir ses biens. Il n'en fit rien, par crainte probablement. Mais le Pape ayant appris cette tolérance regrettable s'en plaint à la reine Blanche, le 6 décembre 1250 (1). La reine s'entremet auprès d'Amaury, qu'elle fait venir à Paris pour y conclure un pacte avec l'archevêque. Le vicomte de Narbonne est absous, mais ne tarde pas à se signaler par de nouveaux excès (2). L'archevêque délègue deux clercs pour l'avertir. Enfin, le 11 décembre 1252 (3), Amaury fait serment de se soumettre aux excommunications que l'évêque de Béziers pourrait lancer contre lui, et le prie de le relever de celles qu'il avait encourues. C'est un cas où l'ordonnance *Cupientes* n'a pas été appliquée, quel qu'en ait été le désir du Pape et de l'archevêque de Narbonne, il est probable que la crainte du redoutable seigneur ait été pour quelque chose dans la prudence de l'officier royal. Mais c'est un fait à noter que certains sénéchaux, à leur entrée en charge, refusent de prêter le serment exigé d'eux qu'ils exécuteront l'ordonnance *Cupientes*. Ils allèguent que les excommunications sont souvent fulminées à tort, arbitrairement, et au mépris des droits du Roi : ce serait un crime de saisir les biens de ces prétendus coupables. Un sénéchal (4) écrit à Saint Louis que l'archevêque de Narbonne a excommunié un certain orfèvre auquel il avait interdit

(1) Baluze, app. 19, p. 102 (éd. citée).

(2) *Ibid.*, p. 114.

(3) *Ibid.*

(4) *Hist. de Langued.* VIII, col. 1419, vers 1256.

d'exercer sa profession ; il a frappé de la même peine tous ceux qui lui donneraient du travail : cela est déjà un abus manifeste. Mais il y a mieux : si un juge d'Eglise opposé à l'excommunication lève la sentence, le sénéchal ayant déjà saisi les biens de l'excommunié, qui connaîtra de l'injustice commise ? Une autre raison pour laquelle l'ordonnance ne doit pas être exécutée, c'est que les Eglises de la province de Narbonne jouissent des « *privileges et immunités de l'Eglise gallicane* », il serait contraire à ces privilèges de contraindre ainsi les excommuniés. Enfin, les officiers du Roi doivent maintenir la paix et faire régner la justice, et ce serait contraire à leurs attributions de prêter main-forte à certains prélats qui se disent être les égaux du Roi et qui par leurs sentences injustes ont contraint plusieurs seigneurs à quitter les terres qu'ils tenaient en fief de la couronne. Cette attitude hostile des officiers royaux dut se répéter assez souvent, puisqu'en 1258, Saint Louis ordonne en termes formels au sénéchal de Carcassonne de prêter main-forte aux inquisiteurs (1). Il semble bien que les plaintes des sénéchaux touchant la trop grande facilité avec laquelle les prélats excommuniaient, puis demandaient ensuite aux officiers du Roi de leur venir en aide, en application de l'ordonnance, aient eu quelque fondement. En 1270, les consuls de Béziers se plaignent au Roi (2). Ces consuls disaient être en saisine et quasi-possession de saisir les bestiaux causant du dommage sur les

(1) *Hist. de Langued.*, VIII, col. 1435.

(2) *Ibid.*, X, col. 80.

terres d'autrui. L'évêque de Béziers dit qu'ils ont mis la main sur un troupeau de moutons appartenant aux clercs de son diocèse et, qu'avec ses conseillers, il a fait un statut « *in enervationem juris regii et dicti consularis temporalitem, cum gladio spirituali deffendens contra statuta regia, quod non est aliquatenus tolerandum* ». Ledit évêque a lancé une sentence d'excommunication contre les consuls, aussi ces derniers, qui en ont appelé au Roi, le supplient-ils de faire révoquer cette sentence : « *ne sic ipsi consules censura utriusque curie temporalis et ecclesiastice feriantur* ». On pourrait croire d'après cette dernière phrase que le sénéchal de Béziers aurait contraint par la prise de leurs biens, les consuls à se faire absoudre, bien que la sentence ait été prononcée abusivement. Nous ne croyons pas qu'il faille entendre ainsi le texte, car ce serait par les sergents de l'évêque, considéré comme seigneur, que les sentences seraient mises à exécution, car l'évêque de Béziers possède une cour temporelle : ce qui ressort de l'art. 6 de la même supplique.

Après cette digression qui n'était pas inutile, revenons aux plaintes que suscite le peu d'application ou la non-application de l'ordonnance *Cupientes*.

En 1247, le concile de Cognac (1), dans son canon 3, rappelle aux barons et à tous ceux qui possèdent une juridiction temporelle qu'ils doivent contraindre les excommuniés par l'occupation de leurs biens, « *vel alias* ».

En 1248, le concile de Valence (2), c. 13, nous

(1) Mansi, XXIII, 1107.

(2) Mansi, *ibid.*, 774.

apprend qu'il faut observer la constitution *Cupientes* ; le c. 14 punit de la destitution les officiers à ce négligents : leurs sentences ne devront avoir aucune valeur. Du reste, le Roi lui-même, en 1250, dans son ordonnance de Vincennes pour le Languedoc (1), contribue à priver de toute efficacité ses dispositions de 1228, car il ordonne que les biens saisis en exécution de l'ordonnance *Cupientes* seront rendus à ceux qui les demandent, à moins qu'ils ne se soient enfuis, qu'ils soient contumaces, emprisonnés ou livrés au bras séculier. Bien que certaines restrictions soient apportées à cette mesure bienveillante, il n'en reste pas moins qu'elle est symptomatique. Aussi, les plaintes de l'Eglise se font-elles de plus en plus nombreuses : en 1254, c'est le concile d'Albi (2) qui rappelle les dispositions prises par le concile de Valence, et qui n'ont pas été exécutées, dans ses canons 7, 22 et 26 ; en 1255, concile de Bordeaux (3), canons 27 et 28. Les excommuniés bravent la sentence qui les frappe. Ils entrent dans l'Eglise et troublent le service divin : leurs biens doivent être confisqués. En 1262, le concile de Cognac, c. 3, rappelle encore leur devoir aux princes séculiers (4). En 1268, le concile de Clermont (5), c. 6, parle des excommuniés qui laissent passer l'an et jour : les seigneurs doivent sévir contre eux, et ils doivent même y être contraints par l'anathème.

(1) Viollet, *Pragmatique de St Louis*, p. 16.

(2) Mansi, XXIII, col. 834.

(3) *Ibid.*, col. 864.

(4) Mansi, XXIII, col. 1107.

(5) *Ibid.*, col. 1208.

Il est donc bien établi que l'ordonnance *Cupientes* fut très mal appliquée ; tout concourait à ce résultat : l'abus des excommunications (1) ; l'attitude des officiers royaux ; celle des seigneurs ; enfin, la position prise par le Roi. Nous avons vu que l'ordonnance de 1228 se terminait par une restriction à la contrainte civile ; pour savoir si la sentence d'excommunication était juste ou non, Saint Louis va exiger qu'on lui en laisse l'examen, et cela, quelles que puissent être les doléances répétées de son clergé.

§ 2. — L'attitude du Roi

Abandonnant pour un instant l'ordre chronologique, reportons-nous à l'année 1263 environ. Joinville, dans un passage célèbre de son Histoire (2), nous montre tous les prélats de France adressant une requête au Roi par la bouche de Gui, évêque d'Auxerre, qui prit la parole en leur nom à tous : « La chrétienté, dit-il à Saint Louis, déchoit et se perd entre vos mains, et se décherra encore plus si vous n'y avisez, car nul ne craint aujourd'hui une excommunication. Nous vous requérons donc, Sire, de mander à vos baillis et à vos sergents qu'ils contraignent les excommuniés qui auront soutenu la sentence l'an et jour, afin qu'ils

(1) Mesures prises pour en limiter le nombre. Concile de Montpellier de 1258, *ibid.*, col. 991.

(2) *Hist. de St Louis*, ch. 135, éd. de la Soc. de l'Hist. de France, p. 241. Cf. p. 23.

fassent satisfaction à l'Eglise ». Et le Roi répondit seul, sans conseil, qu'il ferait ainsi, pourvu qu'on lui donnât la connaissance de la sentence, afin qu'il puisse juger si elle était juste ou non. Les prélats répondirent au Roi qu'ils ne lui donneraient pas la connaissance de ce qui appartenait au for ecclésiastique. Et le Roi leur répondit à son tour qu'il ne commanderait pas à ses sergents de contraindre les excommuniés à se faire absoudre, qu'ils eussent tort ou raison. Car si je le faisais, dit-il, j'agirais contre Dieu et contre le droit. Les évêques de Bretagne ont tenu pendant sept ans le comte de Bretagne en excommunication et puis il a été absous par la cour de Rome, et si je l'eusse contraint à la fin de la première année, je l'eusse contraint à tort.

Cette déclaration du Roi se place à peu près en 1263, à la fin du règne. Elle résume toute l'attitude qu'adopta le Saint Roi depuis son avènement, ou plutôt depuis qu'il assura seul les charges du pouvoir. La prétention de Philippe-Auguste, à l'égard de l'archevêque de Rouen, triomphe maintenant dans tout le royaume. Bien plus, le pouvoir de contrôle de l'autorité civile a grandi. Là où le Roi, en 1196, voulait faire examiner la validité de la sentence par quatre diacres ou prêtres, ce qui respectait, tout au moins en apparence, la séparation des pouvoirs ; le Roi, en 1260, émet la prétention de faire contrôler par ses propres officiers l'anathème lancé par le juge d'Eglise. Quelle évolution a été parcourue en un peu plus d'un demi-siècle. Quelle fermeté dans la résistance du Roi !

Dès le début du règne fut précisée par la Reine

régente l'attitude de la royauté à l'égard des sentences d'Eglise prononcées à tort. Nous en avons un exemple extrêmement curieux, remontant à l'an 1227 environ, rapporté dans les fragments d'une chronique anonyme, dite chronique de Reims (1). L'évêque de Beauvais avait proféré des calomnies affreuses à l'encontre de Blanche de Castille qui les souffrit patiemment jusqu'au jour où les habitants de Beauvais vinrent se plaindre à la Reine que leur évêque les excommunait à tort et sans raison. La Reine en fut « *moult joians* », car elle avait ainsi l'occasion de faire repentir l'évêque de ses méchantes paroles. Elle le fit venir et lui demanda qu'à l'avenir, « *il traitast ses borgeois par droit* ». L'évêque assura qu'il n'en ferait rien, et qu'en tous cas, il n'était pas tenu d'en répondre. Comment, dit la Reine, n'êtes-vous pas sujet du Roi et ne répondrez-vous pas devant Nous, qui avons le bail du royaume à garder ? — Par Saint Pierre, répond le prélat, je veux bien que tous ces chiens (les bourgeois) sachent que je n'ai nul seigneur au monde que le Pape, que je ne répondrai que devant lui. Quand la Reine eut entendu cette insolente réponse, elle s'en réjouit, car elle n'ignorait pas qu'il disait faux, et, s'adressant aux seigneurs et aux prélats de son conseil, elle les prit à témoins des paroles impudentes de l'évêque de Beauvais, puis leur demanda ce qu'il fallait faire. Ils répondirent que la Reine était fondée à saisir le fief que l'évêque tenait du Roi. Sur-le-champ, la régente en donna l'ordre au bailli de

(1) H. F. XXII, p. 305. Sur l'attitude de Louis VIII, cf. Petit-Dutaillis, *op. cit.*, p. 497.

Beauvais. Et quand l'évêque vit cela, « *si en fu trop esbahis, ne oncques pour chou, en riens il ne se humilia, ne cria merci à la Roine* ». Que penser de l'attitude de la régente ? Evidemment, elle avait usé d'un légitime subterfuge pour punir l'évêque de ses vilenies (1). Mais les excommunications futiles lui fournirent un prétexte suffisant. Du reste, cette saisie du temporel s'applique très fréquemment, puisqu'en 1234, Grégoire IX s'en plaint au Roi (2) : Les bayles royaux du Midi oppriment et persécutent les ecclésiastiques pour les forcer à lever les excommunications lancées contre les hérétiques, au lieu de s'employer à les punir.

L'attitude du Roi majeur sera la même : pas de contrainte sans examen préalable. Ce n'est pas que les clercs ne protestent avec véhémence, mais le Roi les laisse protester. Un concile se tient à Saint-Quentin, le 23 juillet 1235 (3) « *pro ecclesiasticis libertatibus provincie Remensis* ». Le Roi, y est-il dit, doit croire l'archevêque de Reims lorsqu'il s'agit de sentences d'excommunication lancées contre les bourgeois de cette ville. Il ne doit faire là-dessus aucune enquête, doit prêter son concours à l'exécution de l'anathème sans chercher à en apprécier le bien-fondé. Ces décisions ayant été prises, le concile envoya auprès du Roi une députation comprenant sept évêques de la province de Reims. Ils allèrent à Meaux où se trouvait Saint Louis et lui présentèrent leur requête. Il répondit qu'il tien-

(1) Sur le rôle énergique de Blanche vis-à-vis de l'Eglise, cf. E. Berset, *Hist. de Blanche de Castille*, p. 283.

(2) *Ann. Eccl.* XXI, ad. ann. 1234, n° 13.

(3) Varin, *Arch. adm. de Reims*, I, 2^e partie, p. 585.

draît conseil là-dessus, et l'ayant tenu, il ne se trouva pas suffisamment éclairé et déclara vouloir réunir un « *plein conseil* ». Il fixa aux évêques un rendez-vous à Meaux pour le 16 août. Les envoyés acceptèrent, mais, avant de se retirer, présentèrent au Roi des remontrances de ce qu'il ne voulait pas croire l'archevêque de Reims et faire une enquête *super facto excommunicationum*. Le concile qui siégeait toujours ne se montra pas si tolérant. Le 5 août, il admoneste le Roi, sur le même sujet. Puis, se transportant à Compiègne, il décide qu'une troisième monition sera faite, la semaine de l'Exaltation de la Sainte-Croix (le 14 septembre). Si le Roi ne se soumet pas, on procédera contre lui. Ces menaces furent réitérées avant le délai fixé, deux fois dans la première semaine de septembre. Mais elles n'eurent aucun effet, et pendant ce temps, les Rémois persistaient toujours dans leur attitude envers l'Eglise et ses foudres mouillées. Le Pape fut saisi de l'affaire. Le 11 octobre 1295 (1), Grégoire IX écrit au doyen et à l'archidiaque de Paris et à Ferri, chanoine de Langres. Il ordonne que les sentences seront renouvelées solennellement tous les dimanches, que les biens des rebelles seront saisis par l'autorité séculière. Louis IX en donna-t-il pour autant à ses baillis l'ordre tant attendu et si inutilement réclamé ? En aucune façon. L'archevêque ne veut pas lui donner la connaissance de ses sentences ; lui-même ne les fera pas exécuter. Grand émoi dans le clergé local et vaines colères : un concile se tient tout spécialement à Senlis,

(1) Varin, op. cit., p. 589.

le 14 novembre de la même année (1). Oh ! le concile ne se paie pas de mots : il demande simplement qu'une peine bonne et appropriée (*bona et competens*) soit infligée au Roi s'il ne se conforme pas aux exigences de l'archevêque. Quelle est cette peine ? L'interdit. Le 22 février 1236, Grégoire IX mande au doyen de Châlons de faire casser les jugements rendus jusqu'à cette date par les échevins excommuniés (2). Le 27 mars, l'affaire entre les Rémois et leur archevêque se termine par une transaction, mais le Roi n'en restait pas moins menacé de voir son royaume mis en interdit. Cependant, le 6 octobre 1237, le Pape mande aux archevêques et aux évêques de France de ne procéder qu'avec mesure et réflexion à la publication d'un tel interdit (3). Cet interdit ne fut jamais prononcé, mais n'est-il pas intéressant de voir le pieux Roi résister avec tant d'énergie aux foudres de l'Eglise ?

En 1247, l'évêque de Séz se plaint d'avoir été gravement lésé par le Roi (4). Les prédécesseurs étaient en « saisine et possession » de faire saisir les biens et la personne des excommuniés, par les soins du bailli royal. Or, le Roi, prêtant l'oreille aux plaintes de certains seigneurs qui ne voulaient pas être aussi contraints et qui exigeaient même que leurs sujets restassent en état de péché, fit défense à ses officiers de contraindre à l'avenir les excommuniés rebelles. L'évêque nous apprend que si ces seigneurs confisquaient à leur

(1) *Ibid.*, p. 604.

(2) *Ibid.*, p. 616.

(3) *Ibid.*, p. 628.

(4) H. F. XXIV, p. 71, n° 537.

profit les biens meubles des excommuniés mourant sans absolution : « *De quo magis dolet episcopus quam si predictus dominus Rex medietatem bonorum temporalium ecclesiæ suæ subtraxisset* ».

Mais les ecclésiastiques, s'ils désiraient voir respecter leurs censures, n'auraient-ils pas dû en être moins prodigues, et ne les prononcer que dans des cas graves ? Ils en amoindrissent l'effet par leur grand nombre et l'inconséquence avec laquelle ils les prononcent trop souvent (1).

Ces excommunications sont si souvent répétées que l'autorité ecclésiastique elle-même prend des mesures pour en restreindre le nombre, afin d'éviter les scandales qui se produisent. L'abbé et le prieur de Saint-Jean des Vignes de Soissons avaient obtenu de l'évêque de Beauvais la permission d'excommunier librement dans tout le diocèse, mais ils ne tardèrent pas à abuser de ce privilège en excommuniant à tort et à travers. Le Pape leur mande alors (2) d'avoir à renoncer à la faveur qui leur a été concédée si mal à propos. Le 20 décembre 1244, Innocent IV, *à la requête d'Hugues IV, duc de Bourgogne*, écrit (3) aux archevêques, évêques et autres prélats pour leur défendre de rien faire payer aux excommuniés en échange de leur absolution :

(1) Nous avons des exemples de révolte des excommuniés contre le pouvoir ecclésiastique. Ainsi, entre autres exemples, à Arles, en 1234, les clercs sont « boycottés » par la populace. Si bien qu'ils doivent quitter la ville rebelle. P. Fournier, *Le Royaume d'Arles et de Vienne*, p. 140.

(2) B. Nat. Moreau, 1187, fol. 323, 6 octobre 1232.

(3) Reg. d'Innocent IV, n° 779.

cette lettre contient une disposition encore plus nécessaire à la dignité de l'Eglise que profitable au duc de Bourgogne. Le concile de Lyon de 1245, dans son canon 12, ordonne (1) que la sentence soit écrite ; elle doit contenir sa cause expressément indiquée ; enfin, un exemplaire doit en être remis à l'excommunié s'il le désire.

Mais la digue était ouverte et le courant ne pouvait pas être facilement modéré. Qu'on en juge : dans le ressort de l'officialité de Reims (2), on n'inscrivait sur le registre des paroisses que les seuls noms des excommuniés « *aggravés* », « *quia omnes excommunicati non possunt registrari !* ». Aussi est-il recommandé à chaque clerc de garder sur soi un petit livre où seront inscrits les noms des coupables par lui censurés ! Dans le diocèse de Langres, des listes de dîmes sont établies (3) avec le nom de tous ceux qui ont été excommuniés pour ne pas les avoir payées. Il y en a tellement qu'on ne peut pas les compter : « *Propter eorum multitudinem, non possumus dicere certitudinem !* ».

Etonnons-nous, après cela, que des controverses toujours plus fréquentes et plus âpres éclatent à tout instant entre le Roi et son Eglise.

En 1244, un conflit éclate entre Louis IX et l'évêque d'Orléans (4). Il s'agit des individus excommuniés pour défaut devant l'official. Ce dernier émet la prétention d'exiger d'eux la somme de neuf livres et un denier.

(1) Hefele-Leclercq, V, 1672 et s. ; Mansi, XXIII, col. 622.

(2) Varin, *Arch. adm.*, I, 1^{re} part., p. 19 (1269).

(3) H. F., XXI, p. 537.

(4) Layettes, II, p. 563 et s.

Le Roi s'y refuse. C'était évidemment un moyen d'« énerver » les juridictions royales. Cette affaire reste en suspens jusqu'à ce qu'Innocent IV s'en occupe au concile de Lyon. Il écrit au doyen de l'Eglise d'Orléans (1). Le Roi avait donné l'ordre au bailli de cette ville de saisir le temporel de l'Eglise. Le Pape assure au doyen que l'excommunication est permise et recommandée, puisque c'est la seule arme dont puisse disposer l'Eglise, d'autant plus que le bailli a déjà exécuté l'ordre de confiscation. Si le doyen ne procède pas contre lui, il sera coupable, car c'est un péché de ne pas s'opposer, dans la mesure où on le peut, aux entreprises des puissants. Innocent IV déplore une dernière fois dans cette lettre que le pouvoir temporel ne prête pas plus libéralement son glaive afin de venir en aide aux clercs. Pour que l'affaire soit allée jusque-là, il faut que le Roi ait soutenu son bailli. C'est encore à Orléans que nous trouvons un exemple bien curieux et que nous croyons unique de contrainte civile exercée par le pouvoir séculier, qui abandonne ensuite son attitude bienveillante (2). Clément IV écrit à l'abbé d'un monastère d'Orléans. Les prédécesseurs de cet abbé n'exerçaient pas leur juridiction spirituelle sur les clercs et écoles laïques de ladite ville ; ils ne les excommuniait même pas, car sitôt qu'ils avaient méfait, le bailli les forçait à faire amende honorable. Mais les temps ont changé, le Roi ne se montre plus aussi empressé, et les fidèles, prêtres et laïques, font état de

(1) VI^e, V, 11, 6.

(2) B. Nat. Moreau, 1211, fol. 34, r^o (7 mai 1265).

la prescription, disant que l'abbé a perdu le pouvoir d'excommunier, maintenant réservé au Saint-Siège. L'abbé demande au Pape de lui restituer ce pouvoir, peut-être ainsi l'anathème suffira-t-il à lui seul à faire rentrer les fidèles dans le devoir ; si non, on pourra demander au pouvoir séculier d'exercer la contrainte, comme suite à une excommunication dûment prononcée. Clément IV accueille la requête de l'abbé :

C'est immédiatement après 1245 que Saint Louis, avant de partir pour la première Croisade, cherche à libérer de l'anathème ceux qui ont été excommuniés pour dettes. Il appartiendra aux créanciers de les faire absoudre. Il faut bien se garder de voir dans cette mesure un exemple de contrainte civile contre les excommuniés : c'est précisément le contraire. Il est vrai que cette décision a été prise en exécution du c. 17 du concile de Lyon (1), ce qui, comme le fait remarquer M. Viollet, en atténue singulièrement la portée. Mais cette attitude du Roi, si ferme et si digne, n'éclate-t-elle pas dans sa lettre qui fut lue au concile devant le Pape et les cardinaux ? (2). Il est inouï, dit Saint Louis, de voir le Saint-Siège, chaque fois qu'il se trouve dans le besoin, imposer au clergé de France de nouveaux subsides et d'entendre ces paroles : Donnez-moi tant ou je vous excommunie ? L'Eglise a perdu tout souvenir de sa pauvreté primitive. Son système d'impositions a été pour la première

(1) Mansi, XXIII, col. 630.

(2) E. Berger, *Saint Louis et Innocent IV*, p. 270. Détails sur l'authenticité du discours.

fois mis en pratique par Jean de « Pecoraria », cardinal-évêque de Preneſte (c'est toujours Saint Louis qui parle). Il faisait venir en secret les ecclésiastiques et leur disait : Je vous enjoins, en vertu de l'obéissance que vous me devez, de ne révéler à personne, par quelque moyen que ce soit, ce que je vais vous dire, sinon, vous serez excommuniés *ipso facto*. Puis il ajoutait : Je vous ordonne de payer tant pour le Pape, dans tel délai, à tel endroit. Faute de quoi, vous serez excommuniés. Mathieu Paris, qui nous rapporte le discours (1), ajoute : Le Roi, qui fut informé de cela, manda le légat et lui fit promettre de renoncer à ces mauvais procédés ; il obtint même la levée de toutes les sentences canoniques prononcées à cette occasion. Il y a même des cas où les officiaux voyant que l'excommunication n'a plus aucun effet, poussent à de véritables actes de malhonnêteté. Un nommé Chrétien Mercier se plaint (2) que Léonard de Besne, il y a plus de 10 ans, lui a volé un cheval, à l'occasion d'une excommunication lancée contre lui par l'official de Tours. Le cheval fut pris « *de mandato ipsius officialis* ». Puis Chrétien mérita son absolution, mais Léonard garda le cheval !

Les plaintes contre ces sentences iniques se font toujours plus vives. Une enquête est faite en Normandie, l'an 1247. Voici un écho des doléances recueillies dans la vicomté de Verneuil et Breteuil (3). Il est

(1) T. VI, p. 99 à 112, *Rer. Britt. Script.*

(2) H. F., XXIV, p. 210.

(3) H. F., XXIV, p. 33.

curieux de voir que, dans ce cas, ce sont les intéressés qui se plaignent que le Roi ait interdit à un excommunié de se faire absoudre, en payant une certaine somme d'argent. L'évêque d'Evreux avait, en 1234, excommunié un certain marchand du nom de Quallole, pour avoir rompu la trêve de Dieu. Le Roi fait défense au marchand de présenter sa défense devant l'official, car la « *fractio pacis* » est cas royal (1). Quallole aurait bien voulu se faire absoudre, mais, à cause de la défense à lui faite par le Roi, il fut contraint de demeurer excommunié pendant plus de trois ans ; aussi, était-il régulièrement puni d'une amende qui finit par atteindre le total de 30 livres. De plus, les autres négociants n'osaient pas faire affaire avec lui, craignant d'être excommuniés à leur tour ! Enfin, l'infortuné mourut, mais alors, ses fils Hugues et Simon réclamèrent au Roi des dommages et intérêts. Je suppose que leur demande fut repoussée ! Un certain Guillaume Grossin (2) nous dit que, « *trois ans en deçà* », il apprit que Foulques, voyer de La Chapelle, et Hamelin Rossel avaient été excommuniés par le Chapitre du Mans pour avoir taillé deux hommes dudit Chapitre. Ils demandèrent d'être absous : on leur réclama 9 livres et demie. Alors, Foulques alla trouver le Roi par quatre fois, le priant de les faire absoudre. Louis le prit de très haut : Vous me faites injure, disait-il, ne savez-vous pas que, moi aussi, je suis chanoine du Mans ? Ce qui ne l'empêcha pas d'écrire très

(1) E. Perrot, *Les cas royaux*, p. 152.

(2) H. F., XXIV, Préface, p. 306.

souvent (*multociens*) au Mans afin d'obtenir mainlevée de la sentence. Les chanoines s'y refusèrent tout d'abord ; ils se soumirent enfin. Le Roi leur faisait en outre défense expresse et absolue d'exiger quoique ce soit pour cette absolution. Guillaume Grossin, qui nous rapporte cette anecdote, se demande avec curiosité ce qu'il pouvait bien y avoir dans les lettres du Roi. Très probablement l'ordre d'absoudre, sous peine de saisie du temporel. Il avoue ne pas savoir si les deux collecteurs ont prêté serment de « *stare mandato Ecclesie* ». Je gagerais bien que non — ni si les hommes du Chapitre ont payé la taille — et cela, en revanche, me paraît très probable !

Voici encore un fait intéressant qui nous parvient de la province de Tours (1) : Mathieu de Saint-Venant, alors prévôt de cette ville, molestait les hommes de l'archevêque ; ce dernier l'excommunia. Sur les ordres du Roi, le bailli de Tours, Adam Le Panetier, fit saisir le fief du prélat, qui n'en rentra en possession qu'après paiement d'une amende de 100 sols tournois au bailli, et de 25 sols à un certain Jean de Langeais qui était au conseil du bailli. Dans le comté de Poitiers, autres doléances (2) : Etienne Amauin, prêtre, se plaint de Geoffroi Payen, sénéchal de Poitou. L'official avait averti ce dernier, à différentes reprises, d'avoir à contraindre certains excommuniés de sa circonscription à se faire absoudre par la saisie de leurs biens. Geoffroi s'y refusa. Etienne Amauin se rendit alors

(1) H. F., XXIV, p. 112.

(2) H. F., XXIV, p. 102.

en personne à Loudun pour l'excommunier, ce pourquoi il fut sur-le-champ jeté en prison. Puis, une fois relâché, il fut mis en cause devant diverses juridictions par les bons soins du sénéchal « *qui hoc faciebat occasione dicte monicionis et excommunicacionis in se latae* ». Etienne ne voulait pas rapporter sa sentence. La maison de son père fut occupée par six garnisaires (*comestores*) qui firent pour plus de quarante sous de dépenses. Enfin vaincu, le prêtre se mit à la recherche du sénéchal pour l'absoudre, mais celui-ci se fit un malin plaisir d'entreprendre à ce moment une tournée d'inspection dans l'Anjou, le Maine et la Touraine. Etienne le pourchassa ainsi pendant plus de quinze jours et ce voyage lui coûta sept livres tournois (1).

Ce sont là des abus des officiers royaux. Mais le Parlement lui-même ordonne dans ses arrêts la révocation de sentences qu'il trouve injustes, sous peine de saisie du temporel. En 1259, l'abbé de Saint-Symphorien de Beauvais (2) assigne devant sa cour le maire et les échevins de cette ville ; ces derniers déclinent la compétence du tribunal ecclésiastique. Le Parlement leur donne raison, et ajoute que si l'abbé les assigne de nouveau et les excommunie, il sera, à ses propres frais, contraint de les faire absoudre, à moins qu'ils n'aient été excommuniés pour défaut. En 1264, nous retrouvons un cas presque semblable (3). Le doyen et le Chapitre de Laon avaient assigné le

(1) Ch. Langlois, *Revue historique*, 1906, p. 17.

(2) *Olim*, I, p. 94, n° 9.

(3) *Olim*, I, p. 578, n° 9.

mairie et les jurés qui firent défaut, et à raison de cela, furent excommuniés. Ils s'en plaignirent au Roi, le priant de s'employer auprès du doyen pour qu'il levât sa sentence. Le Roi répondait que cette affaire ne le regardait pas. Il conseilla aux plaignants de se faire absoudre *in forma Ecclesie*, s'ils croyaient avoir été excommuniés; mais sur les instances personnelles de Saint Louis, le procureur du doyen et du chapitre dut promettre que, pour cette absolution, on n'exigerait rien, ni pénitence corporelle, ni amende.

En présence de cette attitude du Roi, comment ne pas croire que, tacitement tout au moins, il ne soutint ses officiers? Il y a du reste des cas où c'est sur l'ordre exprès de Saint Louis que des saisies de biens ecclésiastiques sont opérées par les baillis. Grégoire IX s'en plaint dans une lettre (1) au Roi au sujet d'un désaccord existant entre ce dernier et l'archevêque de Rouen. Celui-ci soutenait, comme l'avait fait Gautier de Coutances, que nul ne devait vérifier le bien-fondé de ses sentences d'excommunication. Le Roi, qui n'était pas de cet avis, confisqua ses biens. Le Pape supplia Saint Louis d'ordonner la mainlevée de cette saisie, faute de quoi, les officiers qui l'avaient exécutée seraient frappés d'anathème : cette menace fut vaine. Grégoire IX écrit encore aux évêques de Paris et de Senlis, au chancelier Barthélemy de Roye, à la Reine Blanche; un an plus tard, en 1233, l'affaire en est au même point. Nouvelles lettres pontificales au Roi, à la

(1) Reg. de Grég. IX, I, n° 967. Cf. *Ann. Eccl.*, XXI, ann. 1232, n° 26.

Régente, à leurs conseillers, à l'abbé de Savigny-sur-Orge, au prieur des dominicains de Paris (1). La Normandie fut mise en interdit ; le conflit s'apaisa car le Roi finit par rendre les biens (2). Avait-il voulu faire siennes les prétentions de Philippe-Auguste ? Nous ne le croyons pas : il n'est pas question des diacres ou prêtres qui examineraient la sentence, c'est le bailli qui s'en fait juge (peut-être en vertu de l'ordonnance de 1219) ?

Si le Roi adopte cette attitude, comment s'en étonner, et comment les ecclésiastiques s'en plaindraient-ils, alors qu'ils ont eux-mêmes recours aux tribunaux séculiers pour se faire absoudre de sentences qu'ils croient injustifiées ? En 1261, Alexandre IV écrit au doyen de Sainte-Marguerite de Reims (3). L'archevêque de Reims s'est plaint que Nicolas, chambrier, ainsi que plusieurs autres moines du monastère de Saint-Rémi, ayant été excommuniés, à tort, disaient-ils, et au plus grand préjudice de leur monastère, l'aient traduit devant le juge royal « *contra statuta Sanctorum Patrum* » pour obtenir de celui-là une sentence qui contraindrait l'autorité ecclésiastique à lever cette censure. Le Pape ordonne à son correspondant de sévir à nouveau par des peines canoniques contre le chambrier et les moines susdits.

Le devoir d'un souverain est de rendre la justice dont il est « débiteur » envers ses sujets ; et son exercice ne

(1) *Ibid.*, nos 1505, 1506, 1507.

(2) *G. Christ.* XI, col. 62.

(3) Varin, *Arch. adm.*, I, 2^e partie, p. 805.

doit pas être entravé par des excommunications qui auront pour résultat, soit de soustraire un justiciable aux tribunaux séculiers, soit de manquer à l'équité en permettant que des crimes contre les excommuniés restent impunis puisqu'ils n'ont pas « *voix en cour* » ; ils n'ont pas davantage le droit d'accomplir un « *actus legitimus* ». La doctrine est très ferme sur ce point (1).

Hostiensis le dit de façon formelle (2). *La Glose* écrit à ce sujet : « *Debemus vexare malos, ut cessent a mala* (3) ».

Innocent IV professe une opinion plus nuancée (4) : Les « *actus legitimi* » accomplis par un excommunié restent valables, tant que la sentence n'a pas été prouvée, ou que le juge qui accueille la demande ignore l'existence de la censure.

Tancrède (5) : la sentence rendue en faveur de l'excommunié n'a pas de valeur ; il n'en est pas de même lorsqu'elle est rendue contre lui.

Les conciles rappellent au pouvoir séculier que l'excommunié ne peut être demandeur (6). Quel accueil Saint Louis fit-il à ces opinions ?

(1) Voyez sur les opinions antérieurement soutenues dans ce sens : C. VI, q. I, c. 19, 22, 23 ; Etienne de Tournai, éd. Von Schulte, p. 200 sur C. IV, q. I ; Rufin, éd. Singer, p. 200, *ibid.* ; Rolandus (Alexandre III) éd. Thaner, p. 19, *ibid.* ; Paucapalea, éd. Von Schulte, p. 68, *ibid.*

(2) Summa, I, 7, 15 ; plus tard, son point de vue change légèrement en s'adoucissant. *Lectura super V. Decretatum* ; De sent. exc. ; c. Si vere.

(3) C. XV, q. 6, c. 4 ; et C. VI, q. I, c. 19, 22, 23.

(4) Sur X, II, 25, 10.

(5) *Ordo judiciarius*, IV, 2, § 1. éd. Bergmann, p. 277.

(6) Concile de Bordeaux, 1238, c. 1 ; Mansi, XXIII, col. 487 ;

Dès 1233, dans un concile de la province de Reims tenu à Saint-Quentin (1), le Roi demande que, devant ses propres tribunaux, les excommuniés soient admis à plaider. Le concile lui fait observer que ce serait contraire aux lois de l'Eglise. Plus tard, le Roi réprime directement cet abus, en exigeant, lorsque le défendeur refuse de répondre en alléguant que son adversaire est excommunié, l'existence de la censure soit prouvée sur-le-champ (2) (*statim*). Pratiquement, il devait être assez difficile de rapporter immédiatement la preuve demandée (3). Cette prescription fort sage fut loyalement appliquée. Un curieux débat s'éleva en 1270, devant le Parlement (4). Jean Roisel, maire de Saint-Riquier avait été excommunié, et la preuve en avait été fournie à la cour. L'abbé de Saint-Riquier, défendeur, fit valoir l'exception d'excommunication et Roisel fut débouté, mais revint à la charge par un biais ingénieux. L'abbé ayant été assigné une deuxième fois fit valoir le premier arrêt. Roisel répliqua que ce n'était plus en tant que simple particulier qu'il assignait l'abbé, mais en tant que magistrat municipal. La cour repoussa ce plaideur trop subtil.

de la Seyne, 1267, c. 12 ; Mansi, *ibid.*, col. 584 ; de la Seyne, 1269, c. 5 ; Mansi, XXIV, col. 5.

(1) Varin, *Arch. adm.*, I, 2^e partie, p. 585.

(2) *Olim*, I, p. 738, n^o 22 (1268).

(3) Nous en avons cependant un exemple en 1270. Le défendeur présente à la Cour les lettres d'excommunication : il est vrai qu'il l'a prononcée lui-même !

(4) *Olim*, I, 817, n^o 8.

§ 3. — La contrainte civile en action

Est-ce à dire que la contrainte civile n'ait jamais été exercée ? Il n'en est pas ainsi. Ce n'est pas faute d'être réclamée à grands cris ; et, comme on peut s'y attendre, précisément dans les diocèses comme celui de Reims où les excommuniés forment une imposante minorité. Les conciles provinciaux ne parlent guère que de cela. En 1231, un concile de Saint-Quentin nous donne toute une procédure pour assurer l'exécution de la sentence (1) : On s'adressera d'abord au seigneur, puis de degré en degré, on ira jusqu'au Roi. Bien entendu, le baron qui refuse de prêter son concours est excommunié. Si le Roi ne se montre pas plus ému, l'interdit sera lancé sur la province. Seulement, ce que le concile ne nous dit pas, c'est ce qu'il adviendra par la suite. Les mêmes demandes sont faites par un deuxième concile de Saint-Quentin en 1239 (2), mais ici, l'aide du bras séculier n'est réclamée qu'en tout dernier ressort, et voici pourquoi : il est bien évident que l'Eglise n'aura recours au pouvoir temporel que dans les cas où elle n'aura pas l'autorité suffisante pour imposer le respect de ses décisions : ce qui arrive lorsque le prélat qui prononce une sentence d'excommunication est également seigneur du lieu (3).

(1) Varin, *op. cit.*, I, 2^e partie, p. 556.

(2) *Ibid.*, p. 632.

(3) Un prélat besogneux et peu scrupuleux pourra excommunier sans discernement, préoccupé avant tout de percevoir des amendes :

L'Eglise peut également avoir, par quelque autre endroit, le moyen de peser sur la volonté de l'excommunié récalcitrant. Ce même concile déclare que les seigneurs coupables d'un manquement à la loi de l'Eglise seront excommuniés, puis verront leurs terres mises en interdit ; en troisième lieu, leurs fils seront privés de tout bénéfice dans le diocèse ; ce n'est que si ce moyen échoue qu'on invoquera l'assistance du pouvoir séculier. Si ce dernier refuse son aide, on procédera contre lui comme ci-dessus.

Il est tout naturel qu'après la province de Reims, ce soit la province de Rouen qui réclame la contrainte, non pas parce qu'il s'y rencontre un grand nombre d'excommuniés, mais parce que, dans cette terre privilégiée, le pouvoir civil s'est toujours exécuté avec une extrême répugnance. Nous l'avons constaté mainte et mainte fois. Il semble que ce soit au bout du délai extrêmement court de 40 jours que l'excommunié est contraint « *de more Normannie* ». C'est ce qui appert d'une lettre d'Innocent IV, insérée au *Corpus juris canonici* (1). Le Pape se plaint d'ailleurs que les sentences canoniques sont méprisées, mais il en donne une raison bien curieuse, qui s'explique cependant bien facilement. L'archevêque et son official absolvaient

c'est ce qui se passe en 1229, à Beauvais où l'évêque-comte a frappé à tort d'anathème les chanoines de St-Symphorien, dont il a fait saisir les biens « *quorum quedam convertit in usus proprios* ». Le Pape ordonne au doyen du Chapitre de Paris de faire révoquer cette sentence. Reg. de Grégoire IX, n° 354.

(1) In VI^o, V, 11, De sent. excom., c. 7 (1254). — Cf.: Potthast, n° 15454.

les excommuniés, qui l'avaient été par les suffragants de la province ecclésiastique de Rouen : les évêques de Bayeux, Lisieux, Coutances, Eyreux et Séez, ce dont se plaignaient fort ces prélats. Pourquoi cela ? C'est tout simplement, bien que la bulle ne le dise pas, une raison fiscale ! Aussi, le Sexte donne-t-il la décision du Pape sous cette rubrique : les archevêques ne peuvent absoudre ceux qui ont été excommuniés par les suffragants ou leurs subordonnés ; ils en ont le droit à l'égard qui l'ont été par les suffragants et leurs officiaux, s'il a été appelé de leur sentence. Il paraît, d'après Jean Lemoine, que cette controverse entre l'archevêque et les prélats normands souleva les passions les plus vives. Quant à l'allégation du Pape, qui veut que les excommuniés soient contraints « *de more Normannie* », elle ne nous semble pas très solidement étayée. Si l'on songe aux résultats d'une enquête faite à ce sujet dans le bailliage de Caux, à une époque incertaine, probablement au milieu du xiii^e siècle, dont il est intéressant de rapporter les résultats (1). Cette enquête est très longue : On a consulté 33 personnes, dont 13 clercs, 1 noble, 5 vicomtes ou sergents, 1 bourgeois, les autres ne portent pas de qualité spéciale. Sur les treize ecclésiastiques, huit répondent catégoriquement que ce n'est pas la coutume ; qu'en tous cas, ils ne l'ont jamais vu appliquée par les baillis, de quelque censure qu'on les menaçât ; deux disent que telle est la coutume et qu'ils en ont eu maintes fois

(1) Cette enquête se trouve aux Arch. Nat. J., 1034 B, n° 65, *Pièce justificative*, n° 2.

des exemples ; les trois autres pensent que tel est le droit, mais qu'ils ne savent rien de précis.

Le noble répond affirmativement, mais il n'a jamais eu d'exemples sous les yeux ; il en est de même du bourgeois : les huit individus non qualifiés répondent diversement ; le premier dit que depuis 27 ans qu'il habite le bailliage de Caux, il n'a jamais vu de contrainte ainsi exercée ; le second affirme que la coutume est telle, mais que, depuis Philippe-Auguste, il n'y en a pas eu d'exemples ; un troisième répond que ce n'est ni le droit, ni la coutume ; que cependant, si l'archevêque en requiert poliment le bailli, celui-ci pourra, par pure courtoisie, faire bonne justice des clercs excommuniés ; un autre dit que l'excommunication, en tant que sentence canonique, ne suffit pas à mettre en mouvement le bailli ; qu'il doit s'y ajouter un crime puni par les coutumes du Royaume. Quant aux officiers royaux, l'un affirme bien que telle est la coutume, mais qu'il ne se trouve pas un bailli pour l'exécuter ; les autres n'en ont jamais entendu parler. On voit donc qu'en Normandie ou tout au moins dans le bailliage de Caux, l'usage de la contrainte civile n'est rien moins que certain. En est-il de même dans les autres provinces ?

La *Coutume d'Anjou*, que nous rapporte le texte primitif des établissements, dits de Saint Louis, et dont l'auteur est probablement un bailli royal, admet que le pouvoir civil doit, sur la réquisition de l'autorité ecclésiastique, contraindre l'excommunié récalcitrant (1),

(1) *Etabl.*, I, 127, éd. Viollet, p. 238.

mais cette décision ne va pas sans une assez grave réserve. Il distingue entre les excommunications. En règle générale, l'excommunié qui, au bout d'un an et un jour, ne s'est pas fait absoudre, sera l'objet de mesures coercitives. Toutefois, celui qui a été frappé pour dette non payée ou pour affaires intéressant des biens immobiliers (*por quoi ce soit de dete ou de terre*) ne sera pas contraint par corps : le bailli se contentera de mettre ses biens sous séquestre ; encore devra-t-on lui laisser de quoi subsister (*sauf son vivre*). Après absolution, les biens sont restitués et l'ancien excommunié doit payer au bailli une amende de neuf livres ; trois livres restent à la justice civile ; elle en remet six à l'Eglise. Rapprochons ce tarif des dispositions édictées par les conciles de Narbonne de 1227 et de Nîmes de 1252 (1).

Les Etablissements de Saint Louis nous disent en outre que généralement tous les excommuniés sont entendus en cour laïe, comme demandeurs ou comme défendeurs, ce qui est une grave atteinte aux volontés de l'Eglise et au droit canonique classique (2).

Le Livre de Jostice et de Plet ne nous apprend rien de la contrainte civile, mais les usages de l'Orléanais devaient être analogues à ceux de l'Anjou : une charte orléanaise nous parle d'une amende de 9 livres et 4 de-

(1) Cf. *supra*.

(2) Et. II, p. 241. Cf. : XX, II, 25, 5 ; *Excommunicatus excipere, appellare et omnem defensionem facere potest, sed reconvenire non potest*. « Les Anciennes coutumes d'Anjou sont plus favorables à l'Eglise : *Excommunicatus non potest agere, sed bene se defendere si conveniatur quia omnibus, et etiam dyabolo permittitur defensio* ». Glasson, *op. cit.*, V ; p. 261, note 1.

nier (1). Il semble bien d'après cette charte que l'évêque d'Orléans voulait bénéficier de l'amende tout entière.

Dans le Maine, il nous est difficile de savoir si la contrainte était exercée ou simplement demandée au milieu du xiii^e siècle : nous ne connaissons sur ce point que les statuts de l'Eglise du Mans, de 1247 (2). Les termes en sont ambigus : « *Si quis vero per quadraginta dies excommunicari sustinuerit, denuntiet presbyter excommunicato, si sit de nostra diocesi, vel per secularem justitiam, ad gremium redire Sanctæ Matris Ecclesiæ compellatur, etiamsi eo non absoluto, compositum fuerit inter partes* ». Mais je crois cependant que la contrainte était exercée : en effet, en 1246, un certain Aimeri Clarel raconte (3) qu'il était présent lorsque le Chapitre du Mans excommunia le sénéchal Raoul de Fougères parce qu'il n'avait pas voulu faire bonne justice d'Hilaire, son sergent excommunié « *secundum quod de excommunicatis sustinentibus excommunicationem, fieri consueverit in partibus Cénomanie et Andegavie* ». Du reste, dans ce cas, la contrainte était inutile puisqu'Hilaire fit volontairement sa soumission deux ans plus tard (4).

Enfin, je trouve un grand nombre d'exemples de contrainte civile de 1260 à 1270, pour toutes les provinces de France (5), même contre les officiers royaux.

(1) Layettes, II, p. 563, 564 (1244-1245).

(2) Mansi, XXIII, col. 760.

(3) H. F. XXIV, p. 305.

(4) *Ibid.*

(5) B. N. Fonds français, nouv. acq., 8309. Collection dite du Parlement, vol. 331, fol. 417 et s.

Ainsi, au Parlement de la Chandeleur de 1260, un arrêt prive le lieutenant du bailli de Mantes, de l'exercice de sa charge, jusqu'à ce qu'il se soit fait absoudre de l'excommunication pour la mainmise dont il a usé envers le prieur d'Aigremont. Nous avons d'autres arrêts, de 1263, 1264, 1265, 1267, 1268, 1269, 1270, qui ordonnent aux habitants excommuniés de telle commune à faire amende honorable envers les ecclésiastiques qu'ils ont offensés. En 1265, on procède contre le lieutenant du bailli d'Artois ; en 1269, contre le prévôt d'Auxerre. Ces officiers sont contraints de faire amende honorable.

En résumé, nous constatons que sous le règne de Saint Louis, la contrainte civile a été exercée, mais beaucoup moins généreusement que ne le voudrait l'Eglise (1). Il en est de même alors qu'il s'agit des grands feudataires. Nous assistons sous le règne de Saint Louis à une éclosion de ligues féodales : en 1229, en 1235, en 1246. Elles étaient fondées pour lutter contre ce que les coalisés nommaient les empiètements de l'Eglise (2). Les barons faisaient bon marché de ses

(1) Les comptes des baillis et des prévôts royaux auraient pu nous renseigner ; malheureusement, il est très exceptionnel de trouver, au Chapitre des recettes, sous la rubrique « *emendæ* » quelque indication sur la nature de l'infraction du condamné. H. F. XXII, p. 568-578 ; 623-672 ; 736-773.

(2) Nous relevons à propos de la ligue de 1235, une falsification assez curieuse : Saint Louis aurait rendu une ordonnance par laquelle il défendait à ses sujets de comparaître devant une Cour de Chrétienté, même s'ils y étaient régulièrement cités. Si des sentences d'excommunication étaient rendues contre eux, à raison de leur défaut, les clercs voyaient leurs biens séquestrés par les officiers royaux, jusqu'à ce qu'ils eussent révoqué leurs censures (Ann. Eccl. ad. ann., 1236,

sentences. Par exemple, en 1246, les ducs de Bourgogne et de Bretagne, les comtes d'Angoulême et de Saint-Pol, représentant un grand nombre de seigneurs, signent une charte d'alliance. Les coalisés s'engagent à poursuivre leur droit jusqu'au bout, même s'ils sont excommuniés ; on ne peut donc pas attendre d'eux une contrainte matérielle efficace (1). Voici ce que faisait, à cet égard, Pierre Mauclerc, duc de Bretagne. Non content de mépriser les excommunications au point de frayer de préférence avec ceux qui en étaient frappés, il contraignait ses sujets à communiquer avec eux ; les recevait comme demandeurs devant ses tribunaux ; se refusait absolument à exercer sur eux une pression quelconque pour les amener à se faire absoudre. Quelques baillis l'auraient fait à la requête de l'Eglise, mais le duc le leur interdit. Il est excommunié en 1229, et réunit alors une assemblée de fidèles à Redon, il expose ses griefs et fait approuver par ses vassaux sa conduite à l'égard des excommuniés. Tous les baillis doivent alors prêter le serment de ne pas les contraindre. Grégoire IX décrète que ce serment est nul. Si le comte ne se soumet pas dans les quatre mois, ses sujets seront déliés du serment d'allégeance.

Le Duc cherche à négocier et, en 1230, on se met

§ 31 à 36). Cette ordonnance est manifestement faussée. L'annaliste qui la rapporte ajoute que c'est à l'instigation des grands et des conseillers de la couronne qu'elle a été rendue. Il s'appuie pour en montrer l'authenticité sur une bulle de Grégoire IX (*ibid.*). Or, cette bulle a trait aux ligues anticléricales et le Pape supplie le Roi de déchirer ces statuts iniques.

(1) Varin, *op. cit.*, I, 2^e partie, p. 690.

d'accord. Pierre Mauclerc doit promettre d'obéir aux ordres de l'Eglise : pendant un an, il serait mis en observation pour savoir s'il éloignerait de lui les excommuniés et les contraindrait matériellement.

Le duc ne tint pas ses promesses. Mais, s'étant brouillé avec une partie de la noblesse bretonne, et craignant pour son trône, il accepta les conditions du Pape. Pierre devra jurer de ne point admettre en justice le témoignage des excommuniés et de ne pas souffrir qu'ils tinssent aucune fonction publique. Il fut absous et gagna à cette sentence de pouvoir vivre avec les excommuniés qui formaient peut-être la plus grande partie de ceux qui lui étaient demeurés fidèles (1). Mais à l'avènement de son fils, Jean le Roux I^{er}, les mêmes difficultés se présentèrent. Le nouveau duc refusa d'obéir à une bulle de Grégoire IX, où il était déclaré qu'il serait tenu aux mêmes choses que son père. Il ordonna même qu'il ne contraindrait pas les excommuniés à satisfaire à l'Eglise. Il se soumit en 1256, et jura, avec lettres patentes à l'appui, qu'il observerait ce qui avait été réglé précédemment. Cependant, il n'observa pas scrupuleusement nos serment (2).

Passons maintenant au Languedoc. En exécution du traité de Meaux, c'est Alfonse, père de Louis IX, qui possède maintenant le comté de Toulouse. Le traité de Meaux contenait cette clause, après le serment prêté par Raymond VII de contraindre les excommuniés à

(1) Dom Lobineau, *Hist. de Bretagne*, II, 379, 382.

(2) *Ibid.*

se faire absoudre : « Nos successeurs devront prêter le même serment ». Il est probable qu'Alfonse s'exécuta cette clause. Mais fit-il, toujours et en toutes circonstances, justice des excommuniés récalcitrants ?

Au commencement de son règne, Alfonse fut assailli de plaintes de l'Eglise : les sentences d'excommunication sont méprisées, de graves abus se commettent. Le comte ordonne alors qu'une enquête sera faite sur ce point en 1252 (1). Les commissaires délégués, au nombre de cinq, arrivent à Agen, et constatent qu'on y trouve un grand nombre d'excommuniés qui ont soutenu la sentence *animo indurato* pendant plus d'un an. Les commissaires décident, sous réserve de l'approbation de leur maître, qu'ils seront contraints à se faire absoudre par la saisie de leurs biens, s'ils en ont, et dans le cas contraire, par l'emprisonnement, à moins qu'ils n'aient interjeté appel de la sentence qui les frappait, ou qu'ils n'aient été excommuniés à raison de dîme non payée. Dans ce cas, la contrainte sera réservée au libre examen du comte.

Cette prescription fut appliquée avec plus ou moins de répugnance de la part des sénéchaux. C'est ainsi qu'en 1268 (2), Alfonse prive de sa charge le sergent de Saint-Porquier jusqu'à ce qu'il se soit fait absoudre de l'anathème porté contre lui. La même année (3), il rappelle au sénéchal de Toulouse qu'il doit, dans sa circonscription, saisir les biens des excommuniés

(1) B. N. Baluze, 394, n° 694. *Pièce justificative*, n° 3.

(2) Molinier, *Corresp. administr. d'Alfonse de Poitiers*, n° 797.

(3) *Ibid.*, n° 930.

après l'an et jour. Il rappelle à ce sujet l'ordonnance *Cupientes* ; en 1270 (1), répétition de l'ordre précédent. Il en est de même pour le sénéchal d'Agenais et de Quercy (2). Mais cette circonscription, la contrainte ne devait pas être très sévère, puisque le prieur de Montcuq se plaint, entre autres choses, que les excommuniés entrent dans l'Eglise et troublent le service divin (3). Par ailleurs, il semble que cette contrainte se soit exercée généreusement, plus généreusement que ne le prévoyait l'enquête faite en 1252, puisqu'en 1267, Alfonse de Poitiers écrit au sénéchal de Toulouse : les bayles cherchent à empêcher le paiement des dîmes par les fidèles : ces derniers sont excommuniés à raison de ce fait, mais bien entendu ne sont pas contraints à se faire absoudre. Le comte ordonne au sénéchal de ne pas permettre que les sentences ecclésiastiques soient ainsi tournées, et la perception de la dîme arrêtée.

Mais si cette contrainte est ainsi exercée, va-t-elle l'être dans tous les cas ? En aucune façon. En 1268, l'évêque de Poitiers ayant à se plaindre du sénéchal de cette ville l'excommunia et jeta l'interdit sur sa résidence (4). Alfonse obtint que ces sentences seraient révoquées au préalable et que des commissaires nommés de part et d'autre feraient une enquête sur les griefs invoqués par le prélat qui fut supplié par le comte de ne plus employer désormais les mesures

(1) *Ibid.*, n° 1412.

(2) *Ibid.*, n° 1447.

(3) *Ibid.*, n° 1443.

(4) Boutaric, *St Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 430.

ecclésiastiques contre son sénéchal, attendu qu'il était tout disposé à punir lui-même cet officier quand il le mériterait.

Ainsi, il n'est pas question ici de contrainte, même pas de contrainte avec examen préalable, car Alfonse avait dû prouver que son officier avait été frappé à tort. Il est certain que l'examen avait lieu. En voici un exemple tiré de la correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers (1). Le prieur de Notre-Dame de Toulouse avait excommunié un bourgeois de la ville, Bertrand de Palais, à raison d'une cause touchant la compétence exclusive du comte. Celui-ci ordonne au sénéchal de Toulouse de faire procéder à la révocation desdites sentences. Si l'enquête n'avait pas eu lieu, le sénéchal aurait dû procéder contre Bertrand de Palais. En 1269. (2), un évêque de Clermont affaiblit sa monnaie dans des proportions considérables. Abusant de sa puissance spirituelle, il mettait l'excommunication au service de ses rapines et anathématisait ceux qui refusaient de recevoir cette monnaie frelatée. Alfonse se plaignit au Roi qui donna raison à son frère et ordonna au prélat d'annuler les anathèmes qu'il avait prononcés. Il prescrivit en même temps au bailli de Bourges de saisir le temporel de l'évêque s'il refusait d'obtempérer aux ordres du Roi et lui enjoignit de décréter la nouvelle monnaie. Le 17 juin 1268 (3), le comte pria le légat, cardinal de Sainte-Cécile, de faire

(1) Molinier, *op. cit.*, n° 349, 14 nov. 1267.

(2) Boutaric, *op. cit.*, p. 216, note 3, et 217, note 1, et Molinier, *op. cit.*, n° 1194.

(3) Molinier, *op. cit.*, n° 711.

lever les excommunications lancées à tort contre les hommes de Lozay.

Enfin, un dernier exemple datant de 1269 (1). Bernard et Etienne Armand se plaignent au comte qu'un certain Jean de Beaumont les a fait excommunier à tort. Alfonse mande au sénéchal d'Auvergne de faire absoudre ces deux personnages. Du reste, les cas sont fréquents où l'on trouve des excommunications lancées à tort. Gui, seigneur de Séverac, se plaint à Alfonse de Poitiers de Vivien, évêque de Rodez (2). Depuis deux ou trois ans, l'évêque a établi une nouvelle coutume qui jamais n'a existé en Rouergue : tout homme excommunié doit payer 12 sols tournois, avant de se faire absoudre — et il en excommunie beaucoup — ce qui cause un grand scandale parmi les habitants. Il est probable, d'après ce que nous avons constaté précédemment, que la plainte au seigneur de Séverac dut être entendue par son suzerain.

§ 4. — Procédure de la contrainte civile exercée contre les excommuniés

Nous empruntons ces détails à trois sources d'époques différentes : au *Curialis* (3) du milieu du xii^e siècle ; au *Liber de excommunicatione* du cardinal Bérenger

(1) Molinier, *op. cit.*, n° 764.

(2) Layettes, III, p. 596 (1260).

(3) Edit. Wahrmund, *Quellen zur geschichte der röm. Kan. Process.*, 1905.

Frédol (1) de la fin du même siècle ; enfin à Bouteiller, dans sa *Somme rurale* (2) du xiv^e siècle. Cela n'offre pas d'inconvénients, car cette procédure reste la même à ces différentes époques.

Avant de faire procéder contre l'excommunié, certaines précautions sont prises. Au bout de quarante jours, si le coupable n'est pas venu à résipiscence, le curé doit, chaque dimanche, renouveler solennellement la sentence, jusqu'à ce qu'un an se soit écoulé.

Au bout d'un an, l'évêque (ou son official) envoie au juge lai des lettres réquisitoires. Ce juge varie suivant la qualité de l'excommunié. Si c'est un bourgeois ou un vilain, ces lettres sont adressées au prévôt du lieu. L'official lui rappelle que l'excommunié récalcitrant est assimilé à un hérétique ; que, de plus, les juges séculiers sont tenus à en faire bonne justice, à défaut de quoi, ce juge sera lui-même frappé d'anathème (Cur. XVII). Si l'excommunié est un possesseur de fief, on s'adresse à son suzerain en même temps qu'au prévôt. Le libelle fait mention de cette qualité pour blâmer encore plus sévèrement l'homme qui croit échapper aux foudres de l'Eglise à raison de sa dignité temporelle. Le suzerain en l'emprisonnant et en saisissant ses biens ne commet aucune faute, au contraire. Il doit transmettre l'ordre d'exécution au prévôt et sévir contre ce dernier, s'il se refuse à l'exécuter, sans préjudice des sentences spirituelles. Ce libelle s'appelle : *Comparimini*. Il ne contient pas la cause pour laquelle la

(1) Edit. Vernay, thèse Lyon 1912.

(2) Livre II, titre 12.

sentence a été rendue : il se borne à en indiquer la date. Si l'excommunié s'enfuit, le juge laïque doit saisir ses biens où qu'il les trouve, et les distribuer à ses créanciers si l'excommunication a été prononcée pour dettes. Au lieu de s'enfuir, le coupable peut s'opposer à la saisie, le prévôt doit envoyer à l'official une lettre contenant les raisons alléguées. Si elles sont telles qu'elles montrent un excès de pouvoir de la part de l'évêque, l'affaire doit en rester là. Dans le cas contraire, le prévôt doit, nonobstant l'opposition, se saisir de la personne de l'excommunié et le mener prisonnier devant la cour de chrétienté. Si ces raisons ne sont pas valables, la sentence d'emprisonnement doit être alors exécutée. Le coupable restera privé de liberté jusqu'à ce qu'il se soumette. Cur. XCIV, nous dit que l'absolution doit être délivrée gratis. Que si le juge d'Eglise se refuse à absoudre, l'autorité épiscopale doit l'y contraindre, soit par lettres, soit par tout autre moyen (1).

§ 5. — Privilèges accordés à la Couronne et aux seigneurs de France, touchant leur excommunication

A notre époque, l'excommunication est encore, théoriquement pour la France, pratiquement pour l'Empire et les autres Etats vassaux du Saint-Siège, une raison suffisante pour que le prince qui en est frappé perde son trône. C'est l'opinion de Saint Thomas

(1) On trouve parfois des refus d'absoudre injustifiés, ainsi en 1229, B. N. Moreau 1184, f^o 484 r^o.

d'Aquin (1); qui écrit que si un souverain est excommunié, ses sujets sont exonérés de l'obligation d'obéissance. Il ajoute que, considérée absolument, l'infidélité religieuse ne s'oppose pas au pouvoir, puisque celui-ci vient du droit des peuples, qui est naturel, et n'est pas de droit divin.

Nous ne trouvons de cette conception, qui n'est pas nouvelle, aucune application en France, puisque le trône est occupé par un Saint. Mais il n'en est pas de même en Allemagne où Frédéric II est excommunié et perd sa Couronne. C'est lui du reste qui avait renouvelé, en 1220, les constitutions impériales précédentes, en déclarant que l'excommunié qui ne se sera pas soumis au bout de l'an et jour sera mis au ban de l'Empire. Aussi, le légat de l'Empereur au concile de Lyon, ne pouvant exciper de l'impossibilité pour le Pape de délier de leur serment les sujets d'un prince excommunié, déclare-t-il par avance la sentence nulle, faute de motifs. Frédéric n'en fut pas moins déposé, et le landgrave de Thuringe élu Empereur.

Mais, répétons-le, rien de semblable en France. Cependant le Roi pouvait craindre de la part d'évêques ou de légats trop zélés de se voir frappé d'anathème, sous le prétexte duquel, les barons mécontents eussent pu se soulever contre leur suzerain à tous. Aussi demande-t-il du Saint-Siège, non pas le privilège de ne pouvoir être excommunié, ce qui aurait réduit à néant le pouvoir pontifical de lier et de délier, mais bien de ne pouvoir l'être sans un ordre exprès du

(1) *Sec. Sec.* éd. de Parme, III, p. 50-51.

Saint-Siège. Grégoire IX, en 1237 (1), défend d'interdire ou d'excommunier la Reine et de prononcer les mêmes sentences sur les terres de son domaine. En 1255 (2), Alexandre IV accorde ce même privilège au Roi, sur la demande de celui-ci. Les sentences lancées en violation de cette disposition seront nulles de plein droit. Si le Roi adresse cette prière au Pape, c'est qu'il y a des précédents : Innocent IV avait accordé une grande quantité de telles exemptions (3) et Honorius III également, nous l'avons vu plus haut. Clément IV fait de même (4), en faveur du Roi, en 1266. Ce qui est intéressant, c'est de voir l'interprétation qu'il en donne lui-même (5). Des envoyés du Roi avaient demandé au Pontife de restreindre ce privilège au domaine de la Couronne, on comprend pourquoi (6) : afin de faire une différence de traitement entre le Roi et les seigneurs. Mais voici ce qui dut se passer : beaucoup de seigneurs lièrent indissolublement domaine royal et privilège. Ne jouissant pas du second, ils en conclurent qu'ils ne relevaient pas du Roi. Moins de cinq mois après, les envoyés durent demander à Clément IV de supprimer ces mots dangereux : cette concession n'est applicable que sur les terres du domaine de la Couronne. Le Pape effaça volontiers

(1) Tardif, *Privilèges de la Couronne*. p. 5.

(2) *Ibid.*, p. 338.

(3) Reg. d'Innocent IV, nos 5019, 5035, 5149, etc.

(4) Tardif, *op. cit.*, p. 35.

(5) B. Nat. Moreau, 1212, fol. 56 r°, 31 juillet 1266. *Pièce justificative*, n° 5.

(6) Reg. de Clément IV, n° 412, 22 février 1266.

cette réserve, mais les seigneurs n'en persistèrent pas moins dans leur interprétation fantaisiste, si bien qu'il dut en fournir une autre et déclarer solennellement qu'il révoquait et mettait à néant la restriction contenue dans sa première bulle.

Du reste, les privilèges de cette nature accordés aux seigneurs ne tardaient pas à engendrer de nombreux abus : les censures ecclésiastiques étaient méprisées ; on refusait d'exercer la contrainte civile, ainsi que nous l'avons constaté à propos de Blanche et de Thibaut de Champagne ; aussi le Pape est-il souvent obligé de revenir sur ses bienveillantes dispositions et de rappeler ces privilèges qu'il déclare parfois avoir été accordés sans mûr examen ou « *propter nimiam potentium importunitatem* » (1). Ils sont parfois révoqués tacitement, en ce sens que le légat obtient la permission d'excommunier librement, nonobstant toute concession contraire (2).

(1) Reg. d'Urbain IV, t. II, col. 3 (26 septembre 1262).

(2) B. Nat. Moreau 1211, fol. 69 r^o (29 mai 1265), *Pièce justificative*, n^o 4.

CHAPITRE IV

De l'avènement de Philippe le Hardi à l'avènement des Valois (1270-1328)

§ 1^{er}. — Doctrines diverses sur l'excommunication des Souverains

Cette période de notre étude va être marquée par les luttes violentes entre Philippe le Bel et Boniface VIII. Avant d'examiner les opinions de ce Pape en ce qui concerne l'excommunication des Rois et leur déposition subséquente, voyons d'abord quelles sont là-dessus les idées de ses contemporains.

Jacques de Viterbe, dans son traité : « *De Regimine Christiano* » (1); écrit que le Pape est le Roi des Rois, auquel on doit obéir comme aux princes séculiers. Il juge également en matière temporelle. Comme il peut excommunier un souverain, il peut aussi lui enlever son pouvoir; il en est de même des évêques. D'après la première partie du texte, on pourrait croire que le Pape, ou bien excommunie le Roi, ou bien lui arrache sa couronne et que ce sont là deux choses différentes, que la déposition ne s'ensuit pas nécessairement de l'anathème. Mais si l'on considère ce que dit Jacques de Viterbe, qu'il en est de même des évêques, le point de vue change. Nul n'a jamais prétendu que l'évêque

(1) Scholz, *Publicistik zur zeit Philipp der Schönen*, pp. 134 et 147.

possédait les deux glaives, tandis que l'excommunication est à proprement parler « *muero episcopalis* ». Dès lors, il faut dire que le Pape, comme évêque, peut excommunier le Roi et que la perte de la dignité royale en est la conséquence, autrement, à quoi servirait-il que l'on reconnaisse ce pouvoir à l'évêque ?

Henri de Crémone (1) s'attache à prouver que le Pape tient dans sa main les deux glaives, mais il ne parle pas de l'excommunication du Roi.

Jean de Paris (2) : Si le prince est excommunié, et que, méprisant cette censure, il devienne hérétique, le Pape pourrait s'employer auprès du peuple, pour qu'il soit privé de tout honneur et déposé. C'est ce que ferait le Pape dans le cas d'un délit ecclésiastique de sa compétence, en excommuniant en outre tous ceux qui obéiraient au prince comme à un seigneur. Ainsi, le peuple déposerait l'excommunié directement et le Pape indirectement. En revanche, si le Pape commettait quelque crime et scandalisait l'Eglise, le prince pourrait l'excommunier (*excommunicare*) et le déposer indirectement, en le faisant chasser par ses cardinaux (*eum submovendo*). Ce n'est qu'après plusieurs avertissements, et seulement en matière spirituelle, que le Pape peut excommunier le prince. La proposition de Jean de Paris est donc subtile : sans doute, il n'ignore pas que le Souverain hérétique, — et considéré comme tel après avoir méprisé pendant un an la sentence d'excommunication qu'il a encourue, — perd tout droit au

(1) *De Potestate Papae*. Scholz, p. 459.

(2) *De Potestate Regia et Papali*. Goldast, *Monarchia*, II, p. 126.

trône, mais en théorie seulement, — du moins en France. — Ecrivant en 1303, il a pu voir que la théorie était parfois éloignée de la pratique ; peut-être, en exigeant le consentement du peuple, pensait-il à la façon dont procédèrent les seigneurs allemands à la Diète de Tribur.

Pierre de la Palu (1), qui écrit probablement dans les dernières années du règne de Philippe le Bel, dit que le Pape peut excommunier le Roi, d'où il tire cette conséquence naturelle pour lui, que le Pontife est fondé à délier les sujets du prince de leur serment de fidélité ; c'est une conséquence légalement nécessaire, puisque l'excommunié ne peut être investi d'aucun office public.

Durand de Saint-Pourçain (2) nous apprend que le laïc excommunié à bon droit et qui méprise pendant un certain temps les sentences de l'Eglise, perd ses dignités. Or, le Pape peut excommunier le prince ; *il peut donc, au bout d'un an, prononcer sa déposition.*

§ 2. — Les idées de Boniface VIII

Quels ont été jusqu'à présent, les rapports des Papes et des Rois de France ? Depuis l'avènement des Capétiens, nous n'avons constaté aucun exemple d'un pontife menaçant un de nos Rois de lui enlever son sceptre,

(1) Petrus Paludanus : *De causa immediata Ecclesiasticæ Potestatis*, Paris, 1506, art. 4, conclusion Ia, § 7, fol. 25.

(2) *De origine jurisdictionum*. In-4° goth. Bibl. Nat. E. 2010, fol. 15.

à la suite d'une sentence d'excommunication. Grégoire VII n'est pas allé jusqu'à formuler une telle prétention à l'égard de Philippe I^{er}. Ses successeurs en ont usé bénévolement vis-à-vis de ce Prince; ni Philippe-Auguste, ni Louis VII n'ont été l'objet d'une pareille menace. Il en est de même sous Philippe III. Jean XXI, le 3 mars 1277 (1), ordonne au Légat, cardinal de Sainte-Cécile, de promulguer une sentence d'excommunication contre le Roi s'il n'abandonne pas ses projets guerriers sur la Castille. Nicolas III agit de même (2); il ne se contente pas d'une excommunication imprécise, mais il ordonne d'excommunier formellement (*nominatim*) la personne de Philippe le Hardi, nonobstant tout privilège contraire (3).

Rien n'indique que ces deux Papes aient menacé le Roi de délier ses sujets de leur serment, de lui ôter sa couronne, en un mot, de s'attribuer la plénitude de juridiction tant au temporel qu'au spirituel.

Mais Boniface VIII va monter sur le trône. Esprit orgueilleux et pénétré de l'importance de sa mission, il eut le malheur de trouver comme adversaire un prince doué des mêmes qualités. Ces deux esprits, également indomptables, voulurent demeurer indomptés. Une série de conflits avaient tourné à l'avantage du Roi, conseillé par ses légistes exaltant la supériorité de la monarchie; entraîné dans une lutte des plus graves,

(1) Reg. de Jean XXI, n° 164.

(2) Reg. de Nicolas III, n° 225; Potthast, n° 21261.

(3) Fleury, *Hist. eccles.*, XVIII, livre 87, § 3. Notons en passant l'instabilité de ces privilèges auxquels le Pape dérogeait quand il lui plaisait.

Philippe oublia toute retenue. Le Pape se voyait contraint à la défensive : il contre-attaqua. Sans doute, et comme Grégoire VII, n'avait-il pas de doctrine bien établie et bien précise sur la supériorité du Pape sur les Rois. Blessé dans son orgueil, menacé de voir se tarir la source des profits qu'il puisait de la France, attaqué par les Colonua, il fit front.

Que se proposait donc le Pape ? Excommunier Philippe le Bel, sans doute, mais quelles pouvaient être les conséquences *civiles* de cette sentence ? Le Roi devait-il perdre sa couronne ?

Disons tout d'abord qu'il ne s'agit pas de savoir si, oui ou non, le Pape peut excommunier le Roi. Qui songerait à lui dénier ce pouvoir tant que l'anathème n'entraîne pas d'autres effets que ceux qui sont prévus par la loi ecclésiastique ? Si Boniface VIII prétend avoir le droit de déposer les souverains, s'appuiera-t-il sur la théorie théocratique du pouvoir ? Ou bien au contraire, adoptera-t-il la conception thomiste qu'un prince excommunié est, *ipso facto*, déchu de ses dignités ? Dans ce cas, le Pape n'aurait nullement besoin de réclamer la plénitude de juridiction, au temporel, comme au spirituel : il statuerait simplement « *ratione peccati* ». Vis-à-vis des Empereurs germaniques, il peut juger « *ratione feudi* », c'est ce qui résulte de la bulle *Si Memoriam* (1) de Grégoire IX ; de la bulle « *Ager cui tenia* » (2) d'Innocent IV, mais nous savons qu'il ne peut être question de cela pour la France (3).

(1) Huillard-Bréholles, *op. cit.*, IV, 2^e partie, p. 914 et s.

(2) Viollet, *op. cit.*, II, p. 274.

(3) Finke, *Aus den Tagen Bonifaz VIII*, p. 156, fait bien voir la

Voici, à notre avis, l'opinion de Boniface VIII, telle qu'elle se dégage de ses différentes bulles : les Rois sont soumis aux Papes « *ratione peccati* ». Le Pape a donc le pouvoir et même le devoir de les excommunier, s'ils contreviennent à la loi divine. Jusqu'ici, rien de plus normal, rien de plus admis. Si le prince persiste dans sa contumace pendant plus d'un an, il pourra être déclaré hérétique (1); or l'hérétique perd son trône; il se trouve donc frappé d'une incapacité de régner, ainsi que le dit Saint-Thomas d'Aquin « *Quam cito aliquis per sententiam denuntiatur excommunicatus propter apostasiam a fide, ipso facto ejus subditi sunt absoluti a dominio ejus et juramento fidelitatis quo ei tenebantur* » (2). Au bout d'un an, le souverain excommunié qui ne s'est pas soumis perdra donc sa couronne. Est-ce là l'opinion de Boniface VIII ?

Lors du premier conflit, le Pape, dans sa bulle « *Clericis laicos* » rappelle que tous ceux qui s'opposent à l'exportation des matières précieuses allant à Rome, fussent-ils Rois ou Empereurs, tombent sous le coup de l'excommunication dont ils ne pourront être relevés que sur l'ordre exprès du Saint-Siège; cette bulle est du 24 février 1296 (3). Le 18 août de la même année, Boni-

différence qu'il existe entre les menaces imprécises adressées à Philippe et les injonctions faites aux Empereurs.

(1) *Curialis*, Ed. Wahrmund, p. 7; Gilbert de Brème, Ed. Wahrmund, p. 9-10; Jean de Paris, éd. citée, II, p. 126; Hinschius, *op. cit.*, V, p. 43-48.

(2) *Sec. Sec.*, q. 12, art. 2. Ed. de Parme, 1854, III, p. 51.

(3) Reg. de Boniface VIII, n° 1567. La théorie de l'excommunication « *latæ sententiæ* » est parfaite à cette époque. Vernay, *op. cit.*, p. 47.

face VIII donne l'ordre de la publier en France ; le 20 septembre, il rend la constitution « *Ineffabilis Amor* » (1) où il dit *in fine* qu'il espère ne pas avoir recours « *ad minus usitata remedia... quamvis hoc inviti et noluntarii faceremus* ». Quels sont donc ces remèdes *minus usitata*? Il ne peut plus être question de l'excommunication : elle a été promulguée « *in genere* » dans la bulle « *Clericis laicos* » : « *Statuimus quod... qui talia impo-suerint, necnon imperatores et reges, ipso facto sententiam excommunicationis incurrant* ». S'agirait-il de l'excommunication « *nominatim* » ? Cela ne serait pas tellement particulier ; d'après la solennité des termes employés par le Pape, ne peut-on croire qu'il s'agit de la déposition ? Sept mois se sont déjà écoulés et le Roi n'a pas fait sa soumission : Boniface VIII le rappelle à l'ordre ; sans doute, c'est une mesure très grave « *minus usitata* ». Employée, à vrai dire, elle ne l'a jamais été en France, mais il ne faut pas remonter du fait au droit, bien plutôt aller du droit au fait. Parce que Philippe I^{er} et Philippe-Auguste ont été épargnés, il ne s'ensuit pas fatalement que Philippe IV doive l'être. La situation n'est plus la même, si l'on admet que les affaires d'Allemagne aient pu empêcher Urbain II et Innocent III d'aller jusqu'au bout ; d'autre part, Boniface VIII se trouve en face d'un dilemme : si les menaces sont restées vaines aux XI^e et XII^e siècles, quel pourra bien être leur effet à la fin du XIII^e ? Et si, par ailleurs, Philippe garde sa couronne après la date du 24 février, on fera voir au monde un exemple fâcheux de rébellion

(1) Reg. de Boniface VIII, n° 1653.

à l'Eglise, d'inefficacité absolue de ses censures, de la faillite même de ses doctrines. Persévérer, c'est probablement aller au devant d'un échec ; céder, c'est faire amende honorable... C'est pourtant à ce dernier parti que le Pape s'arrêtera, mais après combien de détours ! Il feint de croire que Philippe le Bel a excepté de la défense d'exportation l'or et l'argent destinés au Saint-Siège « *Quamvis aliquorum assertio nobis circa hujusmodi intentionem dicti Regis excuset, qui in constitutione prefata ecclesias et personas ecclesiasticas non inclusit* ». Dès lors, les sanctions prévues n'ont plus d'objet et le Pape charge l'évêque d'Auxerre d'absoudre le Roi (1). Cela nous montre que, en premier lieu, la sentence avait bien été prononcée, non pas nominativement, il est vrai ; et en deuxième lieu, que le délai d'un an était pris en sérieuse considération : la lettre à l'évêque d'Auxerre est datée du 9 février 1298, elle devait arriver en France juste à temps.

Lors du second conflit, nous ne trouvons rien dans la bulle « *Unam Sanctam* », qui puisse infirmer notre manière de voir. Le 16 novembre 1302, Boniface VIII excommunie « *in genere* » tous ceux qui interdisent aux prélats de se rendre à Rome (2). Quoique le Roi n'y fut pas nommé, la bulle était manifestement dirigée contre lui, car les termes en sont formels : « *Excommunicamus omnes illos qui... etc... etiamsi imperiali aut regali fulgeant dignitate...* ». Immédiatement après, le Pape envoie en France le cardinal Le Moine,

(1) *Ibid.*, n° 2311.

(2) H. L. XXVII, p. 206 ; Potthast, n° 25190.

avec pleins pouvoirs d'absoudre Philippe le Bel (1). La raison de cette faculté ainsi accordée est facile à comprendre : le Pape craint que le Roi ne fasse bon marché de la sentence, cas auquel le Pontife se trouverait dans la situation embarrassante qu'il avait esquivée en 1298. Nous savons que Philippe refusa l'absolution qu'on le suppliait presque d'accepter.

Pour nous la situation est donc telle : le Roi est excommunié en date du 16 novembre 1302; s'il ne s'est pas fait absoudre avant le 16 novembre 1303, le Pape, faisant application des principes en vigueur pourra et devra, s'il ne veut pas se déjuger une seconde fois, prononcer sa déposition. Il n'est pas du tout besoin de recourir à la théorie du double glaive, et la bulle « *Unam Sanctam* » n'attribue pas au Pape pleine juridiction au temporel comme au spirituel (2). Elle se borne à dire que le Roi, comme tout autre fidèle, est soumis à l'Eglise « *ratione peccati* ». Le Pape ne voulait rien dire d'autre, ce seraient ses conseillers, Gilles de Rome et Jacques de Viterbe qui en auraient tiré la conséquence que le Pape est la source de toute puissance temporelle (3).

De là, il suit cette conséquence toute naturelle que, puisque le Roi est soumis *ratione peccati*, il doit supporter les suites de cette soumission : l'une d'elles, c'est la déposition après l'excommunication soutenue

(1) Potthast, n° 25192, 24 novembre 1302.

(2) La bulle est-elle même de Boniface VIII ? On a attribué à Gilles de Rome une grande influence sur sa rédaction.

(3) Finke, *op. cit.*, p. 158, Le cardinal Acquasparta interprète l'expression comme synonyme de « *ratione peccati* ».

pendant un an. Il n'est pas question dans la bulle du pouvoir de déposer les souverains *sans excommunication antécédente* (1); et cela est si vrai que Boniface VIII lui-même le dit dans la bulle « *Nuper ad audientiam* » (2). Il rappelle les exemples que lui ont donnés ses prédécesseurs dans leurs différends avec Théodose, Lothaire, l'Empereur Frédéric. Mais pour Boniface VIII, l'excommunication de ces princes ne fait pas de doute, et *ce sont ceux-là qui ont été excommuniés qui ont été déposés*. Boniface n'en doute pas non plus. Et voici précisément l'utilité de la bulle *Unam Sanctam* : le Roi ne pouvait-il soutenir, à tort évidemment, qu'il était, soit à raison des privilèges à lui concédés (3), soit à raison de sa dignité, à l'abri de toute sentence d'excommunication, et par là-même, protégé contre la déposition ? C'est pourquoi le Pape réfute cette prétention insoutenable (4). Le Christ a dit à Pierre et à ses successeurs : « *Pasce oves meas* », mes brebis et non en particulier telle ou telle, mais toutes universellement. Il existe bien deux glaives : l'un, spirituel, qui appartient au Pape ; l'autre, temporel, qui doit être tiré à la requête de l'Eglise. Le Pape ne dit pas : « *uterque gladius Ecclesiæ est* », mais : « *in potestate Ecclesiæ* ». Il est de toute nécessité que l'une des

(1) L'interprétation que nous donnons de la bulle *Unam sanctam* est aussi celle de Léon X, dans sa bulle *Pastor Æternus*. Cocquelines, *op. cit.*, III, 3^e partie, p. 432, § 8.

(2) Reg. de Boniface VIII, n° 5383, *in fine*.

(3) Toutes les bulles de Boniface VIII en font mention pour les révoquer.

(4) *Extr. Comm.* I, 8, I ; Reg. de Boniface VIII, n° 5382.

puissances soit soumise à l'autre, mais cela s'entend « *ratione peccati* » seulement. Certains passages (1) peuvent prêter à équivoque, mais il est beaucoup plus naturel d'y voir autant d'allusions à la toute-puissance spirituelle de lier ou de délier, d'excommunier ou d'absoudre (1). Les cardinaux, dans leur réponse aux nobles et aux villes de France (2), soutiennent que le Pape n'a jamais écrit que le Roi de France lui était soumis au temporel.

En revanche, il semble bien qu'en France, la croyance que la déposition s'ensuive de l'excommunication — et de l'excommunication soutenue pendant un an — était répandue. Les prélats du Royaume étant assemblés pour venir en aide à Philippe le Bel, le 15 juin 1303, voici leur déclaration (3) : « *Promittimus quod si dictus dominus Papa procedat... contra Dominum Regem... excommunicando, interdicendo, suspendendo, deponendo, absolvendo a juramento fidelitatis... nos... eum assistemus...* ». Il est intéressant de constater la fidélité de l'épiscopat et de remarquer la progression employée qui permet de croire que, de la sentence d'excommunication, découlaient, en quelque sorte normalement, les conséquences indiquées : déposition, absolution du serment de fidélité (4).

(1) « *Si deviat terrena potestas, judicabitur a potestate spirituali* ». « *Spiritualis potestas terrenam potestatem judicare habet, si bona non fuerit* ». « *Quodcumque ligaveritis...* », etc.

(2) Picot, *Documents relatifs aux États-Généraux... sous Philippe le Bel*, p. 19 et 22.

(3) Dupuy, *Histoire du Différend*, p. 114-115.

(4) Le 3 juillet 1303, les évêques du Midi, à l'instigation de Bérenger Frédol souscrivirent une déclaration singulièrement énergique d'union

Quant au délai d'un an, il était de droit commun. Boniface VIII, qui semble l'avoir pris en considération en 1298, connaissait certainement les idées de Saint Thomas, de Jacques de Viterbe, de Jean de Paris (1), du cardinal Le Moine lui-même (2). Ce qui le montre, ce sont les instructions qu'il donne à son légat en France, à la fin de l'an 1302 (3) : « *Item expresse denun-
tandum est Regi... quod si predicta non emendaverit
INFRA CERTUM TEMPUS... providemus statuendo, declarando
et procedendo spiritualiter et temporaliter, prout et
quanto videbimus expedire...* ». *Spiritualiter*, en déclara-
nt le Roi hérétique au bout d'un certain temps, i. é.
un an de contumace, car il ne peut plus s'agir de l'ex-
communication : elle a été déjà prononcée ; *temporaliter*, en proclamant le Roi déchu de sa dignité. Le
délai d'un an n'est pas exprimé ? Sans doute, mais de
quel autre délai pourrait-il être question si nous don-
nons aux mots : « *Spiritualiter procedendo* » leur véri-
table sens ? Seul, le délai d'un an a quelque raison
d'être, puisque d'un excommunié, il fait un hérétique,
et que *temporaliter* l'hérétique perd son trône. Il n'y a
là que des menaces, mais les événements se précipi-

avec le Roi contre le Pape (H. L. XXXIV, p. 81). Ils ne se sépareront pas de leur seigneur légitime, même frappé d'anathème. Cette déclaration était sans doute nécessaire dans le Midi où ces évêques avaient eu de nombreuses occasions de voir des seigneurs privés de leurs fiefs après être restés un an sous le coup d'une sentence ecclésiastique. Ce qui s'appliquait, v. g. au comte de Toulouse ne pouvait-il s'appliquer également au Roi de France ?

(1) *Supra*, p. 116.

(2) Finké, *op. cit.*, p. 112.

(3) Dupuy, *op. cit.*, p. 92 ; Potthast, n° 25192.

tent. Les conseillers du Roi dressent au commencement de juillet leur invraisemblable acte d'accusation contre Boniface VIII. Ce dernier en a eu connaissance au mois d'août. Il se décide alors à agir plus énergiquement. Le 7 septembre, il rend la fameuse bulle « *Super Petri Solio* ». Cette mesure est rendue nécessaire par la conduite insensée de Philippe le Bel, mais le Pape n'y prononce pas sa déposition. En effet, ce serait encore prématuré, il faudrait attendre jusqu'au 16 novembre. Cependant, le temps presse et Nogaret s'avance; il faut donc avertir la chrétienté des moyens dont dispose le Pape pour châtier le prince anathème : la bulle rappelle que le Roi de France a été excommunié à raison de tous les abus qu'il commis, il a refusé son absolution : en vertu de quoi, il sera privé de ses honneurs et dignités temporelles : « *Ipsum eundem regem manifestis excommunicationibus esse ligatum, et per consequens... imperium non posse exercere* (1) », « *ac vassallos ipsius esse a fidelitate etiam juramentis quibus astringuntur eidem auctoritate canonum absoluntur* » (2). Nous avons dit : « sera privé », car en effet, le Pape termine ainsi sa lettre : « Nous exhortons le Roi au repentir, à l'obéissance; qu'il revienne à Dieu, afin que nous ne soyions pas obligé de sévir contre lui, conformément à la justice ». C'est donc un dernier avertissement avant la sentence définitive, qui ne pourra être rendue que le 16 novembre 1303, mais Boniface prend date.

(1) Ce sont les propres termes de Saint-Thomas.

(2) Cocquelines, III, 2^e partie, p. 103.

Cependant, cette bulle ne sera jamais publiée. Nogaret, dans sa défense, dit l'avoir connue (1) et précipite l'attentat d'Agnani, car elle doit être, le 8 septembre, affichée à la porte des Eglises, et, bien que le Roi n'ait encore rien à craindre, l'effet moral de cette sentence lui eût été néfaste dans la chrétienté. On sait comment, ce 8 septembre, Boniface VIII était emmené prisonnier.

Nous voyons que le Pape n'a pas du tout besoin de s'attribuer le double glaive : le glaive spirituel lui suffit. C'est par lui que les Rois excommuniés sont détrônés « *per consequens* », dit la bulle. Il ne peut plus être question des « *Palatinæ leges* » ; aussi, le Pape s'appuie-t-il, et à bon droit, sur l'autorité des canons, « *auctoritate canonum* ».

Quelle allait être maintenant l'attitude des successeurs de Boniface VIII ? Benoît XI, le 13 mai 1304 (2), révoque les sentences d'excommunication portées contre le Roi ; il ne parle pas de leur effet temporel, mais il va de soi que, le Roi une fois absous, il redevient, sans restrictions, maître de sa couronne. Quant à Clément V, nous savons combien il était faible.

En 1306, il révoque la bulle *Clericis laicos* et la bulle *Unam Sanctam*, en tant que cette dernière portait préjudice au Roi et à son royaume, qu'il remplaça dans la situation où ils se trouvaient autrefois (3). Peut-on en conclure que Clément V admettait que son prédé-

(1) Dupuy, p. 256.

(2) Reg. de Benoît XI, n° 1254.

(3) G. Lizerand, *Clément V et Philippe IV le Bel*, p. 57 ; *Extr. com.*, V, 7, 2.

cesseur eut réellement formulé dans cette bulle la doctrine théocratique du pouvoir, celle des deux glaives en un mot, tout ce que voulurent y voir, en 1303, le Roi et ses conseillers ? Il est permis de supposer que ces conseillers et Nogaret en tête durent s'efforcer de persuader au Pape que les termes de la bulle étaient incompatibles avec la dignité royale, en l'interprétant, comme ils l'avaient déjà fait devant les Etats Généraux, d'une façon tendancieuse ! Peut-être pensait-on rendre par là plus facile l'absolution de Nogaret, qu'on aurait représenté comme ayant été poussé par son loyalisme à marcher contre Boniface VIII. Enfin, la radiation de la bulle marquait une victoire du Roi de France sur le Saint-Siège.

§ 3. — La contrainte civile contre les excommuniés

A. *Les doctrines.*

L'Eglise n'a pas varié dans sa manière de voir : l'opinion des Papes, celle des canonistes et des théologiens, les canons des conciles formulent tous le même principe : le prince doit, par la force de son glaive, contraindre les excommuniés persistant dans leur erreur à se faire absoudre, au bout d'un délai d'un an, car après un an, l'excommunié est assimilé à l'hérétique. Cette contrainte devra être librement accordée par le pouvoir royal, sans examen préalable de sa part. C'est ce que dit Grégoire X qui exhorte Philippe le Hardi à croire ce que lui dira le légat, cardinal de

Sainte-Cécile, touchant la contrainte (1). Ces appels se retrouvent à l'occasion de la révolte des habitants de Senez contre les censures ecclésiastiques. Le Pape réclame contre ceux-ci qui sont en excommunication depuis plusieurs années, l'aide du bras séculier. Les conciles font écho aux réclamations du Pape. Le deuxième concile de Lyon (1274), dans son canon 34 (2), se plaint amèrement que, non seulement les princes et les seigneurs ne contraignent pas les excommuniés à venir à résipiscence, mais encore qu'ils excitent leurs sujets à vexer de mille manières ceux qui ont promulgué ces sentences, leur octroyant la permission de les saisir, eux et leurs biens, et même de les tuer. Un concile de Langeais (3) de 1278, canon 6, décide qu'au bout d'un an de contumace, l'excommunié sera incapable de recevoir par testament. Cela suppose évidemment une intervention du pouvoir civil. Le concile de Saumur (4), canon 11, tenu en 1276, réclame du pouvoir temporel des mesures de coercition envers l'excommunié récalcitrant. La contrainte doit être exercée dans le mois qui suit l'avertissement présenté au seigneur. Le concile d'Avignon de 1279 (5) rappelle le concile de Valence de 1248 et déclare que les excommuniés seront incapables d'être juges, assesseurs, notaires, etc., ce qui appelle la même remarque que plus

(1) Reg. de Grégoire X, n° 529, 10 octobre 1274. Cf. Reg. de Clément V, n° 3942, 20 janvier 1309.

(2) Mansi, XXIV, col. 102.

(3) *Ibid.*, col. 213.

(4) Mansi, XXIV, col. 165.

(5) *Ibid.*, col. 239.

haut. Le concile de Mâcon de 1286, canon 2 (1), réclame encore la contrainte. Le concile d'Anse, 1299 (2), impose aux seigneurs, sur la réquisition de l'official, l'obligation de saisir les biens de l'excommunié récalcitrant, et ce, dans les dix jours, faute de quoi, il sera excommunié, puis aggravé, son fief mis en interdit; finalement, son pouvoir lui sera enlevé. Le concile de Senlis de 1326 (3), canon 4, demande que les excommuniés ne soient pas admis devant les cours séculières, ni comme témoins, ni comme demandeurs, ni comme avocats. Le concile d'Avignon de la même année (4), canon 16, s'indigne que des excommuniés occupent des fonctions civiles. Il déclare que les sentences rendues par eux en tant que consuls, juges, bayles, notaires seront nulles *ipso jure*. Dans son canon 41, ce concile se plaint que les sentences ecclésiastiques soient méprisées. Les dispositions qu'il édicte sont rigoureuses et rappellent singulièrement les premiers statuts de Simon de Montfort. L'excommunié sera réputé rebelle au bout de deux mois; passé ce délai, le juge séculier devra, par tous les moyens, l'amener à se faire absoudre, mais ce n'est pas encore suffisant. Même après une absolution dûment obtenue, le coupable sera, par les soins du même juge séculier, frappé d'une amende variable suivant sa condition sociale: les laïcs devront verser cinq sous, les clercs dix, et les prêtres quinze sous par mois du retard

(1) *Ibid.*, col. 613.

(2) Mansi, XXIV, col. 1221.

(3) *Ibid.*, XXV, col. 801.

(4) *Ibid.*, col. 753.

qu'ils auront apporté à rentrer « *ad gremium Ecclesiæ* ». Cependant, on pourra les exempter de cette amende « *propter paupertatem* ». Quant à l'usage qui sera fait de cette somme ainsi perçue, le concile l'applique à des œuvres pies, suivant le conseil de l'évêque diocésain.

Quant aux auteurs, leur point de vue reste toujours le même, soit qu'ils s'expriment en termes généraux ou plus précisément. C'est ainsi que l'auteur anonyme de remarques sur la constitution « *Clericis laicos* » dit que les laïcs doivent occuper les biens des rebelles aux sentences ecclésiastiques (1). Gilles de Rome (2) va beaucoup plus loin et se montre beaucoup plus rigoureux : l'excommunié devrait, en droit, être privé de tous ses biens temporels, si elle ne le fait, c'est une pure grâce de sa part. Mais cette doctrine s'accorde très bien avec une autre idée de l'auteur, qui veut que les laïques soient les « *adscriptitii* », les tenanciers de l'Eglise ; dans son esprit, l'Eglise n'aurait qu'à le vouloir pour priver ces excommuniés rebelles de tous leurs biens, mais il se rend compte des difficultés matérielles de l'exécution ; aussi fait-il appel au glaive séculier (3).

Jean de Fribourg ne parle pas de la contrainte civile, mais il enseigne qu'il est licite d'avoir des rapports mondains avec les excommuniés et que ceux-là doivent obéir à leur seigneur (4).

Jean de Paris (5) nous dit que le juge d'Eglise n'a

(1) Scholz, *op. cit.*, p. 471 et 479.

(2) *Ibid.*, p. 50 et 73.

(3) *Ibid.*, p. 91.

(4) Schulte, p. 419, *Summa confessorum*, III, 3, 137.

(5) Scholz, *op. cit.*, p. 126.

qu'une seule arme à sa disposition : l'excommunication. Il ne peut, à raison de cette seule sentence, infliger des peines corporelles ou pécuniaires, à moins que le coupable ne les accepte volontairement. S'il s'y refuse, et que, persistant dans son erreur, il se montre tout à fait incorrigible « *et contemptor censuræ Ecclesiæ* », il devra être privé de ses biens temporels. L'auteur ne dit pas par qui cette confiscation devra être opérée, mais il a pris soin d'annoncer que l'Eglise ne peut infliger de peines temporelles à raison de l'excommunication ; cette exécution devra sans aucun doute être demandée au juge séculier.

Durand de Saint-Pourçain (1) est extrêmement net : si quelque laïc justement excommunié méprise pendant longtemps cette censure, l'Eglise peut certainement ordonner au seigneur sous l'autorité duquel se trouve le coupable de contraindre ce dernier à se faire absoudre par la saisie des biens et l'emprisonnement. Cette théorie si précise est cependant susceptible d'une interprétation large et bienveillante ; les mots « *justement excommunié* » peuvent laisser au pouvoir civil un certain droit de contrôle. De plus, *Durand de Saint-Pourçain* ne dit pas au bout de combien de temps l'excommunié doit être contraint ; il se borne à dire : la sentence ne doit pas être soutenue pendant longtemps.

Jean d'André (2) nous apprend que la contrainte civile est exercée à son époque avec bien peu de

(1) *Op. cit.*, fol. 13.

(2) Sur X, I, 31, éd. de Venise, II, p. 115.

rigueur ; que cependant, la saine doctrine veut que le seigneur obéisse à l'évêque, sans avoir à se préoccuper si la sentence rendue est juste ou non.

Quant à l'interdiction faite à l'excommunié d'accomplir des « *actus legitimi* », il semble que la doctrine se montre moins rigoureuse sur ce point. *Jean d'André* (1) écrit que l'excommunié peut vendre, acheter, contracter, s'obliger, tester.

Baldus dit de même (2). Ces adoucissements résultent sans doute des inconvénients trop grands à exclure l'excommunié de la vie pratique.

B. Dispositions prises en vue d'assurer l'exécution de la contrainte civile.

Les conciles, les auteurs réclament la contrainte contre les excommuniés ; le pouvoir royal l'accorde-t-il ? Nous allons examiner toute une série d'ordonnances, de mandements, de lettres émanant de Philippe le Hardi, de Philippe le Bel et de ses fils, d'après lesquels il semblerait que les vœux de l'Eglise eussent dû être comblés. Nous verrons ultérieurement comment les faits s'accordent avec les prescriptions du pouvoir civil.

En 1274, Philippe III confirme l'ordonnance *Cupientes* (3), avec toutefois une modification : après avoir annoncé qu'il entend faire respecter les dispositions prises par son père, le Roi ajoute : « *Si tamen ante et*

(1) *Novellæ inssextum*, V, De sent. exc. c. Delevimus, n° 5.

(2) *Super Decretalibus* : De Judicio, c. intelleximus, n° 8.

(3) *Ord.* I, p. 302, art. 1,

post constitutionem eandem, non fuerint dolose excommunicati compulsi, rem novam notumus inchoari ». On peut interpréter différemment cette restriction : les excommuniés n'ont pas été *contraints* « *dolose* », c'est-à-dire en corrompant les officiers royaux ; ou bien : les excommuniés qui ont été *frappés* « *dolose* », c'est-à-dire à tort, par suite d'un abus du pouvoir ecclésiastique ; en tout cas, ce que Philippe le Hardi entend faire, c'est ne pas revenir sur le passé, dans le cas où des excommuniés n'auraient pas été atteints par les sanctions prévues dans l'ordonnance *Cupientes*. C'est la seule disposition que nous trouvions sous ce règne.

En 1298, Philippe le Bel rappelle (1) à ses sujets qu'ils doivent prêter main-forte à l'Eglise pour le châtimement corporel des hérétiques. La même année, il adresse des instructions au sénéchal de Toulouse (2). L'évêque de cette ville se plaignait que le sénéchal contraignait les ecclésiastiques de sa circonscription à absoudre les excommuniés « *sine aliqua satisfactione* ». Le Roi ordonne qu'à l'avenir le droit de l'évêque soit sauvegardé. Le 23 avril 1299, Philippe le Bel prend des mesures pour que soit respectée, devant les tribunaux séculiers, l'exception d'excommunication (3). Cette mesure bienveillante est cependant entourée de restrictions : comme son aïeul, Philippe le Bel veut que l'excommunication soit prouvée par des lettres « *apertæ et indubitatæ* » ; qu'il n'ait pas été appelé de

(1) *Ord.* I, p. 330.

(2) Ad. Baudouin, *Lettres inédites de Philippe le Bel*, n° 48.

(3) *Ord.* I, p. 331, art. 4.

de cette sentence ; que cette exception soit reçue par la coutume. Enfin, il ordonne que les récalcitrants seront contraints à se faire absoudre « *sicut ab antiquo fuerit consuetum* ». Cette disposition est répétée dans un mandement adressé aux baillis de Touraine et du Maine, et conçu en des termes presque identiques (1). En 1302, le Roi rappelle encore l'ordonnance *Cupientes* (2) dans un mandement au sénéchal d'Albi : il veut qu'elle soit gardée et fidèlement observée, mais il ajoute que, grâce à Dieu, on ne trouve plus dans le diocèse d'Albi, d'excommuniés aussi pervers, qu'il n'est donc aucunement besoin de faire appel à la contrainte civile, et que cette disposition particulière de l'ordonnance ne sera pas renouvelée (3).

Si une telle affirmation est exacte, ce ne pourrait être que grâce à un abus contre lequel s'élève le Roi, dans une ordonnance en date du 3 mai 1302 (4) : si l'on ne trouve plus d'excommuniés rebelles, c'est que les officiers royaux ne se faisaient pas faute de contraindre les prélats et les clercs à révoquer leurs sentences, sous peine de saisie du temporel : cet abus doit cesser. Enfin dans l'article 10 de cette ordonnance, Philippe le Bel renouvelle, et cette fois sans restrictions, l'ordonnance *Cupientes* (5). Le 18 juin 1302, les mêmes pres-

(1) *Ord.*, I, p. 332.

(2) *Hist. de Langued.*, X, col. 385.

(3) N'est-il pas curieux que Philippe le Bel fasse siens les arguments de Bernard Délicieux, qui soutient à la même époque qu'il n'y a plus un hérétique dans l'Albigeois et que le rôle des inquisiteurs est terminé par là ?

(4) *Ord.*, I, p. 342.

(5) Il faut croire que tous les mandements du Roi relatifs à la

criptions sont adressées au bailli de Vermandois, dans un statut royal pour les Eglises de la province de Reims (1).

Louis X le Hutin prend des mesures analogues pour assurer le respect des décisions ecclésiastiques. Ce qui est assez curieux, c'est qu'il n'édicte pas de mesures personnelles : il se contente d'approuver une constitution de l'Empereur Frédéric II, qui, promulguée en 1220, avait déjà servi de prototype à l'ordonnance *Cupientes* (2). Louis X la fait sienné sans y apporter aucun changement : « *Quæcumque communitates vel persona per annum in excommunicatione restiterit, ipso jure imperiali banno subjaceat, a quo nullatenus extrahatur, nisi prius ab Ecclesia beneficio absolutionis obtento* » (art. 3). Dans l'article 8, le Roi déclare que tout

sauvegarde des intérêts ecclésiastiques dans le Languedoc étaient fort mal du point du tout exécutés. Cf. B. Nat. Dupuy, 676, fol. 53. Mandement aux sénéchaux de Carcassonne et de Beaucaire, et Beau-doin, *op. cit.*, Lettres, nos 58, 62, 86, 94.

(1) Varin, *op. cit.*, II, 1^{re} partie, p. 20. Remarquons que c'est sous le règne de Philippe le Bel que nous rencontrons, à propos de la guerre des Flandres, des promesses faites par les signataires du traité d'Athis-sur-Orge, de se soumettre à l'excommunication, s'ils viennent à violer le traité. Ce dernier ne fut pas exécuté, aussi en 1308, Philippe le Bel demande-t-il à Clément V d'excommunier les Flamands ; le Pape se dérobe, puis finit par prononcer la sentence en 1310 ; l'absolution est donnée en 1313, mais le comte de Flandre ayant rompu les trêves, l'archevêque de Reims l'excommunie de nouveau en 1314 (Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*, p. 232-237). On voit par là l'inanité de telles clauses qui n'étaient du reste pas nouvelles. Cf. Jaffé, nos 2917, 2921, 3000, 3038 à 3040 ; Warnkœnig, *Hist. de Flandre*, I, p. 340. Elles persistèrent néanmoins assez tard. Reg. de Clément VI, n° 157 (13 juin 1342). Traité d'Arras de 1435, art. 40. Cosneau, *Les grands traités de la guerre de Cent ans*, p. 148 et 149.

(2) *Ord.*, I, p. 610.

excommunié qui ne se sera pas fait absoudre dans le délai d'un an sera réputé infâme, incapable d'occuper un office public, perdra tout droit à la succession de ses parents, ne pourra disposer ni recevoir par testament; son témoignage en justice sera de nulle valeur; il ne pourra être demandeur à un procès (1). Enfin, Philippe V le Long, en mars 1316, accorde des lettres patentes à l'évêque et au diocèse de Paris (2). Tous les officiers royaux devront, s'ils en sont requis, prêter à l'Eglise le secours du bras séculier, dont elle a besoin pour faire respecter sa juridiction.

Quels sont sur ce point les dispositions des coutumes? Nous n'en avons malheureusement pas beaucoup, mais elles sont à retenir, soit pour la qualité de leur rédacteur, soit par leur étendue d'application. Voici quelle est la *coutume de Beauvais* (3). D'après Beaumanoir, la contrainte était sévèrement exercée dans son ressort. Parlant des devoirs qui incombent au bailli, il nous dit que les excommuniés qui veulent entrer à l'Eglise malgré le prêtre doivent être saisis et emprisonnés, « *car poi seroit doutée l'espée espirituel des mauvès s'il ne cuidoient que l'espée temporel s'en mellast* ». Cependant, Beaumanoir blâme les excommunications futiles, ce qui ne doit pas empêcher ceux qui sont frappés, même à tort, de « *requerre absolution* », car s'ils dédaignaient l'excommunication, ils seraient « *en escommuniement à Dieu et au siècle* » (4).

(1) *Ibid.*, p. 612.

(2) *Ord.* I, p. 640, art. 7.

(3) *Ed. Salmon*, n° 50.

(4) *Ibid.*, n° 1474.

Cette contrainte doit-elle être accordée à l'Eglise dans tous les cas? Beaumanoir nous dit (1) que si quelque individu est excommunié « *en tel cas, doit bien la laie justice aidier à la Justice de Sainte Eglise. Ne pourquant, la justice laie ne fet pas ceste contrainte au commandement de Sainte Eglise, mes à sa supplication, car de nulle riens qui touche cas de justice temporel, la justice laie n'est tenue à obéir au commandement de la justice espirituels selonc notre coutume, se ce n'est par grace. Mes la grace ne doit pas estre refusée de l'une justice à l'autre, quant elle est requise benignement* ».

En Bretagne, il semble aussi que la contrainte soit exercée au bout de quarante jours. Une fois absous, le coupable paiera 9 livres, dont 6 livres iront à la justice d'Eglise et 60 sous à la justice séculière (2). Ces dispositions sont copiées sur celles de Coutume d'Anjou, que nous avons vues rapportées dans les Etablissements de Saint Louis. Cependant, il semble que ce soit la doctrine du rédacteur de la *Très Ancienne Coutume de Bretagne* (3). Il nous dit que la justice séculière est compétente à raison de l'exécution sur le corps, les meubles et immeubles. Le juge d'Eglise n'a rien à y voir, « *aussi semble-t-il de raison que nul ne devroit être excommunié de là où l'on en puisse faire execucion sur terres, meubles ou immeubles* ». Si la contrainte civile était exercée, le juge séculier serait amené à saisir ces biens, ce qui est de sa compétence.

(1) *Ibid.*, n° 321.

(2) Règles coutumières bretonnes, art. 9, dans T. A. C. de Bretagne, éd. Planiol, p. 505.

(3) *Ibid.*, p. 308.

S'il ne l'exerce pas, l'excommunication est un empiètement de la justice d'Eglise, aussi semble-t-il bien que cette saisie n'ait pas lieu dans notre cas.

En Artois (1), l'article 52 des anciens usages interdit à l'excommunié d'être juge. Il ne peut être admis comme demandeur, tout au moins en cour d'Eglise, car en cour laïe, on répondrait bien à sa demande de dette, de meubles ou d'héritage, s'il est simplement excommunié. Au contraire, s'il est « *aggravé* », l'exception d'excommunication jouerait, car, autrement, tous ceux qui auraient commerce avec lui, seraient à leur tour frappés de la même peine.

A côté de ces coutumes bienveillantes à l'Eglise, nous en trouvons une autre qui édicte des mesures de rigueur contre le pouvoir excommuniant (2). Quand une ville est frappée d'interdit, elle peut prendre en ses mains tous les biens temporels de l'Eglise et si quelque habitant de la commune tente d'entraver cette saisie, sa maison sera renversée de fond en comble, et ni lui, ni ses héritiers ne seront plus admis aux franchises de sa commune.

C'est là une coutume isolée. Il nous reste à voir maintenant comment les faits s'accordent avec ces monuments législatifs ou coutumiers.

C. *Les faits.*

Le règne de Philippe le Hardi semble assez favorable à l'application exacte de la contrainte civile. C'est du

(1) Tardif, *Anciens usages d'Artois*, p. 142, n° 5.

(2) Coutume de Bayonne de 1273, chap. 101, art. 1^{er} dans Balasque, *Etudes historiques sur la ville de Bayonne*, II, p. 646.

moins l'idée générale que nous fournit une requête adressée au Roi par le Chapitre de Dax, contre les vexations du Roi d'Angleterre (1), le 19 octobre 1275. Les chanoines envoient leur réplique « *excellentissimo suo Domino et Ecclesie brachio singulari Philippo* ». Les baillis et les sénéchaux du Roi d'Angleterre se laissent excommunier et méprisent ces sentences « *sententias Ecclesie totaliter contempnentes* ». Le Chapitre fait confiance à Philippe le Hardi pour porter remède à cette détestable pratique. Sans doute, n'avait-il pas tort, car nous voyons pratiqués quelques exemples de contrainte. C'est ainsi que dans l'évêché de Poitiers, il est décidé, l'an 1280, que le pouvoir séculier justifiera les excommuniés « *secundum consuetudinem terre* » (2). Il en est de même dans l'évêché de Coutances. Mais des abus nous sont révélés, auxquels le Parlement tente d'apporter quelque remède (3) : les avocats et notaires de l'officialité de Saint-Lô intimaient au bailli royal l'ordre de poursuivre les excommuniés, alors que quarante jours (4) ne s'étaient pas encore écoulés. L'évêque promet devant le Parlement de recevoir, en présence du bailli, le serment desdits notaires et avocats, de ne procurer, écrire ou fabriquer aucune lettre pour justifier les excommuniés, à moins que quarante jours ne se soient écoulés depuis l'excommunication. La contrainte est évidemment exercée, autre-

(1) Bibl. Nat. Moreau, 625, fol. 194 r^o.

(2) Boutaric, *Essai de restitution d'un volume des Olim*. I, p. 221.

(3) *Olim*., II, 209, XXIII (1282).

(4) Remarquons la brièveté de ce délai.

ment, le bailli ne se serait pas soucié de faire respecter ce délai de quarante jours. Mais à côté de ces décisions bienveillantes, nous en rencontrons d'autres qui nous font bien voir l'incertitude du droit et des coutumes. En 1277, l'évêque de Clermont disait (1) que ses officiaux étaient en saisine et possession de contraindre par les censures ecclésiastiques les baillis et les sergents royaux à s'emparer de la personne des excommuniés qui négligeaient de satisfaire à l'Eglise. Il semble demander en outre qu'aucun contrôle ne soit exercé sur les sentences ainsi prononcées. Les gens du Roi répliquaient au contraire que les Connétables d'Auvergne « *qui pro tempore fuerunt* », avaient à maintes reprises fait défenses, en assise à leurs baillis, du temps du comte Alfonse, d'obéir aux monitions de l'official de Clermont.

Une enquête fut faite à raison de ces prétentions opposées ; aucune preuve concluante ne fut rapportée, grâce à laquelle les réclamations de l'évêque eussent eu quelque chance d'être prises en considération. Dans l'archevêché de Tours, un arrêt du Parlement de Paris (2) nous apprend « *que les officiers du Roi sont tenuz à la requeste des prélatz contraindre les excommuniés d'ester à droit et se faire absoudre par prise ou vente de biens ou de leurs personnes* ».

Le règne de Philippe le Bel est, en ce qui nous concerne, beaucoup plus intéressant. Le caractère du Roi

(1) Langlois, *Fragments du Liber Inquestarum de Nicolas de Chartres*. Bibl. de l'Ec. des ch. XLVI, p. 445-446.

(2) Boutaric, *op. cit.*, I, p. 362, n° 418 (1280).

reste encore une énigme (1) : c'est ainsi que d'après ses ordonnances et ses mandements, nous l'avons vu bien disposé envers l'Eglise ; nous constaterons par ailleurs que dans nombre de cas, il ne se fait pas faute de contraindre les ecclésiastiques à révoquer les sentences qui lui semblent injustes, à tort ou à raison. Dans cette lutte entre les deux pouvoirs, ce sera le Roi qui, la plupart du temps, remportera la victoire, aussi avons-nous très peu d'exemples concrets d'une contrainte civile dûment exercée, alors que les mémoires et les projets abondent qui conseillent au Roi de saisir le temporel des prélats ; nous verrons que ces exhortations furent fréquemment mises en pratique.

Nous trouvons un exemple de contrainte contre les excommuniés pour dettes, en Normandie (2), sous le règne de Philippe le Bel. Seront seuls exclus de cette rigueur, les débiteurs des Juifs. Il semble d'après la rédaction de l'arrêt, conçu en des termes très généraux, que cette mesure était applicable à toute la Normandie. En 1291, un accord en Parlement entre l'archevêque de Bourges et le bailli de Bourges (3), nous fait voir que la coutume de justicier les excommuniés par le pouvoir civil était observée « *ab antiquo* ». L'archevêque voulait la faire étendre aux Juifs, mais cette satisfaction lui est refusée (art. 2). Dans l'article 7 de cet accord, on relève un abus de la part de l'official. Le bailli et ses sergents, comme il est dit plus haut,

(1) Cf. Wenck, *Philipp der Schönen, König von Frankreich*, Marburg, 1905.

(2) Perrot, *Arresta communia*, p. 73 (1288).

(3) *Olim*, II, 322.

contraignent les excommuniés à se faire absoudre, par la saisie de leurs biens ; il s'en trouvaient cependant parmi ces derniers qui ne possédaient rien « *licet excommunicati predicti nihil haberent omnino* ». L'official voulait exiger du bailli des mesures de rigueur contre ces pauvres gens ; il fut accordé que l'official s'abstiendrait à l'avenir de telles requêtes, « *omni tamen fraude ex parte dicti baillivi cessante* ». Cette fraude devait consister de la part de l'officier royal, à dissimuler la véritable situation de fortune des coupables. En 1310, un arrêt du Parlement de Paris (1) déboute Jean Gormont, clerc, qui se plaignait que Pierre de Ville-Blovain, sénéchal de Poitou, avait saisi plusieurs immeubles et effets mobiliers lui appartenant. Cette saisie fut prouvée avoir été faite valablement, au nom du Roi, attendu que le clerc avait persisté dans l'excommunication qu'il avait encourue. Ce sont là les seuls exemples certains que nous retrouvons de contrainte civile. En revanche, nous rencontrons beaucoup de cas où ce pouvoir royal exerce sur l'autorité ecclésiastique une certaine pression pour amener cette dernière à se relâcher de la rigueur dont elle faisait preuve à l'égard de certains fidèles.

Lors du couronnement de Philippe le Bel, une taille spéciale avait été levée sur les habitants du Royaume. Certains clercs de la ville de Reims avaient refusé de la payer et les officiers royaux les y avaient contraints. L'archevêque de Reims qui accusait de ce fait les échevins de la ville, avait excommunié ceux-ci. Philippe le

(1) Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, II, n° 3740.

Bel proteste auprès de l'archevêque, lui intime l'ordre de révoquer ces sentences, espérant n'avoir pas à se plaindre de sa bonne volonté (1). La procédure employée est la même, qu'on retrouve à propos d'un différend entre le Roi et le Chapitre cathédral de Chartres (2). Le bailli et les sergents de cette ville troublant l'exercice de la juridiction ecclésiastique, avaient été excommuniés. Aussitôt que le Roi eût connaissance de cette sentence, il écrivit à ses officiers de Chartres de saisir tous les biens temporels du Chapitre jusqu'à la révocation de ces sentences. Le Chapitre effrayé, chercha à faire obtenir au bailli le bénéfice de l'absolution, mais le bailli voulait être absous purement et simplement, sans délai ; le Chapitre refusa. Ses hommes de corps furent saisis et emprisonnés par les officiers royaux. Les sentences d'excommunication étant alors renouvelées, le bailli fait défense à tous les « *hôtes* » et serfs du Chapitre de se rendre aux fours et aux moulins dudit Chapitre, de manière que l'Eglise de Chartres ne puisse en retirer aucun profit. Le Pape, qui est saisi de l'affaire, fait alors remarquer que le bailli a encouru l'excommunication lancée par le concile de Lyon de 1274 dans son canon 12 (3). La situation est à peu près identique dans le diocèse de Lyon (4). L'archevêque adresse au Pape ses doléances : les offi-

(1) Varin, *op. cit.*, I, 2^e pars. 1043 (vers 1289).

(2) Registres de Nicolas IV, n^o 736.

(3) Mansi, XXIV, col. 90. Ce canon vise les « *usurpatores bonorum Ecclesiarum* », du reste, le Pape aurait aussi pu invoquer le c. 20 qui frappe de nullité absolue les absolutions obtenues par force ou violence (col. 95).

(4) Reg. de Nicolas IV (15 mai 1290), n^o 2649.

ciens royaux, non contents d'exercer la juridiction qui leur est attribuée, molestent certain Chapitre pour l'empêcher d'user librement du glaive spirituel. En 1289 et années suivantes, un assez grave conflit éclate à Rouen (1). Le maire avait été excommunié et mourut dans cet état. Le Chapitre défendit qu'on lui donnât la sépulture ecclésiastique. Le bailli et le vicomte intervinrent, mais le Chapitre mettait à l'absolution des conditions que la commune ne voulait pas accepter. Les magistrats royaux envoyèrent un exprès à Philippe le Bel, pour que son autorité fit fléchir le Chapitre, mais les amis du défunt le firent inhumer dans une Eglise qui ne dépendait pas du Chapitre. La cérémonie était terminée lorsque le vicomte de Rouen transmet aux chanoines une lettre du Roi, leur ordonnant expressément de lever la sentence « *pour nous faire plaisir* » ! Le Chapitre répond au Roi qu'il a été mal renseigné : qu'on a offert au maire, de son vivant, l'absolution de la sentence, et se plaint qu'on ait fait ensevelir le défunt en terre sainte, au mépris de l'excommunication justement prononcée. Nous ignorons de quelle façon l'affaire se termina. Peut-être en resta-t-elle là.

Autre exemple en Anjou (2). L'évêque d'Angers, alors Guillaume Le Maire avait, en 1298, excommunié le bailli et sous-bailli de la ville. Le bailli fit saisir le temporel de Guillaume et son excommunication fut aggravée. La main du Roi s'étendit alors sur les biens spirituels de l'évêque, c'est-à-dire sur les dîmes non in-

(1) Chéruel, *Hist. de Rouen*, I, p. 183 et s.

(2) Beauteemps-Beaupré, *Les baillis d'Anjou et du Maine*, p. 17.

féodées; le bailli n'en fut pas moins frappé d'anathème solennel (1). Nous ne savons rien de plus sur ce conflit, si ce n'est que l'officier royal avait, depuis un certain temps déjà, cessé ses fonctions en 1302, mais nous ne savons si sa destitution avait été prononcée à la suite et comme conséquence des sentences ecclésiastiques. Le même Guillaume Le Maire se plaint en 1299 de l'attitude des gens du Roi : ils emprisonnent les ecclésiastiques pour les contraindre à révoquer leurs sentences ; ils reçoivent les excommuniés en justice, les admettent à porter témoignage, au lieu de saisir leurs biens (2).

À la fin du règne de Philippe le Bel, nous trouvons un autre exemple de contrainte contre les ecclésiastiques. Le Roi envoie en même temps une lettre au bailli et à l'évêque de Saintes (3) : ce dernier exige des dîmes insolites, et, pour obliger ses diocésains à les payer, excommunie les autorités civiles qui tentent de s'opposer à cette perception, frappant même d'interdit les terres du domaine royal, au grand scandale de la population. Le Roi prie d'abord l'évêque de s'abstenir à l'avenir de telles pratiques, autrement, il s'emploiera à trouver « *quelque remède opportun* ». Il demande à l'évêque d'aller trouver le sénéchal de Saintonge pour lui faire part de sa décision, afin que, d'après elle, Philippe le Bel prenne les mesures qui lui sembleront efficaces. La lettre au sénéchal est beaucoup plus explicite. Comme on pouvait s'y attendre, le Roi lui enjoint

(1) *Liber guillelmi Majoris*, Coll. des Doc. inéd., p. 165.

(2) *Ibid.*, p. 169.

(3) B. N. franç. n. acq., 8302 (Premier registre de la Tourneille, 7 février 1313) ; X^e a 1, fol. 1, r^o *Pièce justificative*, n^o 6.

de saisir le temporel de l'évêque et de le tenir jusqu'à complète satisfaction.

Sous les fils de Philippe le Bel la situation reste sensiblement la même. Un violent mouvement anticlérical éclate en 1315 dans la province de Sens et se prolonge pendant le cours de l'année 1316 (1). Les excommuniés contraignent par de graves violences les clercs à les absoudre. Bien mieux, ils s'absolvent eux-mêmes ! Ils s'administrent réciproquement les sacrements ! Le Roi intervient pour réprimer ce mouvement qui, sans doute, dépassait toute mesure. On peut croire également qu'il voulait réprimer les empiètements de la juridiction ecclésiastique, mais qu'il ne laissait ce soin à personne d'autre qu'à lui. Citons pour terminer cette longue énumération, un arrêt du Parlement (2) rendu le 21 mai 1326 sous le règne de Charles IV, et qui est ainsi qualifié : « *Arrest notable pour la justice du Roy contre les evesques* », arrêt qui devait faire jurisprudence. Le *casus* est assez compliqué. Certains faux monnayeurs avaient été surpris à Auribec, près de Rouen. L'official s'en saisit sous le prétexte qu'ils étaient clercs. Le vicomte demanda la restitution des malfaiteurs. Il ne l'obtint pas. Le Roi adressa alors des lettres comminatoires à l'évêque de Lisieux : l'évêque excommunie le vicomte et ses officiers, puis ce fut le tour du bailli de Rouen, qu'on aggrava par la suite. Tout le temporel de l'archevêque de Rouen et de l'évêque de Lisieux fut mis sous la main du Roi.

(1) P. Fournier, *Les officialités*, p. 122.

(2) Arch. Nat. Livre rouge, Y⁸, fol. 57 r^o et v^o.

Par arrêt du Parlement, il fut dit que cette saisie serait maintenue tant que les prélats n'auraient pas levé la sentence. En outre, ils étaient condamnés au paiement d'une amende énorme de 15.000 livres.

§ 4. — Mémoires et avis présentés au Roi pour empêcher les prélats de prononcer des excommunications futiles

Devant les « empiètements du Clergé », c'est-à-dire, d'après les légistes, les sentences prononcées trop légèrement, ou bien dans un intérêt difficilement avouable, ou bien encore contre des officiers royaux pour les empêcher d'exercer leur juridiction, ces mêmes légistes présentèrent au Roi certaines mesures qui leur paraissaient opportunes.

Le premier mémoire (1), en date que nous retrouvons, date du commencement du règne de Philippe le Bel auquel il est faussement attribué. L'époque approximative de sa rédaction nous est fournie par un passage où l'on parle de la jeunesse du Roi. Ce mémoire est extrêmement intéressant, l'auteur manie l'ironie de main de maître. Le Roi s'adresse à l'archevêque de Sens et à l'évêque d'Auxerre. Il proteste vouloir toujours le bien et la liberté de l'Eglise; cependant, le Pape s'est plaint de certaines entreprises contre l'Eglise de Chartres. Nous sommes très joyeux, dit le Roi, de voir que sur un simple soupçon, ce très saint-père prend soin de nous admonester (si tant est que nous en ayons besoin),

(1) B. N. Baluze, 17, fol. 258 à 262 ; Lat. 9045, fol. 241 et s.

alors que tant d'autres princes chrétiens le mériteraient mieux que nous. Ce procès qu'il nous fait vient sans aucun doute de son zèle tout spécial et de sa bienveillance particulière... Quels sont les griefs du Pape ? Le Roi a fait saisir, par ses officiers, les biens du Chapitre de Chartres. Philippe le Bel en donne la raison : nous jouissons, dit-il, de ce privilège que les terres de notre domaine ne peuvent être frappées d'interdit. Or, les chanoines de Chartres ont promulgué de telles sentences : sur la réclamation du conservateur de nos privilèges, ils ont répondu que ce n'était pas là un nouvel interdit, mais la reprise d'un ancien. L'évêque de Chartres excommunia ces chanoines, les aggrava même, et leur retira leur bénéfice. Le Roi saisit alors leurs biens personnels : quoi de plus naturel, de plus souhaitable même ? Ces excommuniés endurcis, malgré les ordres épiscopaux, n'ont pas voulu reprendre le service divin dans la cathédrale, ils doivent être contraints à l'obéissance « *juxta canonicas sanctiones* » ! Je n'ignore pas, dit le Roi, que le concile de Lyon (1) punit d'excommunication ceux qui occupent les biens ecclésiastiques, mais par cette disposition le concile n'a pas voulu priver les princes de leur juridiction, mais seulement conserver les droits de l'Eglise : il ne tombe donc pas sous le coup des censures ainsi prononcées. Du reste, l'évêque reconnaît lui-même que le Roi possède la juridiction temporelle puisqu'il a, lui et ses clercs, prêté serment de fidélité. Puis l'auteur revient sur la première question : le Pape soutient que la prise

(1) Concile de Lyon, 1274, c. 12.

des biens du Chapitre a été effectuée pour obliger celui-ci à annuler les sentences d'excommunication et d'interdit qu'il avait prononcées. Quelle erreur grossière ! Cette saisie a été faite pour contraindre les chanoines excommuniés, eux-aussi, à faire amende honorable, mais non pour les obliger à lever des sentences qui étaient nulles « *ipso jure* », puisqu'elles étaient portées en violation des privilèges de la couronne de France ; si on respectait ces sentences l'Eglise de Chartres pourrait, par ses excommunications, faire du Roi un Roitelet : *de nobis Rege facere Regulum*. Et quels sont les moyens d'empêcher les clercs de tout ordre de lancer ainsi d'injustes anathèmes ? Il n'y en a pas beaucoup, ce n'est cependant pas faute que les gens du Roi ne s'y appliquent, mais tous les procédés qu'ils ont inventés ont été déjoués par la malice des clercs (1). Les officiers royaux ont essayé d'appeler de ces sentences injustes au légat apostolique ; les clercs répliquent qu'ils ont agi de l'autorité du Saint-Siège et que l'appel ne vaut rien ; ils s'adressent au Pape ; l'appel ne vaut rien non plus, car les chanoines de Chartres possèdent une bulle où le Pape leur permet de prononcer des sentences d'excommunication, jusqu'à ce qu'ils jugent à propos de les révoquer. Que reste-t-il donc à faire ? Le rédacteur du mémoire pose la question sans la résoudre, mais on sent bien qu'il cherche à justifier par ailleurs, la saisie du temporel. Le Roi charge le bailli de Chartres de se présenter en personne devant le Chapitre, de lui dire que le Roi entend voir sauvegarder ses privilèges et

(1) Fol. 260 v°.

que cette lettre a été par lui dictée « *ad petitionem excommunicatorum* », ce qui semble être une plaisanterie d'un goût douteux !

Après ce rédacteur anonyme, Pierre du Bois nous donne également son avis sur cette question (1). Il s'occupe plus spécialement des excommunications lancées pour défaut devant l'official. Si le juge royal prie ce dernier de revenir sur sa décision, il se voit opposer un refus catégorique sous prétexte que la foi est intéressée dans l'affaire. Quel remède apporter à cette situation ? Du Bois fait remarquer que l'abus de l'excommunication conduit à la mépriser, comme en témoigneraient sans doute les Frères prêcheurs et les Frères mineurs. Aussi le Pape est-il supplié d'ordonner une enquête pour remédier à ces inconvénients. Puis (2), du Bois suggère d'établir dans chaque officialité un procureur du Roi qui proposera, au nom des personnes citées à comparaître, toutes les exceptions d'incompétence, car le Roi qui doit protéger tous ses sujets, a bien le droit de constituer un procureur pour empêcher que, par l'excommunication on ne soumette au pouvoir de Satan les laïques qui refusent de répondre devant un juge étranger ou qui diffèrent, par nécessité, le paiement d'une somme d'argent. Il y a en effet bien des lieux où la plupart des personnes devant payer la dime sont excommuniées chaque année, et parce qu'elles s'y endurcissent, leurs œuvres sont frappées de mort. Aussi les prélats qui s'efforcent

(1) B. N. Lat. 6222, C. fol. 13 r° ; Résumé dans N. de Wailly, *Mém. Ac. Inscript.*, XVII, p. 435 et s.

(2) Fol. 19 r°.

d'étendre ce pouvoir d'excommunier, semblent être en quelque sorte les amis du Diable. Enfin (1) ces prélats convertissent la sentence d'excommunication en amendes pécuniaires. Pour remédier à ces abus, outre l'enquête demandée au Pape et la création d'un procureur du Roi près les officialités, du Bois semble bien dire et recommander qu'on brave les excommunications lancées à tort. Nous savons que le pouvoir royal suivit ce conseil.

Guillaume Durand enfin, s'est occupé de la question (2). Il semble reconnaître que l'usage de la saisie du temporel d'un prélat pour le contraindre à lever une sentence, est passé dans les mœurs. Il demande simplement que l'Eglise romaine universelle ne souffre pas de cette saisie. Il recommande aux évêques de manier cette arme avec une extrême prudence, car il n'en est point de plus redoutable et la peine doit toujours être proportionnée à la faute (3).

Un dernier document nous reste à étudier (4). La date n'a pu en être fixée avec certitude : elle varie entre 1290 et 1335 suivant une note d'une écriture postérieure au document lui-même. Il est extrêmement long puisqu'il ne mesure pas moins de 7 mètres 20, et est tout entier consacré aux doléances du pouvoir royal sur les empiètements de l'évêque de Poitiers, et en général, de tout le clergé de France. L'auteur place son discours dans la bouche du Roi. Il se plaint

(1) Fol. 22 r°.

(2) *De modo celebrandi generalis concilii*, Paris, 1671, p. 60.

(3) P. 143.

(4) Arch. Nat. J., 350, n° 10,

d'abord que la Curie romaine ait donné à l'évêque de Chartres la permission de soumettre à l'interdit les terres du domaine royal, ce qui est d'autant plus intolérable que la coutume contraire est observée depuis très longtemps et que de tels privilèges ont été, du Roi, étendus à d'infimes seigneurs, ce qu'on observe à la lettre à moins que ce baron ne se rende coupable de tyrannie manifeste, ce qui n'est certes pas le cas pour le Roi, d'autant plus que le Chapitre de Poitiers ne se plaint d'aucun tort en particulier, mais de faits imprécis qu'il demande au Roi de bien vouloir faire cesser. Or, le Roi a, suivant la procédure bien connue, mis sous séquestre les biens du Chapitre sur l'avis de ses conseillers, braves hommes de guerre, qui ne connaissent ni le Code ni le Digeste, et qui n'ont trouvé que ce moyen de faire respecter la Majesté royale, Le Roi, en agissant ainsi a violé les privilèges que la Curie romaine a accordés à l'évêque de Poitiers. Pouvait-il les deviner ? Pouvait-il abdiquer devant le Pape, et révoquer sa sentence qu'il croyait juste et bien fondée ? Car l'évêque en promulguant son interdit n'a cherché qu'une vaine gloriole : il veut que le clergé et les fidèles ébahis le montrent du doigt en s'écriant : *ecce excellentem Ecclesiæ defensorem !* Ce prélat a écrit au Pape en disant que le Roi de France n'était pas digne du nom de chrétien. Quant à la saisie du temporel, sur laquelle l'auteur revient plusieurs fois, elle est légitime puisque les Rois en ont usé largement et agir de même, dans un cas semblable, ce serait maintenant une vilénie ? Quant à l'excommunication *latæ sententiæ* du concile de Lyon, c. 31,

elle ne s'applique pas, car le Roi n'a pas l'intention de soumettre la juridiction ecclésiastique à la juridiction civile, mais simplement de faire régner la justice qu'il doit à tous ses sujets. Ceux qui encourent cette sentence, ce sont plutôt les clercs qui excommunient sans retenue et contraignent ceux qu'ils ont frappés, à se racheter comme des esclaves : « *excommunicati compelluntur se redimere quasi servi* ». Le Roi termine en protestant de son bon vouloir à l'égard du Saint-Siège et de l'Eglise de France.

§ 5. — Les doléances du clergé

On peut bien penser qu'en présence de ces deux faits : refus fréquent par le pouvoir civil de justicier les excommuniés ; mesures prises par ce pouvoir pour contraindre les ecclésiastiques à révoquer des sentences ou à s'abstenir d'en prononcer, le clergé n'allait pas manquer de formuler des plaintes nombreuses et motivées. Sans doute le pouvoir civil énumère tout au tout une série de griefs : dans le Languedoc (1), les bayles royaux se plaignaient d'être obligés par les officiaux à contraindre, au bout d'un an, les excommuniés à se faire absoudre ; sans doute, les fidèles se révoltent contre les sentences trop facilement prononcées (2), mais ces plaintes ne sont que peu de chose si on les compare à celles que le clergé ne cesse de formuler.

(1) Arch. Nat. J., 350, n° 8.

(2) Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 74.

En 1303 (1), le légat du Pape, cardinal des SS. Pierre et Marcel, demande au Roi de ne pas permettre que, par la violence, les prélats soient empêchés de se servir de leur glaive spirituel. Un concile de Bayeux (2) se plaint de la rébellion des excommuniés (canon 17). Il appelle de tous ses vœux la contrainte civile (canon 18). Toutes ces doléances allaient être reproduites au concile de Vienne.

Voici quelles sont, en matière d'excommunication, les doléances de la province de Sens (3). Article 13 : Les autorités séculières refusent d'éviter les excommuniés et les admettent à porter témoignage, à plaider, à être demandeurs. Article 15 : Ces mêmes autorités qui ont été excommuniées, méprisent la sentence et refusent de comparaître devant l'official avant d'avoir été préalablement absoutes. Article 18 : Il y a des excommuniés qui soutiennent l'anathème depuis de nombreuses années : Clément V est supplié de trouver pour cette pratique déplorable un remède opportun. Enfin, l'excommunication est méprisée, même par des ecclésiastiques : les moines de Cluny et d'autres monastères ensevelissent les excommuniés en terre sainte d'une manière tout à fait fréquente, ce qui pousse les laïques à se moquer du glaive spirituel. Si les membres des confréries que les exempts patronnent sont excommuniés par les ordinaires, ces exempts se hâtent de les nommer conseillers ou avocats de leurs confréries, et prétendent qu'en cette qualité l'excommunication ou

(1) Ann. eccl. XXII, ad. ann., 1303, n° 326.

(2) Bessin, *Conc. Roth. prov.*, II, 239.

(3) Mollat, *Revue d'hist. eccl.*, 1905, t. IV, p. 325.

l'interdit ne peuvent les atteindre. La province flétrit les autorités royales qui refusent de contraindre, par la saisie du corps ou des biens, les excommuniés récalcitrants à recevoir l'absolution (1).

Le diocèse de Toulon articule ces griefs (2) : les excommuniés méprisent la sentence qui les frappe en disant : Votre excommunication, nous nous en moquons et nous n'en faisons aucun cas : « *De vestra excommunicatione non curamus nec apreciamus eandem* ».

La province de Reims (3) constate avec amertume que les seigneurs empêchent les clercs de prononcer des sentences d'anathème par la saisie de leur temporel, estimant à tort qu'ils ont le droit de se protéger ainsi par la coutume du pays. Les autorités refusent de contraindre les excommuniés, bien qu'ils le fassent dans d'autres provinces de France. La province de Bordeaux (4) présente les mêmes griefs, de même que l'évêque de Chartres.

Ces plaintes une fois exposées, quels sont les remèdes proposés par les prélats ? Certains sont d'avis (5) de ne plus lancer d'anathèmes, pour ne pas s'exposer à les voir tourner en dérision. La province d'Auch suggère d'excommunier *ipso facto* tout seigneur qui refusera d'aider l'Eglise. Le Chapitre de Chartres voudrait

(1) *Archiv für Litteratur und Kirchen-Geschichte*, t. IV, 1888. Ehrlé, *Actes du Concile de Vienne*, p. 396.

(2) *Ibid.*, p. 380.

(3) *Ibid.*, p. 385.

(4) *Ibid.*, p. 390.

(5) *Ibid.*, p. 400.

qu'on suspendît tous les privilèges tendant à accorder au Roi et aux nobles l'exemption de l'excommunication ou de l'interdit, puis de recourir à l'ancienne coutume, qui était de fermer complètement les portes des églises et de cesser le service divin. Elle se demande aussi s'il ne serait pas opportun de ne permettre aux seigneurs d'être absous que par le Pape, si, au bout de huit jours, ils n'ont pas fait leur soumission (1). Quant aux sentences dont on a arraché par force la révocation aux clercs, la province suggère de ne pas prendre cette révocation en considération, puisqu'elle est nulle *ipso facto*. La province de Bourges (2) connaît un remède général contre tous les maux dont souffre l'Eglise; c'est, peut-être le plus efficace de tous ceux qui ont été jusque-là préconisés. Il consiste à priver tous les excommuniés du droit de posséder un bénéfice et cela, jusqu'au quatrième degré de parenté. Mais, en revanche, la sentence ne devrait être lancée que pour des fautes graves et avec des intervalles raisonnables; car c'est par leur présence que l'excommunication, peine médicinale, devient mortelle et que l'arme spirituelle est méprisée. Les princes catholiques devraient envoyer dans chaque diocèse des hommes probes et dévots qui enquêteraient sur l'étendue de la juridiction ecclésiastique et feraient révoquer tous les abus qu'ils découvriraient au cours de leur enquête. C'est le devoir des princes d'agir ainsi, car ils sont placés sur le trône « *ut efficiant per terrorem, quod sacerdotes facere ne-*

(1) *Ibid.*, p. 405.

(2) *Ibid.*, p. 415.

queunt per timorem ». Clément V se fit l'écho de ces plaintes dans une lettre (1) où il flétrit l'audace des nobles qui font célébrer le service divin dans les lieux interdits en y appelant tous les fidèles : il excommunie ces seigneurs.

Les moyens préconisés devaient être bien peu efficaces : comment ces prélats pouvaient-ils croire que la menace d'anathème ou d'interdit donnerait plus d'autorité à leurs sentences ? C'est vouloir, au lieu de porter remède à un mal, y ajouter un autre de même nature. La solution proposée par la province de Bourges peut être meilleure, mais elle est injuste en ce qu'elle frappe les parents du coupable ; en outre, une pression du pouvoir séculier ne rendra-t-elle pas vains ces efforts ? De tous côtés, les résistances grandissent, et l'Eglise est désarmée ; dans cette lutte et à partir de cette époque, on peut dire que le pouvoir civil a gagné la partie.

§ 6. — L'excommunication lancée contre les officiers royaux

L'article 16 des Libertés de l'Eglise gallicane s'exprime en ces termes : « *nul officier du Roi ne pourra être excommunié à raison des faits de charge* ». C'est la codification d'une règle très antérieure, dont nous allons rechercher l'origine. Il faut, à notre avis, la retrouver dans les privilèges normands dont nous avons déjà parlé : les officiers du duc de Normandie ne

(1) *Clem. V*, 10, 2.

peuvent être excommuniés « *rege non requisito* ». En possession d'une si belle arme, les Rois de France, après la conquête, ne devaient pas tarder à en faire usage. Dans quels cas ? Il ne convient pas de s'attacher à l'expression bien postérieure de « faits de charge » ; cela exclut certainement tous les manquements à la loi divine, l'officier royal n'étant alors considéré que comme un simple fidèle. C'est une expression volontairement vague, comme celle des « cas royaux » et tel « fait de charge » sera réputé tel au xvr^e siècle, qui ne l'était pas au xiii^e. Il est donc très difficile de délimiter les cas où l'officier se trouvera immunisé contre les censures ecclésiastiques. Et, puisque nous avons parlé des cas royaux, relevons certains points communs entre eux et ceux pour lesquels le bailli ne pourra être excommunié, s'il s'en attribue la connaissance : vers 1225, un conflit de juridiction éclate entre Louis VIII et l'évêque d'Arras (1) ; le prélat ne devra pas excommunier l'officier royal « *pro justicia raptus et multri, latronis, duelli, sanguinis, melleye et violencie* ». Ne sont-ce pas là des cas royaux ? Malheureusement, nous manquons, par la suite, de documents aussi précis. Et cela se conçoit, chacun des pouvoirs en lutte contre l'autre considérera comme un empiètement l'activité de son rival : les ecclésiastiques excommunieront les officiers du Roi ; ceux-ci, à leur tour, pour se faire absoudre, procéderont par la saisie du temporel. Dresser d'une façon limitative la liste des occasions où son bailli ou son prévôt échappait à la censure, c'eût

(1) Petit-Dutaillis, *Louis VIII*, p. 520.

été, pour le pouvoir royal, renoncer à d'autres élargissements de sa juridiction.

En 1265, le lieutenant du bailli d'Artois ; en 1269, le prévôt d'Auxerre sont excommuniés « *propter excessus, quia nituntur enervare jurisdictionem ecclesiasticam* » (1). En 1273, nous trouvons une précision : le prévôt de Beauvais a été frappé d'anathème pour avoir tenté d'arracher un clerc des prisons épiscopales : ce clerc était notoirement chargé de plusieurs crimes ; or, les causes criminelles sont de la connaissance du juge royal ; cependant, le prévôt devra faire amende honorable et sera privé de son office (2). Moins d'un demi-siècle plus tard, un fait presque identique se reproduit à Thérouanne, pour la même infraction, en 1311. Le bailli d'Amiens, qui s'est emparé de la personne du clerc assassin, est excommunié, mais le Parlement décide que l'évêque de Thérouanne devra lui faire remise de l'amende qu'il a encourue ; le bailli devra cependant « *soliciter sa réunion à l'Eglise* » : il ne subira pas d'autres peines. Cet arrêt de 1311 marque une transition, et le moment viendra où l'officier royal ne devra même plus demander son absolution, il se chargera de l'obtenir en saisissant les biens de l'ecclésiastique : c'est ce qui se passe à Rouen en 1326 (3). Les termes de l'arrêt du Parlement appelé à se prononcer sur l'affaire sont très nets : le vicomte d'Auribecc a été excommunié à raison d'un fait de charge : il

(1) Bibl. Nat. Franç. *Nelles acquis*, 8309, fol. 420.

(2) *Ibid.*, fol. 421.

(3) Arch. Nat., Y³, fol. 57, r^o et v^o.

a demandé à l'official de Rouen de lui livrer des faux monnayeurs. C'est un crime dont la poursuite par l'Eglise ne peut se justifier en aucune façon; le temporel de l'archevêque de Rouen est mis sous séquestre. Ainsi que nous l'avons fait remarquer (p. 148), cet arrêt est qualifié de notable. On peut croire que c'est un des premiers qui posa le principe dont naquit l'article 16 des Libertés. L'évolution dans ce sens a dû se poursuivre lentement pendant tout le cours du règne de Philippe le Bel pour arriver, en 1326, à cette conclusion. A partir du règne de Philippe VI, le principe n'est même plus discuté, et la saisie du temporel comme sanction de son respect est posée comme une chose toute naturelle et de jurisprudence constante.

CHAPITRE V

Du règne de Philippe VI de Valois au concile de Constance (1328-1418)

§ 1. — Les auteurs ecclésiastiques, canonistes et théologiens

Le règne de Philippe VI de Valois s'ouvre par la célèbre controverse, dite dispute de Vincennes qui eut lieu en 1329 (1). Elle ne nous intéresse pas directement, car elle vise surtout les conflits de juridiction entre les autorités civiles et ecclésiastiques. Elle ne contient pas grand'chose de nouveau sur la contrainte civile mais elle la suppose existante, tout au moins en théorie, puisque le « *Libellus Domini Bertrandi* », adressé à P. de Cugnères, dit dans son article 12 (2) : Les excommuniés qui ne se soumettent pas sont aggravés et les prélats avertissent les juges séculiers, d'avoir, sous peine d'excommunication, à contraindre les délinquants à se faire absoudre. Et si les officiers royaux (art. 13), obéissant à ces monitions, se transportent au domicile des excommuniés et n'y trouvent aucun bien qu'ils puissent saisir, ils devront aller trouver l'official et jurer qu'ils n'ont rien trouvé (3).

(1) Cf. Ol. Martin, *l'Assemblée de Vincennes*.

(2) Dans *Libertés*, II, p. 16.

(3) Il s'agit ici de l'excommunication pour dettes.

Quant aux auteurs :

Marsile de Padoue, dans son *Défensor Minor* (1) dit que ni l'évêque, ni le Pape ne peuvent excommunier, à moins que l'unanimité, ou tout au moins la grande majorité des fidèles n'y consente. Pourquoi ? Parce que l'excommunication n'est pas uniquement une peine spirituelle, mais qu'elle est temporelle en même temps, « *quoniam hæc auctoritas est realis, coactiva aut personalis vel utraque, civiliter in hoc sæculo, quamvis mediate, solis autem auctoritas nullomodo sacerdotibus convenit...* », car, s'ils exerçaient seuls cette puissance, les princes de ce monde deviendraient inutiles : *sic enim principes, reges... essent otiosi*. Marsile suppose évidemment : 1° Que l'excommunication entraîne, *ipso facto*, des peines civiles ; 2° Qu'il appartient au prince de les appliquer (et non de les prononcer), car tel est le devoir des Rois. C'est en somme le principe de la séparation des pouvoirs. Quant aux biens saisis sur les excommuniés, Marsile se sépare de la doctrine classique d'Innocent IV sur l'« *expositio in prædam* » : la confiscation ayant été opérée par les autorités séculières, c'est à ces dernières qu'incombera le soin de régler la destination de ces biens (2).

Oldradus (3) dit que le bras séculier doit contraindre les clercs excommuniés à venir à résipiscence. Mais de quelles réserves ce principe n'est-il pas entouré !

(1) Ed. C. K. Brompton, Birmingham, 1922, cap. X.

(2) *Ibid.*, X, n° 6. Il convient de faire remarquer que Marsile professe sur ces questions des opinions peu orthodoxes sur lesquelles on ne peut trop s'appuyer.

(3) *Consilia et Questiones*, n° 89, Lyon, 1683, p. 40.

Remarquons d'abord qu'il ne s'agit plus que des *clerics* excommuniés et Oldradus nous apprend ensuite qu'une sentence injuste ne doit pas être mise à exécution : c'est ouvrir la porte à un examen et à un contrôle de l'autorité temporelle ; de plus, cette invocation au bras séculier ne doit intervenir qu'en tout dernier lieu, aussi les lettres de réquisition adressées aux officiers par le juge d'Eglise contiennent-elles ces mentions : *necesse emin est... ; opus est.*

En avançant encore dans le temps, nous trouvons le *Songe du Verger* qui nous retiendra davantage.

C'est une œuvre de polémique dont l'auteur reste encore inconnu et qui fut probablement inspirée par Charles V ; elle parut vers 1379. Les idées de l'auteur sont nettement favorables au pouvoir royal, puisque, dans cette longue discussion entre le clerc et le chevalier, c'est toujours ce dernier qui l'emporte. L'idée générale, c'est que les deux puissances sont séparées, mais que le glaive temporel doit venir en aide au glaive spirituel (1) ; cependant, à défaut d'une sentence d'Eglise, le pouvoir royal serait mal venu à agir, car il ne connaît rien des peines et des récompenses de la vie future, ni des mérites ou des démérites qui s'attachent aux actions humaines (2). Passant plus directement à la question de la contrainte civile contre les excommuniés, le chevalier se plaint (3) que les officiaux excommunient pour dettes et obligent les juges royaux à saisir les biens des

(1) Goldast, *Monarchia*, I, p. 161.

(2) *Ibid.*, p. 169.

(3) *Ibid.*, p. 180.

débiteurs excommuniés. Le clerc répond qu'en procédant canoniquement contre ces derniers, l'Eglise a fait ce qu'elle a pu et qu'elle n'a plus d'autre ressource que le secours au bras séculier « *et hoc de jure divino et humano conceditur* ». (Ce droit humain n'est autre que l'ordonnance de Saint Louis). Le chevalier réplique alors que si les officiers royaux obéissant aux monitions de l'official n'ont trouvé aucun bien chez l'excommunié, sont tenus de se présenter devant la cour d'Eglise et de jurer que leur perquisition n'a donné aucun résultat, et que c'est une pratique intolérable. Le clerc répond que telle est la coutume, et qu'au surplus, le bailli devra se payer de ses dépenses sur les biens du délinquant.

Les chapitres suivants sont remplis des plaintes dirigées contre l'Eglise à raison de la facilité trop grande avec laquelle elle prononce les excommunications (1). Les officiaux font citer les fidèles qui communiquent avec les excommuniés, à une ou deux lieues à l'entour. Cent personnes sont parfois convoquées, dont beaucoup payent deux ou plusieurs sols, ce qui est un abus intolérable (2). Le clerc répond qu'il ne croit pas que les officiaux se livrent à cette pratique. L'idée qui se dégage de cet examen, c'est que le principe de la contrainte civile est encore bien établi, puisque l'auteur du *Songe* ne s'élève en somme que contre la prétention des officiaux de vouloir faire contraindre les excommuniés *pour dettes*, et ceux-là seuls. On sait qu'il vou-

(1) P. 185.

(2) Les taxes de la Pénitencerie publiées dans *Archiv für Litteratur und Kirchen-Geschichte*, IV, p. 221, qui datent de 1338 fixent à 4 sols tournois l'amende à payer dans le cas prévu ci-dessus.

drait bien réduire le plus possible cette pratique, mais les doctrines sont trop fermes pour pouvoir rompre ouvertement en visière avec elles. Cependant, en examinant ces doctrines, nous allons pouvoir constater un affaiblissement de la discipline rigoureuse de l'Eglise et de ses sollicitations aux princes séculiers. Cela sera d'autant plus sensible que nous avancerons dans le temps.

Au siècle suivant, le grand Gerson étudie les différents cas où le pouvoir des clefs est méprisé (1); on sent qu'il blâme l'abus des anathèmes; il ne s'oppose pas à ce qu'un fidèle qui a été injustement frappé cherche l'appui de l'autorité séculière. Il invoque la loi naturelle pour justifier cette opinion : « *Lex enim naturalis dictat ut possit vis vi repelli* ». Les excommunications injustes ne sont pas le droit, mais force et violence. Gerson ne parle pas expressément de la contrainte civile, se bornant à dire que le mépris des clefs doit être poursuivi par l'autorité légitime : « *Contemptus clavium debet investigari ex potestate legitima* ». Il semble reconnaître au pouvoir civil le droit de vérifier le bien-fondé de la sentence ecclésiastique; s'il en était autrement, les prélats pourraient en quelque sorte réduire en servitude qui bon leur semblerait : « *alioquin Prælati possent inducere qualemcumque vellent, super illos servitutem, si suis sententiis iniquis et erroneis semper esset obediendum* ».

Le concile de Bourges de 1336 (2), canon 12, prend

(1) Goldast, I, p. 150-151, *De excommunicationis valore*.

(2) Mansi, XXV, col. 1065.

des mesures contre les excommuniés qui obligent les ecclésiastiques « *nunc per preces armatas (sic), nunc aliter et aliter* » à les absoudre ; en outre, les juges séculiers admettent ces excommuniés à être demandeurs, témoins ou avocats devant leurs tribunaux, ce qui ne saurait être toléré. En 1344, un concile de Noÿon (1) adresse cette supplique au Roi : « *item combien que les escomeniés l'en doie eschiver et ne doivent pas estre reçus à faire demande en jugement, ne à porter témoignage, ne à estre advocats, néantmoins, plusieurs de vos dits officiers, tant vos seigneurs de Parlement comme aultres, les y reçoivent en grant péril de leur âme et en grant contempnement de Sainte Eglise, ainsi volentiers ou plus comme ceulz qui ne sont pas escomeniés* » ; en 1346, un concile de Paris (2), c. 3, § 4, réclame la contrainte ; Clément VI invoque le secours du bras séculier (3) : ces réclamations étaient sans doute fondées, car nous ne retrouvons, sous le règne de Charles V, qu'un seul exemple certain de contrainte, encore le cas est-il tout à fait spécial (4) : un certain Barnabé « *de Vicecomitibus* » s'était rendu coupable de maints excès : il est excommunié et le reste pendant plusieurs années. Urbain V, à la suite de cette contumace prolongée, le condamne comme hérétique, le prive du ceinturon militaire, de ses « *honneurs, privilèges, libertés, immunités, droits et biens* », et le soumet à toutes les peines civiles. Barnabé

(1) Varin, *op. cit.*, 2^e partie, p. 295, note 1.

(2) Mansi, XXVI, col. 19.

(3) Reg. de Clément VI, n^o 660.

(4) Reg. d'Urbain V, n^o 299, 16 mars 1362.

fit sa soumission (1). C'était plutôt l'hérétique que l'excommunié que l'on frappait, encore qu'il soit difficile, nous l'avons vu, de les séparer nettement l'un de l'autre.

§ 2. — Les coutumes et les ordonnances

Après avoir examiné les opinions des auteurs ecclésiastiques et les vœux des conciles, nous allons voir maintenant quelles sont, en matière de contrainte civile, les dispositions coutumières ; puis dans quelle mesure les ordonnances royales édictent cette contrainte, en attendant qu'une étude détaillée de la jurisprudence du Parlement de Paris nous permette de constater jusqu'à quel point il y avait concordance entre la théorie et la pratique.

A. *Les coutumes.*

Les textes coutumiers de cette période ne nous sont pas d'un grand secours. *Le livre des droiz et commentements de justice*, qui date de la deuxième moitié du XIV^e siècle, contient encore le principe que « nul ne doit respondre à homme escommenié » (2). Le paragraphe 258 reproduit presque textuellement le passage correspondant des Etablissements de Saint Louis touchant la contrainte civile, mais il ne parle pas de la

(1) *Ibid.*, n° 386 ; mais il ne tarde pas à recommencer, n°s 414, 424 ; 470, 724, 725, 826, etc.

(2) *Livre des droiz*, éd. Beautemps-Beaupré, § 72.

quotité de l'amende exigible après absolution. Le *Grand Coutumier* fait également mention de la contrainte (1). Il y est dit que les sergents de l'official de Paris ne peuvent prendre leurs « bannis », mais que le juge laïc pourra faire procéder à l'arrestation de ces derniers, à la requête du juge d'Eglise qui devra exhiber les enquêtes qui ont été faites « et aucuns prouvent que les juges laïcs ne doivent à ajouter foi à leurs informations, mais lui peuvent refuser la prise, jusqu'à ce que l'official les ait informés du cas ». Plus loin, il est dit que l'homme excommunié pour dettes ne sera pas poursuivi (2).

La coutume de *Reims*, rédigée en 1481, mais qui existait bien auparavant, s'occupe de l'exception d'excommunication invoquée en cour laïe (3). La partie qui s'en prévaut contre les témoins cités par son adversaire doit « en faire prompte foy, sur-le-champ », autrement, elle est déboutée. Si l'excommunication est prouvée, la partie qui est ainsi frappée aura huit jours pour se faire absoudre, faute de quoi elle ne sera pas admise à plaider, si elle est demanderesse, et perdra sa cause, si elle est défenderesse (4).

Si nous examinons quel est l'avis de Bouteiller sur ces questions, il nous apprend (5) qu'en cour laïe on ne reçoit pas d'homme excommunié; cependant, il faut prouver promptement l'existence de la sentence.

(1) Ed. Laboulaye et Dareste, p. 608.

(2) *Ibid.*, p. 611.

(3) Varin, *Arch. législ.*, 1^{re} part., p. 816, art. 6.

(4) Art. 7.

(5) *Somme rurale*, éd. Charondas, II, 9, p. 69.

Plus loin (1), Bouteiller, parlant des déchéances qui frappent les excommuniés, nous dit qu'ils « ne doibvent avoir compagnie en marchandise avec autre, ni ne doibt leur estre louée maison et perdent respons en cour ».

B. *Les ordonnances.*

En novembre 1329, Philippe VI, sur les plaintes d'Henri de Chamay, frère prêcheur, inquisiteur à Carcassonne, renouvelle l'ordonnance *Cupientes* (2). En 1351, Jean le Bon, sans rappeler expressément les dispositions prises par Philippe le Bel renouvelle la grande ordonnance de mai 1302 sur les libertés et franchises des Eglises. Le même Roi, en 1355 (3), prend une mesure contre les excommuniés, mais qui tourne à son propre avantage : certains clercs du diocèse de Paris refusent d'acquitter les aides levées par les Etats. Jean le Bon prescrit aux commissaires, députés pour la perception de l'impôt, de faire prononcer contre ces clers une sentence d'excommunication, et, après une semaine, de les contraindre à se faire absoudre par la prise de leur temporel. Admirens le biais ingénieux par lequel le Roi utilise à son profit le principe de la contrainte. Du reste, le procédé devait être bon, puisque Charles, duc de Normandie, reprend les dispositions édictées par son père le 14 mai 1358 (4). Etant monté sur le trône, il semble se montrer favo-

(1) P. 103.

(2) *Ord.*, II, p. 40.

(3) *Ord.*, III, p. 24, note C.

(4) *Ibid.*, p. 231, art. 22.

nable à l'Eglise et, le 3 juillet 1371, ordonne d'exercer la contrainte civile; cette disposition est provoquée par les plaintes de Guillaume de Poitiers, évêque de Langres (1). Il y avait dans son diocèse une grande multitude d'excommuniés pour dettes qui soutenaient la sentence *animo indurato* pendant vingt ans et plus, au grand scandale des fidèles. Ce qui aggravait leur cas, c'est que la plupart d'entre eux étaient riches et auraient pu facilement dédommager leurs créanciers. Le Roi mande à ses officiers d'en faire bonne justice à la requête de l'évêque, mais on ne devra pas exiger d'eux, pour leur absolution, une somme plus élevée que ne le permet l'usage (2).

Charles VI, au début de son règne, enjoint à ses officiers de « *contraindre vigoureusement et sans délai, par la prise, levée, vendicion et expection du temporel* » les clercs excommuniés pour avoir refusé d'acquitter les taxes imposées par Clément VII. Le lien entre l'excommunication et la contrainte est très nettement marqué, mais des abus ne tardèrent pas à se faire jour; aussi, en 1385, le Roi révoque-t-il les lettres qu'il avait accordées (3). En 1444, à l'occasion des excès commis par les gens de guerre, principalement dans le diocèse de Grenoble, le Roi mande à l'évêque de cette ville d'avoir à publier une constitu-

(1) *Ibid.*, V, p. 414. Cette ordonnance est reproduite sans ses dispositifs dans le *Grand Coutumier*, p. 611.

(2) En revanche, le Roi prie la même année l'évêque de Langres d'excommunier les faux monnayeurs existant dans son diocèse. *Ord.*, V, p. 426, 6 octobre 1371.

(3) *Ord.*, VII, p. 131, 3 octobre 1385.

tion d'Urbain V qui excommunie tous ceux qui causeraient des troubles dans le royaume, « *pour que ce soit exemple à tous autres, et que chacun s'abstienne de converser avec eux et de leur donner confort, faveur et aide, en quelque manière que ce soit* » (1). Ainsi, un pouvoir faible et déchiré par les factions a recours au glaive spirituel contre ses ennemis, mais de quelle importance pratique pouvait bien être contre ces pillards la menace d'un anathème? Et combien le glaive temporel eut été alors plus efficace!

A côté de ces dispositions bienveillantes envers l'Eglise, qui accordent plus ou moins libéralement la contrainte civile, nous en rencontrons d'autres qui ont pour objet de forcer les ecclésiastiques à s'abstenir de porter des sentences d'anathème ou à révoquer celles qu'ils ont déjà prononcées. C'est ainsi qu'en 1335, Philippe VI mande au sénéchal de Beaucaire (2) que les évêques de Maguelonne, de Nîmes et de Viviers ont promulgué des sentences d'excommunication et d'interdit sur les terres du domaine royal, en violation des privilèges de la couronne. Le Roi ordonne au sénéchal de faire révoquer ces sentences par la saisie du temporel des évêques précités; en 1364 (3), Charles V mande au vicomte de Rouen d'inviter l'official de cette ville à lever l'excommunication prononcée contre le bailli; le même Roi, en 1366, accorde certains privilèges aux monnayeurs de Paris (4). Plusieurs juges

(1) *Ibid.*, IX, p. 652, 5 novembre 1411.

(2) *Ord.*, II, p. 65.

(3) Delisle, *Mandements de Charles V*, n° 119.

(4) *Ord.*, IV, p. 731.

d'Eglise les font semondre, « *les travaillent et mettent en excommuniement* » ; le Roi ordonne à son prévôt d'aller trouver l'évêque pour le prier « *de rappeler et mettre à néant tout ce qui aura été fait ou attempté par sentence d'excommuniement* ». En 1377, les juges du Chapitre de Lyon font citer devant eux certains habitants pour répondre de causes réelles ou mixtes (1). Un nommé Huet de Earben a déclaré qu'il n'était pas tenu de comparaître devant une cour de chrétienté et on l'a excommunié, chose qui nuit à la juridiction temporelle, car si elle était tolérée, les officiaux s'attribueraient « *par voies indirectes et malicieuses* » la connaissance des causes réelles. Le Roi ordonne au bailli de Mâcon de saisir les biens du Chapitre jusqu'à satisfaction.

Ainsi donc, si, d'un côté, nous voyons le pouvoir royal ordonner la contrainte contre des excommuniés, nous le voyons, d'autre part, prendre des mesures pour restreindre le libre exercice du glaive spirituel entre les mains des ecclésiastiques.

Les Papes s'en plaignent : Clément VI s'adressant à l'évêque de Cahors, lui enjoint d'ordonner au sénéchal de dépendre un clerc, et de l'excommunier s'il s'y refuse « *spretis periculis et dispendiis temporalibus* » (2). En 1364, l'archevêque de Lyon excommunie Aymon de Neures, lieutenant du bailli de Mâcon ; Aymon se plaint au Roi qui prescrit la saisie du temporel du prélat ; le Pape charge l'évêque de Beauvais de faire

(1) *Ord.*, VI, p. 295.

(2) *Reg.* de Clément VI, n° 262.

des représentations au Roi, qu'il dit être mal inspiré par ses conseillers (1).

Ces plaintes étaient-elles fondées en pratique, c'est ce que nous allons examiner d'après la jurisprudence du Parlement de Paris (2).

§ 3. — La jurisprudence du Parlement

Avant d'en entreprendre l'étude, disons tout de suite que nous nous attacherons spécialement à rechercher si la contrainte civile a été exercée contre les excommuniés à raison de la seule excommunication : nous pensons aux cas de contrainte qu'on relève assez fréquemment sous Charles V, à propos de la position prise par le Roi dans l'affaire du Grand Schisme. Il ne convient pas de traiter cette question qui dépasserait le cadre de notre étude et qui, au surplus, a été amplement traitée par M. Noël Valois ; disons simplement que Charles VII soutient Clément VII, que la France presque entière reconnaît ; il y a cependant çà et là des résistances isolées. Après les moyens de persuasion, on employa des procédés plus énergiques : les clercs urbanistes se voyaient déferés aux juges délégués par le Pape et la Royauté, bon gré, prenait sa part des répressions. C'est ainsi que plus d'un urbaniste fut forcé de s'incliner devant des censures dont il contes-

(1) Reg. d'Urbain V, n^{os} 1028 et 1062.

(2) Ont été consultés pour cette étude : X¹ a du n^o 6 au n^o 55 inclus ; X² a, 1, 2, 3, 4, 5. Toutes les dates indiquées ont été ramenées au nouveau style.

tait la valeur « *et les autres s'enfuyoient et ne se osoient faire voir de long temps, dont c'estoit bien étrange chose* », rapporte le chroniqueur Pierre Cochon (1).

Le moyen que la Royauté put se soustraire à ces mesures violentes ? Elle y était d'abord personnellement intéressée, de peur que le mouvement religieux ne dégénérât en mouvement politique : en soutenant Clément VII, elle s'était engagée tacitement à le faire reconnaître par les Français et, dès lors, comment eût-il été possible à Charles V de refuser de prêter la main à l'exécution de sentences qui devaient étouffer la dissidence ? (2).

Ceci dit, examinons maintenant les cas de contrainte civile certaine que nous pouvons rencontrer, et, tout d'abord, remarquons que le pouvoir royal sévit avec rigueur contre les excommuniés qui arrachent par la force leur absolution.

Le 8 février 1331, une grave affaire éclate dans le village de Vaye, diocèse de Châlons, bailliage de Sens (3).

(1) N. Valois, *La France et le Grand Schisme*, I, p. 309.

(2) Nous ne nous attacherons pas spécialement non plus à l'excommunication de Charles VI par Benoît XIII. La question présenterait de l'intérêt si le Roi avait reconnu ce Pontife, mais dès lors qu'il ne le tient pas pour un successeur régulier de Saint-Pierre, qu'importe à ses yeux une sentence d'anathème qui doit être nulle *ipso facto* ? Sans doute, on peut objecter que nous ne nous plaçons qu'au seul point de vue français et qu'il conviendrait d'étudier la question du côté de Benoît XIII, mais ce serait alors engager une controverse sur la validité des élections pontificales, ce qui dépasserait notre sujet. Au reste, Benoît XIII, en excommuniant Charles VI, ne parle nullement des suites civiles de sa sentence, ce qui doit seul nous intéresser.

(3) X¹ a 6, fol. 144 r°.

Certains habitants d'Andrecies, au nombre de quarante et un, avaient volé les vaches appartenant aux religieuses dudit lieu. Comme ils se refusaient à les rendre, l'abbesse les fit excommunier par l'official de Châlons, qui envoya les lettres contenant la sentence au curé de Vaye, pour qu'elles fussent lues en chaire. A peine les coupables en eurent-ils connaissance qu'il s'élancèrent « *magno impetu* » sur le prêtre, cherchant à lui arracher les lettres qu'il eut le temps de remettre à l'abbesse. La fureur populaire se tourna alors contre elle : hommes et femmes, nobles et manants, voire même des clercs, la frappèrent en s'écriant : « *Prava meretrix, ribalda, tu trades nobis illas litteras aut nos occidemus te* ». Elle fut dépouillée de ses vêtements et frappée ; les gens du Roi vinrent enfin la délivrer : le maire avait assisté, impassible, à toutes ces fureurs. Le Parlement décide que les coupables perdront tous leurs biens, dont la moitié sera pour la victime, et l'autre moitié pour le Roi ; ils devront en outre se faire absoudre ; le maire est condamné à 200 livres tournois d'amende.

Un fait presque analogue se reproduit deux ans plus tard dans le même diocèse (1). Le chambrier de la cathédrale de Châlons avait fait excommunier un certain Pierre « *de Gradus* ». Ce dernier, par menaces et fraudes, lui avait extorqué son absolution et en avait fait dresser acte par le notaire de l'officialité, puis il avait ameuté la ville contre l'ecclésiastique que l'on jeta en prison. Le bailli, saisi de l'affaire, admit que

(1) X¹ a 6, fol. 290 r^o, 23 janvier 1333.

l'absolution avait été obtenue sans violence aucune. La cour tint le contraire pour certain et les coupables furent punis plus ou moins sévèrement (2).

Nous trouvons un exemple certain de contrainte civile exercée dans le diocèse de Sens (2). Une certaine Amelote La Sassièrre avait été jetée dans les prisons de l'official de Sens par les soins du prévôt Adam de Villemare, agissant sur les ordres du bailli de Melun. Pour quelle cause ? Parce qu'elle avait été excommuniée, aggravée et réaggravée et que la coutume dans l'archevêché de Sens était de faire appel au bras séculier si le coupable ne se soumettait pas. Du reste, Amelote ne niait pas que tel fût l'usage, elle prétendait simplement avoir été absoute, mais le Parlement la déboute de son appel (car, le 21 mars 1369, jugement avait été rendu contre elle et elle en avait appelé), confirma le jugement et la condamna aux frais.

A Reims, nous savons également que la contrainte civile était exercée (3) par l'archevêque et que cela amena des conflits avec son chapitre ; un accord fut signé en 1372 ; mais ici, l'archevêque agit comme seigneur temporel : il est logique qu'il mette volontiers

(1) L'effet moral de l'excommunication devait être bien affaibli dans le diocèse de Châlons, car, en 1385, l'évêque fait remarquer que ses diocésains craignent les moyens de contrainte temporelle plus que ceux de contrainte spirituelle. *Z. der S.-St. Kan. Abt.*, 1916, p. 218. M. Hasbagen fait remarquer que la crainte de l'anathème, si elle a presque disparu chez les nobles, subsiste encore parmi les petites gens ; sans doute leur foi était-elle plus vive.

(2) X^e 22, fol. 137 v^o, 22 mai 1370. *Pièce justif.*, n^o 7.

(3) Varin, *Arch. adm.*, III, p. 379, 21 mai 1372.

sa force matérielle au service de son glaive spirituel (1).

La contrainte est-elle exercée en Normandie ? Un arrêt (2) sur lequel nous aurons plus loin à revenir, nous apprend certains détails intéressants. Il n'est pas mis en doute que la contrainte doive s'exercer, dans la mesure où les baillis royaux le jugeront bon, puisqu'il est de coutume notoire qu'ils doivent avoir l'examen de l'affaire. En voici un exemple (3) : un nommé Pierre avait été condamné à l'amende, au mépris des droits de la couronne, disait le procureur du Roi. Comme il ne pouvait payer cette amende, Pierre fut excommunié, et à raison de cette censure, l'official le fit saisir et emprisonner, quoiqu'il n'en eût pas le droit. Cette dernière expression « *licet dictam capcionem*

(1) Cf. Arch. Nat. Y³, fol. 54 v^o, 25 novembre 1402. Ce qui prouve bien qu'il s'agit en cette qualité, c'est un procès très curieux intenté en 1403 par le Chapitre de Reims contre l'archevêque (Varin, *Arch. législ.*, 1, p. 340 et s.). Le Chapitre jouissait du privilège d'avoir dix-neuf sergents soumis à sa juridiction ; l'archevêque, au mépris de ce privilège, a excommunié trois de ces officiers. L'affaire va une première fois devant le Parlement qui fait une distinction en disant que l'archevêque pouvait procéder contre eux « *virtute sue jurisdictionis et non aliter* ». Les chanoines firent appel, disant que leurs sergents étaient exempts de toute juridiction, spirituelle ou temporelle. L'archevêque répondait qu'il était pair de France, ayant de ce fait juridiction temporelle, et que de droit commun, il possédait également le glaive spirituel ; qu'il avait excommunié ces trois officiers du Chapitre, en tant que fidèles, non en tant que sergents ; à quoi le Chapitre répliquait : « Pour faire une telle distinction, il faudrait que ces hommes eussent deux âmes » ! Le Parlement confirma son premier arrêt, maintenant le Prélat dans sa juridiction temporelle, en tant que pair du Royaume.

(2) Arch. Nat. Y³, fol. 37 v^o et s., 13 avril 1373.

(3) Fol. 39 r^o.

non habeat » ne peut, à mon sens, s'interpréter que de cette façon : l'official ne pouvait faire justice de Pierre, parce que la cause de l'excommunication était injuste et lésait les privilèges royaux. Il semble que si cet anathème eût été lancé à bon droit, on n'aurait pas reproché à l'official cette arrestation, quoiqu'il ait agi irrégulièrement et en violation de la coutume. Dire que la cause de l'excommunication est injuste, c'est très clairement reconnaître le droit de regard des officiers royaux dans la prononciation des censures ecclésiastiques. Nous en relevons encore un autre exemple (1), Jean Simon avait mis en cause Pierre Dupuy devant l'official pour une cause purement civile. Pierre déclina la juridiction ecclésiastique et en appela au bailli de Rouen. Il fut excommunié et l'official harcela les officiers royaux pour qu'ils l'emprisonnassent, ce que probablement il n'avait pas osé faire faire lui-même. Le Parlement leur fait défense expresse d'incarcérer ledit Pierre, puisque l'excommunication dont il est frappé a été prononcée au mépris des droits du Roi.

Ainsi donc, dans l'esprit des légistes, il ne peut y avoir aucun doute : le Parlement peut rechercher la « *justa causa excommunicationis* ». Cela ressort des arrêts rendus contre Philippe d'Alençon, et bien plus nettement encore d'un arrêt légèrement antérieur (2). Là aussi, le Roi était intéressé : il s'agissait de savoir si un nommé Jean d'Albignac, prêtre, du diocèse de

(1) X¹ a 23, fol. 55 bis v^o, 3 juin 1373.

(2) X¹ a 20, fol. 152 v^o et s., 12 juillet 1365.

Soissons avait été ou non excommunié. S'il ne l'avait pas été, la résignation qu'il avait faite de son bénéfice en faveur du demandeur au procès, maître Gervais de Confaineux, serait valable et la nomination que le Roi avait faite au même bénéfice, nulle et non avenue. On devine dans quel sens le Parlement trancha le différend, après avoir déploré avec véhémence qu'un chrétien et qu'un prêtre ait pu si longtemps soutenir l'anathème « *animo indurato* » (1).

Ce sont là les seuls exemples de contrainte que nous retrouvons sous le règne de Charles V, mais en revanche, nous allons en trouver un grand nombre où cette contrainte va s'exercer à rebours contre le pouvoir excommuniant (2).

Le 14 mars 1335, le Roi mande au bailli de Vermandois (3) de faire absoudre de l'excommunication qu'elle avait encourue la veuve d'Adam Lavenat, excommunication qui avait été prononcée à la requête d'un certain Jean de Troyon, envers lequel les époux Lavenat s'étaient conjointement obligés. Les biens de Jean seront mis sous séquestre jusqu'à ce que la censure ait été levée et que le corps d'Adam, qui avait été privé de la sépulture ecclésiastique, ait été inhumé en terre sainte. L'année suivante (4), à propos du cas royal de meurtre,

(1) Voyez un procès du même genre. B. N. Dupuy, 676, fol. 61 r^o, 3 février 1364.

(2) Le pape Grégoire XI se plaint qu'en Dauphiné, les officiers royaux ne mettent aucune bonne volonté à emprisonner, sur l'ordre des inquisiteurs, les hérétiques excommuniés, béghards et turlupins. Cf. Vidal, *Bullaire de l'Inquisition*, p. 396, n^o 276, 27 mars 1373.

(3) X¹ a 7, fol. 10 v^o.

(4) X² a 3, fol. 57 v^o, 5 mars 1336.

Philippe de Valois mande au bailli du Mans dont le lieutenant s'était saisi de la personne de criminels dont l'un se disait clerc, de contraindre l'évêque à révoquer d'abord les sentences d'excommunication prononcées contre le lieutenant, avant de faire entendre ses doléances. En aucun cas, semble-t-il, le pouvoir royal ne se prive du gage qu'il a saisi et ne rend aux ecclésiastiques leur temporel mis sous séquestre avant que satisfaction n'ait été par eux fournie : c'est ainsi que le prieur de Saint-Martin de Chartres se voit refuser la récréance, tant qu'un certain Guillaume de la Touche n'aura pas été absous de l'anathème qui pèse sur lui (1). Il paraît établi également que les officiers royaux, en certains cas tout au moins, cherchaient à concilier les parties en litige. Nous en avons un exemple (2) dans le différend survenu entre les consuls d'Agde et les ecclésiastiques du diocèse. Le Parlement ordonne à l'évêque de faire lever les sentences, en vertu de l'accord signé par les parties en litige. Cependant, quelques clercs se retranchaient derrière une subtilité de procédure, prétendant que l'accord était nul et non-avenu, et fulminèrent à nouveau l'excommunication contre les magistrats municipaux. La ville fut mise en interdit et la lutte dura jusqu'en 1346. Le Roi pour vaincre la résistance des ecclésiastiques eut recours aux procédés habituels et l'affaire se termina par sa victoire (3).

Parfois, les clercs soutiennent que le fait d'user des

(1) X¹ a 9, fol. 107 r^o et v^o, 3 juillet 1340.

(2) X¹ a 10, fol. 214 r^o, 3 août 1345.

(3) *Ibid.*, fol. 480 r^o, 13 juillet 1346. Ces deux documents ont été signalés par M. Ol. Martin dans son *Assemblée de Vincennes*,

armes spirituelles, ne constituent pas, ainsi que le voudraient les gens du Roi, un empiètement sur la juridiction temporelle, mais cet argument n'est pas pris en considération par le Parlement (1).

Enfin, pour abréger, disons qu'à partir de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, les exemples de contrainte exercée par les officiers royaux sur les ecclésiastiques pour les obliger à révoquer leurs sentences se font de plus en plus nombreux (2). Parmi toutes ces affaires, bien peu présentent quelque intérêt. Il nous suffira seulement d'en citer deux exemples : Le premier se trouve renfermé dans le Livre Rouge du Châtelet de Paris, où il est qualifié de notable (3). Il s'agit du procès intenté par le Procureur du Roi contre Philippe d'Alençon, archevêque de Rouen. Toute une série de griefs sont articulés contre lui : il excommunie les officiers royaux, au mépris des franchises et coutumes de Normandie (nous n'insisterons pas là-dessus, le point de départ étant fixé depuis longtemps, nous l'avons vu) ; il excommunie également les simples particuliers à tort et sans raison ; aussi, pour ces excès, verra-t-il son temporel saisi jusqu'à complète satisfaction. Cela ne dut pas

(1) Bibl. Mazarine, 2026, fol. 8 ^{vo}, 18 août 1343. X¹ a 13, fol. 165, ^{ro} et ^{vo}, 16 juillet 1352 ; Arch. Nat. Y², fol. 60 ^{ro}, 27 juin 1354.

(2) X¹ a 20, fol. 43 ^{ro}, 2 septembre 1365 ; X¹ a 28, fol. 204 et s., 23 juin 1379 ; X¹ a 46, fol. 2 ^{vo}, 25 novembre 1398 ; X¹ a 55, fol. 3 ^{vo}, 10 novembre 1407. Déclaration de Charles V du 5 janvier 1369, *Libertés*, I, p. 281 ; déclaration du 13 mai 1370, X¹ a 8602, fol. 67 et 68 ; Maugis, *Documents inédits... sur la ville d'Amiens*, II, p. 37. Défense d'excommunier à la légère ou au moyen de pratiques superstitieuses, B. N. Dupuy, 676, fol. 77 ^{ro}.

(3) Arch. Nat. Y², fol. 37 et s., 13 avril 1373.

suffire, puisque l'affaire est reprise le 3 juin 1373 (1) ; l'archevêque ayant à nouveau excommunié un laïc, devra annuler cette sentence.

Le second exemple date de 1397 (2). L'évêque d'Amiens, Jean IV de Boissy, avait fait publier un mandement où il excommunait « *tous ceulx qui empêchent la juridiction de l'Eglise* ». Le Procureur du Roi soutenait que ce mandement constituait un empiètement sur les droits du Roi et fit saisir le temporel de l'évêque qui révoqua entièrement ses dispositions.

Etudions enfin pour terminer le cas que faisait le Parlement de la règle canonique qui voulait que les excommuniés ne fussent pas admis comme demandeurs devant les tribunaux (3). Bouteiller présentait cette règle comme étant en usage, mais il parlait certainement d'une façon trop absolue. Nous avons un arrêt du Parlement du 3 juin 1389 qui est formel et qu'on pourrait appeler un arrêt de principes (4) ; il met en cause l'évêque du Mans et la duchesse d'Anjou, tante de Charles VI. L'évêque aurait désiré qu'on tînt compte devant les tribunaux de la duchesse, de l'exception d'excommunication ; la duchesse répliquait qu'une telle prétention était inadmissible ; que si le juge séculier refusait d'admettre l'exception, le défendeur au procès ne pourrait en appeler à l'official, mais seulement au juge laïc supérieur, et cela dans un délai

(1) X¹ a 23, fol. 55 bis v^o.

(2) Maugis, *Documents inédits... sur la ville d'Amiens*, I, p. 376..

(3) Cf. VI^o, V, 11, 8. Alexandre IV. Il est vrai que la glose ajoute : *Hæc exceptio non observatur amplius in foro sæculari*.

(4) X¹ a 37, fol. 150 r^o et v^o. *Pièce justificative*, n^o 8.

maximum de deux ans. L'official ne devait par aucun moyen s'entremettre auprès de l'autre juge pour faire admettre l'exception, car ce serait une entreprise contre la juridiction temporelle ; qu'au surplus, tel n'était pas l'usage dans le duché d'Anjou. Les prétentions de l'évêque du Mans furent repoussées.

Nous pouvons maintenant tenir pour certains ces faits à la veille du concile de Constance : 1° Le Roi de France ne peut être excommunié que pour crimes contre la foi. Cette sentence, en aucun cas, ne lui fera perdre sa couronne.

2° Les officiers royaux ne peuvent être excommuniés pour faits de charge (1).

3° Le pouvoir royal jouit du droit d'examiner les sentences d'excommunication lancées contre un fidèle ; il peut, s'il le juge à propos, ordonner que le récalcitrant sera contraint à la soumission, ou bien que le pouvoir excommuniant a outrepassé ses droits, cas auquel ce dernier pourra être obligé de se rétracter, faute de quoi, le temporel de l'ecclésiastique sera placé sous la main du Roi (2).

(1) A ces officiers, deux arrêts des 19 et 26 février 1410 cités dans *Libertés*, I, p. 102, assimilent les pairs de France. Févret, dans son *Traité de l'abus*, I, VI, nous apprend que Boerius et Oldradus, y ajoutent les gouverneurs et capitaines.

(2) Que tels soient les faits, c'est indubitable, mais en est-il de même en droit ?

Songeons qu'un Gallican aussi convaincu que Pierre Dupuy, dans le chapitre XI de son *Traité de la juridiction criminelle*, *Libertés*, I, *in fine*, a pu écrire à propos des absolutions obtenues par force ou par prise du temporel : « Il semble que les évêques aient raison de se plaindre de ces ordonnances... aucune loi, aucun canon n'oblige un

§ 4. — Le concile de Constance; les adoucissements à la discipline ecclésiastique

Voici, au commencement du xv^e siècle, le dilemme en face duquel se trouve l'Eglise : elle n'a guère pour assurer l'exécution de ses ordres, qu'une seule arme : l'excommunication ; or, à en faire un usage trop fréquent et en excommuniant « *pro levibus culpis* », cette arme tend à s'éteindre. On assiste même à cette singulière procédure qui semble bien être le dernier mot en matière d'excommunication : on excommunie à nouveau les fidèles qui, l'étant déjà, n'ont pas fait leur soumission. (1). Une ressource plus efficace serait le recours au bras séculier, mais il se dérobe bien souvent, quand il ne se retourne pas contre les ecclésiastiques.

Le seul moyen à la fois digne et efficace serait de restreindre l'usage de l'anathème : la route avait été déjà indiquée par le concile de Lyon de 1274, dans son canon 22, et c'est aussi l'opinion de forts bons

ecclésiastique d'excommunier ou d'absoudre à la discrétion du magistrat. Il y a encore deux autres choses qui rendent ces arrêts plus contraires au droit des évêques et à l'ancienne liberté de l'Eglise :

1^o C'est qu'on ordonne les absolutins à cautèle sans savoir si celui qui est excommunié mérite d'être absous.

2^o C'est que les Parlements envoient pour absoudre à tel évêque qu'il leur plaît, sans prendre garde s'il a droit, selonc les loix de l'Eglise de connaître de ce premier jugement ».

(1) Synode de Langres de 1404 dans L. Bochet, *Decreta Ecclesiae Gallicanae*, Paris, 1619, p. 261 : *Qui non prohibent excommunicatis, ut exeant de ecclesiis, sunt excommunicati..., qui moniti sunt et nolunt exire ecclesias sunt excommunicati.*

esprits ; Pierre d'Ailly, demande une revision des cas d'excommunication (1) ; Nicolas de Clamanges s'élève avec véhémence contre les excommunications futilles ou vexatoires (2). A la veille du concile de Constance, c'est encore l'avis d'Henri de Langenstein (3) : l'anathème est méprisé, car on en use trop légèrement.

Zabarella (4) propose de nommer une commission de quatre experts qui examineront les divers cas d'excommunication, en dresseront une liste qui sera remise au concile ; les Pères eurent soin d'écarter de cette liste tous les cas inutiles. Une opinion anonyme (5) demande que le prêtre coupable de faire servir l'excommunication à des fins purement temporelles soit suspendu pendant un an (6).

Mais d'autres opinions se font jour, moins raisonnables ou trop absolues : Jacques de Misa (7) prétend que « *Excommunicatio Papæ et aliorum Prælatorum nihil sit* », Jean Huss soutient les mêmes idées (8) ; tous deux sont condamnés par le concile de Constance ; au concile même, on parle de l'excommunication : l'Université de Paris voudrait en voir restreindre l'usage (9) ; elle demande que l'on absolve en bloc des

(1) Zimmermann, *Die Kirchliche Verfassungskämpfe*, p. 54.

(2) *De Reformatione Ecclesiae*, imprimé à la suite de G. Durand, *De Modo...*, éd. citée, p. 31.

(3) Von der Hardt, *Conc. Const.*, III, col. 54.

(4) *Ibid.*, I, col. 529.

(5) *Ibid.*, I, col. 751.

(6) Les Extravagantes Communes ne se montraient pas si sévères : V, 10, 2.

(7) Von der Hardt, op. cit., II, p. 344.

(8) *Z. der S-St., Kan. Abt.*, 1916, p. 259. Article de J. Hashagen.

(9) Finke, *Acta Conc. Constant.*, I, p. 141, § 28.

excommuniés par trop nombreux « *Innumera multitudo* » (1). Cependant, elle ne repousse pas l'idée même de la contrainte civile : une certaine bulle est accordée aux Franciscains, celui qui la critique ou la glose est excommunié *ipso facto* ; « *additur quod per invocacionem brachii secularis, si opus est, talis coherceatur* ». Les députés de l'Université déclarent que c'est impie de vouloir empêcher une glose par de semblables peines, mais d'après leurs propres expressions, ils reconnaissent que la coercition matérielle des excommuniés est de droit commun (2).

Comment le concile accueillit-il ces demandes ? Il s'agissait surtout de restreindre le trop grand nombre des excommuniés ; or, d'après les règles canoniques, était excommunié tout individu qui avait quelque participation avec un excommunié ; beaucoup de fidèles se trouvaient ainsi frappés à leur insu. De bonne heure, un mouvement s'était dessiné pour obvier à cet inconvénient : on exempta de la censure ecclésiastique toute personne ignorant avec qui elle avait eu affaire (3). On veut également en exempter les clercs (4). Gerson appuie cette proposition (5). Cependant, le concile de Constance ne décida rien : ce fut dans le Concordat allemand, intervenu lors du concile, qu'on introduisit un indult à portée générale, comme l'indique son texte : « *Ad vitanda scandala et multa pericula, subve-*

(1) § 30.

(2) Finke, *op. cit.*, II, p. 691.

(3) C. XI, qu., 3, c. 103.

(4) Glose sur Clément. V, 10, 10.

(5) Hübler, *Die Constanzer Reformation*, p. 394.

nendumque conscientis timoratis, omnibus christi fidelibus indulgemus.... » (1). Nul ne sera tenu à l'avenir de fuir la compagnie des excommuniés, à moins que la sentence n'ait été prononcée « *specialiter et expresse* » ou pour « *percussio clericorum* », et que le fait soit de notoriété publique.

Cet indult ne se trouve pas dans les actes du concile ; il ne fut pas non plus publié avec son assentiment « *sacro approbante concilio* » ; c'est un point particulier du concordat allemand qui fut ensuite étendu par Martin V à toute l'Eglise (2). Saint Antonin écrit que la constitution « *Ad vitanda* » avait été proposée au concile, mais repoussée par la nation italienne ; certains la voulaient temporaire, valable pour cinq ans ou jusqu'au futur concile (3). « *Deux docteurs en théologie qui étaient au concile nous dirent qu'elle avait été acceptée par tous, et pour sortir effet perpétuel ; mais l'évêque de Posen, les cinq ans écoulés, alla trouver le Pape pour le prier de proroger cette constitution, et le Pape répondit : « Ego volo quod semper duret ».*

Cependant, si c'avait été comme le veut l'archevêque de Florence, une clause générale, elle aurait été insérée dans les concordats français, italien, espagnol et anglais, ce qui n'est pas le cas (4). Quant au « *consensus omnium* », comme base légale de la constitution, l'attitude de la Nation française s'y oppose (5). Kober

(1) Concordat allemand, Ch. 7. Von der Hardt, *op. cit.*, p. 67.

(2) Mansi, XXVII, col. 1192 ; Bérault-Bercastel, *Histoire de l'Eglise*, 1783, XV, p. 208.

(3) *Summa historialis*, III, 22, c. 6, n° 4.

(4) Hübner, *op. cit.*, p. 335.

(5) *Ibid.*

adopte cependant les arguments de Saint Antonin (1). « La position de Saint Antonin est exacte, c'est ce que montre l'identité de termes entre le concordat allemand et l'article 7 du décret. Cela serait-il possible si le concile et le Pape n'avaient pas connu le contenu de ces dispositions dès le commencement » ? Ce qui montre bien le caractère spécial de cet indult, ce sont les paroles de Pierre de Pulka (2) : « *Concordatum est etiam pro natione nostra... indultum... et omnia talia quæ non concernunt omnes nationes generaliter...* ». C'est aussi l'opinion de Covarruvias au xvi^e siècle (3).

L'introduction de la bulle de Martin V dans le concordat allemand l'avait recouverte, aux yeux de la Chrétienté, d'un caractère universel, alors qu'il n'y avait là qu'un privilège spécial à une nation ; aussi est-il facile d'expliquer pourquoi, treize ans plus tard, le concile de Bâle l'adopta : la validité de l'indult pour tous les pays était mise en doute et Bâle régularisa la situation (4). Cependant, on relève quelques différences avec le texte primitif : c'est ainsi que les mots : « *Omnibus Christi fidelibus tenore præsentium indulgemus...* » disparaissent ; ils ne sont plus nécessaires, puisque les dispositions du concile s'étendent à tout l'univers ; enfin, on a élargi la portée de la bulle de Martin V : elle s'étend à tous les cas de semblable

(1) *Kirchenbann*, p. 256 et s.

(2) Hübner, *op. cit.*, p. 335.

(3) *Opera*, Commentarium ad c. Alma Mater in VI^o. Francfort, 1573, p. 823.

(4) Mansi, XXIX, col. 103.

notoriété exprimée dans la bulle « *Ad vitanda* » pour le cas spécial de « *percussio clericorum* ».

Le Concordat de Bologne (1) renouvelle la décision du concile de Bâle. On peut dire qu'à partir de 1516, la question de la contrainte n'offre plus d'intérêt pratique : l'Eglise adoucit son système de pénalités; le pouvoir royal se désintéresse de la question, sauf à prononcer la saisie du temporel, chaque fois qu'il estime que sa dignité est compromise par des excommunications lancées contre des officiers ou dans des cas qui lui semblent aller à la rencontre de la justice dont il est débiteur envers ses sujets.

(1) Isambert, XII, p. 92. Rubrique 9°.

CONCLUSION

Que résulte-t-il de notre étude ? Nous avons cherché à nous cantonner dans les limites que notre sujet restreint nous imposait, sans aborder le problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Voici l'impression d'ensemble qu'on peut, semble-t-il, en dégager.

Au fur et à mesure que la Royauté prend conscience d'elle-même, elle cherche à lutter contre la juridiction ecclésiastique, à lui disputer ses justiciables ; les prélats, de leur côté, tentent de maintenir leurs positions, d'où conflits plus ou moins violents dont les ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles marqueront l'apogée. L'excommunication est la principale arme dont les juges d'Eglise puissent disposer pour assurer le respect de leurs décisions, et, parfois, elles dépassent la mesure en faisant servir l'excommunication à des fins purement temporelles : désir d'attirer les fidèles devant leurs tribunaux ; souci de se procurer de l'argent par la perception d'amendes ; de son côté, le pouvoir royal procède avec vigueur contre ces prélats, qui, d'après lui, se rendent coupables de ce qu'il nomme des « empiètements » et dans bien des cas, les officiers royaux considéreront que l'emploi, même le plus légitime, de l'excommunication, est une atteinte aux prérogatives royales. Dans ces conditions, on ne peut pas s'étonner que la contrainte civile, qui devait précisé-

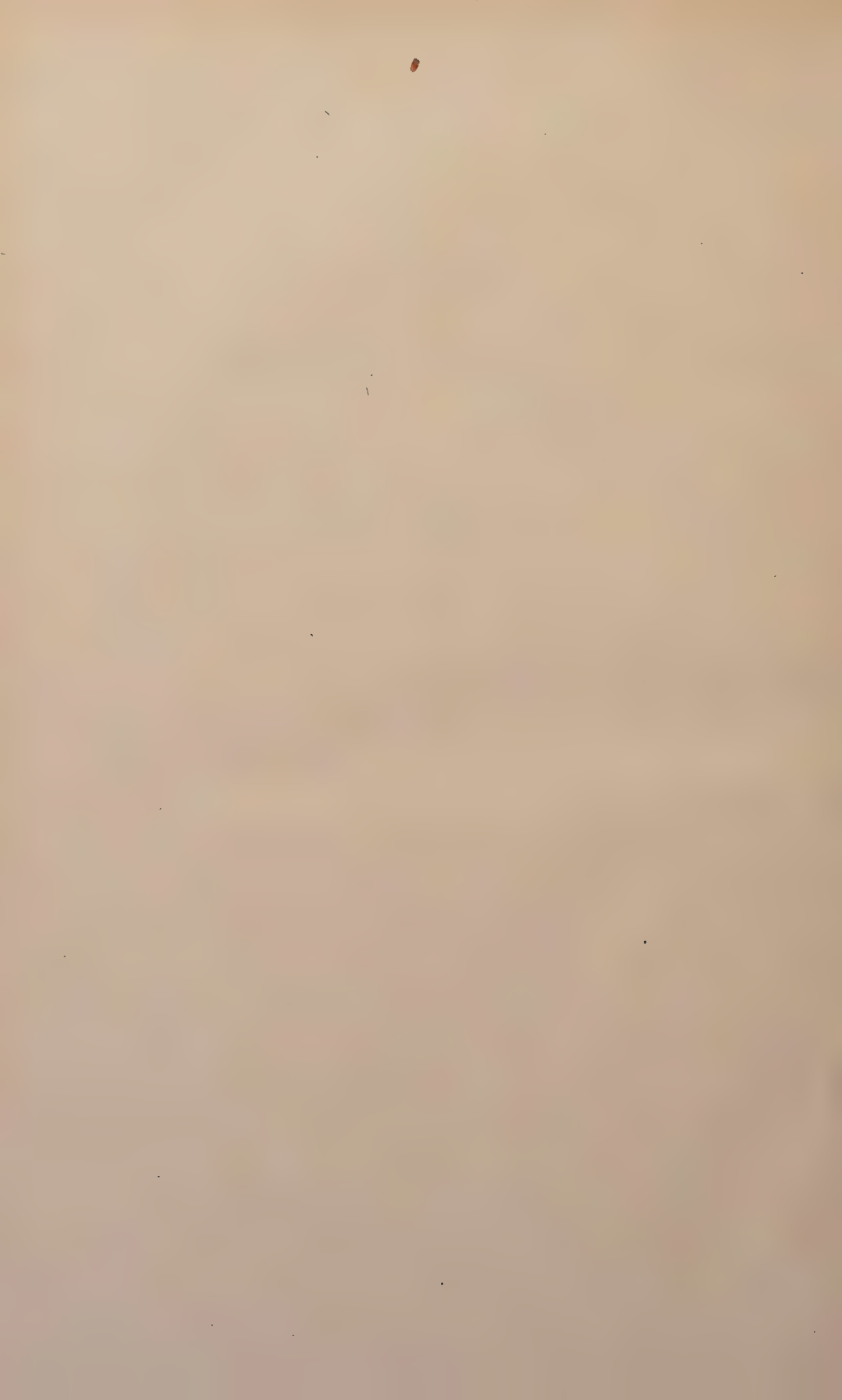
ment aboutir à faire respecter les sentences ecclésiastiques, ait été de plus en plus parcimonieusement accordée, voire même refusée, et que l'autorité séculière se soit retournée contre le pouvoir excommuniant.

Quant à la question de l'excommunication des Rois de France, depuis l'avènement des Capétiens, nous n'avons vu aucun prince privé de sa couronne, à raison de son excommunication. La lutte entre Boniface VIII et Philippe le Bel s'est terminée en fait à l'avantage de ce dernier, quel qu'ait pu être, en droit, le bien-fondé de la position pontificale. Sans doute, les théoriciens, au xvi^e et même au xviii^e siècle, continueront de s'affronter, mais ce sera un simple conflit de doctrines et les Gallicans auront leur siège fait.

ERRATA

PIÈCES JUSTIFICATIVES

- Pièce n° 2. — Page 197, 1^{re} ligne, au lieu de : *nominibus*, lire : *nominibus non*.
— — Page 198, 4^e ligne, au lieu de : *dicit*, lire : *dicit quod*.
- Pièce n° 5. — Page 203, 13^e ligne, au lieu de : *proutfertur*, lire : *pro ut fertur*.
- Pièce n° 6. — Page 205, note 1, au lieu de : *Saints*, lire : *Saintes*.
— — Page 206, 4^e ligne, au lieu de : *Parisis*, lire : *Parisius*.
— — Page 206, 7^e ligne, au lieu de : *s ipse*, lire : *Et si ipse*.
— — Page 206, 8^e ligne, au lieu de : *d stulerit*, lire : *distulerit*.
- Pièce n° 7. — Page 207, 11^e ligne, au lieu de : *termine*, lire : *termino*.
— — Page 210, 12^e ligne, au lieu de : *admittemdam*, lire : *admittendam*.
- Pièce n° 8. — Page 212, 2^e ligne, au lieu de : *Comitisse*, lire : *comitisse*.
— — Page 212, 6^e ligne, au lieu de : *quarundem*, lire : *quarumdam*.
— — Page 212, 8^e ligne, au lieu de : *locumtenantem*, lire : *locumtenentem*.
— — Page 212, 11^e ligne, au lieu de : *cujusdem*, lire : *cujusdam*.
— — Page 214, 4^e ligne, au lieu de : *sentantia*, lire : *sententia*.
— — Page 214, 16^e ligne, au lieu de : *quoqumque*, lire : *quocumque*.
— — Page 215, 8^e ligne, au lieu de : *ipiscopum*, lire : *episcopum*.
— — Page 216, 1^{re} et 2^e lignes, au lieu de : *predessores Cenomenses*, lire : *predecessores Cenomanenses*.
— — Page 216, 16^e ligne, au lieu de : *contempnabitur*, lire : *condempnabitur*.
-



Pièce justificative n° 1

Le Roi mande au bailli d'Amiens de contraindre Pierre Bornel à faire révoquer les sentences d'excommunication qui avaient été prononcées à sa requête contre Marie de Poilagagé.

(Bibl. Nat. Lat. 4763 fol. 85 verso) (Sans date.)

Baillivo Ambianensi, salutem. Conquesta est nobis Maria de Poilagage, domicella vidua, quod cum ipsa quoddam iudicatum in Curia religiosi Abbatis et conventus Sancti Ricarii (1) in Pontino pro se, ut dicitur, obtinuerit super dotalicio suo, latum per homines in dicta Curia iudicantes, contra Petrum Bornelli, militem, racione uxoris sue, a quo non extitit appellatum, ipse miles dictam domicellam super contentis in dicto iudicato ad forum ecclesiasticum trahit, vexat et excommunicari fecit incessanter in ipsius dampnum curie nostre temporalis et dicti iudicati prejudicium non modicum et gravamen. Quare tibi mandamus quatinus, vocatis evocandis, tibi constiterit ita esse, dictum militem per capcionem et districtionem bonorum suorum, a predictis penitus cessare compellas, attemptata contra ipsam per dictum militem cum sumptibus propriis ejusdem militis faciendo revocari, tantum inde facientes quod ad nos de cetero propter hoc non oporteat habere recursum.

Datum etc...

(1) Saint-Riquier, Somme, arr. d'Abbeville.

Pièce justificative n° 2

Cette enquête faite dans le bailliage de Caux pour savoir si le bailli était tenu de s'emparer de la personne des clercs excommuniés, à la requête de l'archevêque de Rouen, est citée, mais non publiée dans : Delisle, Cartulaire normand, p. 90, n° 502. Ce document est extrêmement long et sa reproduction in-extenso fastidieuse. Nous en donnons quelques extraits.

(Arch. Nat. J. 1034^B n° 65, vers 1252.)

Hec est inquisitio facta super hoc quod archiepiscopus dicebat quod baillivus Kaletensis tenebatur capere clericos excommunicatos ad mandatum archiepiscopi et super hoc quod idem archiepiscopus dicit quod baillivus Kaletensis debet ad mandatum ejus conducere prisiones illos de quibus timetur, vel facere conduci, in expensis ipsius archiepiscopi.

§ 3. Item Guillelmus de Boelt, presbyter, recusatus postea, dicit quod septem anni sunt elapsi: quod ipse vidit quemdam leprosum Crocanem nomine, et quemdam monachum de Aubermalle (1), excommunicatos, justiciari per baillivum ad mandatum officialis tempore Theobaldi predicti...

§ 5. Item, Thomas de Annevilla, presbyter, juratus, dicit quod nunquam vidit aliquem clericum excommunicatum de mandato officialis vel archiepiscopi capi vel justiciari per baillivum vel servientes suos, vel vicecomitem, pro excommunicatione. Audivit tamen dici quod multi

(1) Aumale, Seine-Inférieure, arr. de Neufchâtel.

de quorum nominibus, non recolit, capti fuerunt et iusticiati.

§ 6. Johannes de Criquetot, miles, homo regis, juratus, dicit quod multociens audivit dici quod baillivi et vicecomites capiebant clericos excommunicatos, eo quod erant excommunicati, ad monitionem archiepiscopi vel officialis, sed nunquam vidit hoc fieri.

§ 7. Andreas de Spineto, clericus et serviens Regis apud Longamvillam (1), juratus, dicit quod tredecim anni sunt elapsi quod tempore Theobaldi militis, pluries moniti fuerunt per decanum de Longavilla, Robertus Amablé, et Guillelmus David, et Johannes de Groes, vicecomites de Longavilla, quod iusticiarent et caperent clericos excommunicatos de quorum nominibus non recolit. Sed baillivi et vicecomites dicebant quod ad monicionem eorum hoc non facerent. Dicit etiam quod nullus baillivus vel vicecomes propter hoc fuit excommunicatus, nisi tempore istius baillivi, quod ipse sciat, cum conversaretur cum illis. Dicit etiam qui loquitur quod vicecomites pluries citati ad dicendum quare dictos clericos excommunicatos iusticiare non volebant ad mandatum officialis vel archiepiscopi, miserunt ipsum pluries ad Curiam. Et ipse qui loquitur missus a vicecomite, dicebat ex parte vicecomitis archiepiscopo et officiali quod dictos excommunicatos iusticiare non volebat ad mandatum eorum, et quod hoc nunquam factum fuerat... et hoc fuit tempore Archiepiscopi Odonis.

§ 9. Bartholomeus de Henecuria, burgensis de Gorneio (2) juratus, dicit quod nunquam vidit aliquem excommuni-

(1) Longueville, Calvados, arr. de Bayeux ou Manche, arr. de Coutances ou encore Longueville-les-Scies, Seine-Inférieure. Nous n'avons pas de raisons pour préférer l'une de ces localités.

(2) Gournay-en-Bray, Seine-Inférieure, arr. de Neufchâtel.

catum clericum justiciari a baillivo aliquo vel vicecomite, ratione excommunicacionum, ad petitionem archiepiscopi vel officialis.

§ 11. Bartholomeus Fergant, juratus, dicit, quod nunquam vidit aliquem clericum excommunicatum justiciari ratione excommunicacionis de mandato archiepiscopi vel officialis, et tamen serviens fuit in baillivia de Kaletto per VII annos. Vidit tamen de hoc moniciones fieri pluries et semper respondebatur a vicecomitibus quod hoc non facerent quia hoc non erat secundum consuetudinem terre; nec volebant introducere novam consuetudinem nec vidit aliquem propter hoc excommunicari.

§ 15. Nicolaus de Brettevilla, juratus, dicit quod non credit neque scit esse consuetudinem patrie quod clerici excommunicati capiantur vel justiciantur per baillivos, vicecomites, vel alios servientes Regis ad monicionem aut mandatum archiepiscopi vel officialis, nec unquam vidit aliquem clericum excommunicatum capi vel justiciari ratione excommunicacionis, nec alia ratione.

§ 22. Guillelmus, presbyter de (?) juratus, requisitus, dicit quod aliquem audivit moneri majorem Rothomagensis ab officiali quod caperet clericos excommunicatos; sed major respondebat quod hoc non faceret nisi traderet ei litteras suas, quod servaret eum indempnem super illa capcione; dicit etiam quod major aliquas habuit litteras officialis super hoc, et tunc capiebat illos, aliter non, quod viderit vel sciverit; requisitus utrum tenebatur capere dictus major clericos excommunicatos ad monicionem officialis, dicit quod nescit, sed credit quod sic, dum tamen litteras ejusdem officialis habeat de indemnitate.

§ 26. Frater Henricus, sexagenarius, prior de Houvilla (1) juratus, dicit quod fuit clericus decani de Houvilla et

(1) Houville, Eure, arr. des Andelys.

audivit quod Johannes de Aurivallo diffamatus erat de latrocinio et fuit vocatus in placitis decani per ipsum decanum et quia non comparuit, fuit excommunicatus par ipsum decanum in capitulo decani, sed denunciatus non fuit per ecclesias, et postea fuit captus per servientes baillivi Kaleti de mandato officialis Rothomagensis et fuit redditus Johanni presbytero et Helie clerico, defunctis, missis ad Robertum de Bello-Monte, vicecomitem Kaleti, a decano, de mandato officialis. Qui vicecomes eum reddit dictis presbyteri et clerico, ut audivit dici, et eis dedit conductum, ut audivit dici, et dicit quod decanus retinuit septem et decem vel decem et novem solidos pro existente compoto, pro expensis illorum qui dictum clericum conduxerunt. Dicit eciam quod vidit Martinum Torel, clericum uxoratum, difamatum quia aliam tenebat uxorem, excommunicatum propter hoc, fuisse justiciatum per (corpus ?) et catalla de mandato officialis per vicecomitem Kaleti, Richardum de Millico, ut audivit dici, et dicit quod Radulphus (?) de Donata-Villa, serviens Regis, qui ipsum duxit ad officialem, ut dicebat, dixit domino decano istius quo loquitur, quod dictum Martinum duxerat ad officialem. Requisito utrum consuetudo patrie sit quod clerici excommunicati debeant capi per servientes Domini Regis ad mandatum archiepiscopi vel officialis, dicit quod sic, et causam sciencie reddit...

§ 28. Bernardus de Corville, quinquaginta quinque annorum et amplius, juratus, dicit quod credit quod consuetudo terre sit quod justicia secularis capiat ad mandatum ecclesie clericum excommunicatum, si super hoc requiretur, sed dicit quod nunquam vidit aliquem capi qui fuisset excommunicatum, et fuit serviens per decem et novem annos tempore Regis Philippi.

Pièce justificative n° 3

(Bibl. Nat. Baluze 394, 1252.)

Statuta et ordinationes facta a commissariis ab Alfonso deputatis in diocesibus Agennensi et Cadurcenci pro reformatione abusuum.

Cum vero propter querimonias singulares ostensum esset nobis in genere, a prelatis et personis fidedignis, quod multa fiebant commissa que vergebant in dedecus fidei Christiane et oppressionem ecclesiasticam () et ipsius terre generale gravamen, de quibus nobis factis constitere per rei evidenciam, de bonorum virorum consilio, pro tanto scandalo reprimendo, ordinationem fecimus infrascriptam, salva domini nostri voluntate.

Notum sit omnibus quod Johannes de Domilibus, magister Guido Fulco, Petrus Bernardi, Fratres Johannes de Castro Podio et Philippus, etc...

Cum sit hereticae pravitati propinquum Ecclesiae claves contempnere et quod hic sunt plurimi censurae ecclesiasticae contemptores, dicimus et injungimus domino Simoni Clareto, senescallo Agennensi, quod excommunicatos... qui ex nunc per annum sententiam excommunicationis contempserint, absolutionem propriam secundum formam Ecclesiae nunquam procurantes, per capcionem bonorum, si quos habeant, alioquin per capcionem persone ad Ecclesiae sinum redire compellant... nisi sint excommunicati pro decimis; quo casu faciat dictus senescallus quod ei dominus Comes praeciperet. Item et de hiis qui jam per annum excommunicationis sustinuerunt sententiam.

Pièce justificative n^o 4

*Lettre de Clément IV à l'évêque de Verdun.
Révocations des privilèges accordés au Comte de Bar.*

(Bibl. Nat. Moreau, 1211, fol. 691 recto et verso, 29 mai 1265)

De nimia potentium importunitate procedit quod Sedes apostolica, implicita causis innumeris, et occupata negotiis infinitis, quandoque ad illorum conceptionum inflectitur, in quibus ignoti sibi prejudicii occulta fallacia continetur. Demum vero in suam deducto notitiam, quod minus digne fuerit hujusmodi obtenta concessio, ac etiam quod sit obnoxia prejudicio manifesto, illam opportuno tempore studet provide revocare, maxime cum Sedis ejusdem semper ad hoc (mot raturé, illisible) intentio, ut unicuique jus suum cum integritate conservans, vel quantum in ipsa est detineri ab aliquo, patiatur, quod equitati sit oppositum, vel contrarium rationi. Sane lecta nobis sua petitio continebat quod nobilis vir comes Barrensis tuus et ecclesie tue vassallus, felicis recordacionis Urbanum Papam predecessorem nostrum sibi per litteras apostolicas asserit indulssisse quod tu in eum, et homines suos excommunicationis ac terram ipsius interdicti sententias promulgare non possis, ex quo sequitur illud inconveniens, et enorme, quod iidem comes et homines a jurisdictione, quam obtines in eosdem, se asserentes liberos et immunes, multa contra te ac eandem presumunt Ecclesiam, que forte alias nec mente conciperent, nec aliquatenus attemperarent. Quare

pro parte tua humiliter petebatur a nobis, ut tibi et eidem Ecclesie providere super hoc paterna sollicitudine curaremus. Cum autem non sit verisimile, quod littere ac indultum hujusmodi potuerint a Sede Apostolica emanasse, nisi per ipsius predecessoris occupationem nimiam, seu per suppressionem ipsius vassallagii vitiosam, aut propter illam tacitam veritatem, que debebat in hac parte referri presertim quia dictus Comes a te pluries requisitus litterarum et indulti predictorum tibi facere copiam, prout asseris, non curavit, nos pati nolentes, quod talium litterarum, vel indulti pretextu, detur illi materia malignandi, easdem litteras, et indultum ipsum cujuscumque tenoris existent, quoad t^a, ac jurisdictionem quam in comitem, homines ac terras predictos te obtinere proponis, auctoritate presentium revocamus, ac nullius fore decernimus firmitatis. Volumus tamen quod tu, quantum cum Deo, et honestate poteris eidem comiti deferas, jure Viridunensis ecclesie semper salvo.

Datum Perusii,

IV. Kal. Junii ; anno primo.

Pièce justificative n° 5

*Interprétation d'un privilège accordé à Saint Louis,
Clément IV au Roi de France.*

(Bibl. Nat. Moreau, 1212, fol. 56 recto, 31 juillet 1270.)

Felicitis recordationis Alexandro (IV^o) et Urbano (IV^o) predecessoribus nostris, Serenitati tue fuit olim indultum ne a quoquam iudice delegato, vel ordinario, terra tua posset ecclesiastico subjici interdicto, et cum a nobis postmodum ad apicem apostolatus assumptis, indulti hujusmodi innovatio per tuos nuntios peteretur, nos annuisse meminimus votis tuis, et eandem gratiam innovasse verbis aliquibus additis, que ad terras tui domanii arctare videbantur eandem. Licet autem te postea de adjectione hujusmodi conquerente, nos tandem eorundem Predecessorum nostrorum secuti vestigia ipsorum, circa hoc innovaverimus indulgentias adjectione predicta sublata, adhuc tamen calumpniantur aliqui prout fertur, et quasi sufficere debeat semel saltem de nostro, ut asserunt, intellectu, per adjectionem hujusmodi constitisse, sic apostolicam gratiam attenuant et restringunt, ut si in loco aliquo, cujus dominus publice nominaris, quisquam alius jurisdictionis cujuslibet aut domanii, vel modicam partem habeat, quam etiam de te teneat, et se tenere cognoscat, locum illum tui domanii negent esse, et concludent per consequens ad loca talia predictam indulgentiam non extendi. Nos igitur nichil penitus intentendes pure detrahere, vel adicere

veritati, interpretationem illam, si tamen interpretatio dici debeat, quam per verba predicta de tuo domanio Predecessorum Nostrorum dictorum indulgentiis superaddita fecisse dicimur, penitus revocantes, haberi volumus pro infecta. Ita quod dictis indulgentiis sicut primo ab, eisdem Predecessoribus, et a Nobis novissime emanarunt dicta nostra interpretatio, seu adjectio, nichil detrahatur, nichil hec revocatio superaddat, sed in sensu verba remaneant eorundem, que sine calumpnia, et absque quolibet captioso habent, seu continent intellectu.

Datum Viterbii, secundo Kalendas Augusti, anno secundo.

Pièce justificative n° 6

(Arch. Nat. X²a1, fol. 1 recto, 7 février 1313. N. S.)

Philippus, etc... Baillivo... etc.. et Episcopo, etc... Litteras nostras mittimus in haec verba : Philippus, etc... Dilecto nobis in Christo Episcopo Xanctonensi (1) salutem. Frequens ad nos perduxit relatio, gravibus onusta querelis, quod vos seu gentes vestrae vel officiales vestri, vobis ratum habentibus, contra consuetudinem diutius observatam, de novo deciman exigetis... et quia populus vobis subditus vobis non obedit, per excommunicationem consulum et similiorum rectorum dictorum locorum, villarum etiam interdictum populum ipsum scandalisamini et gravatis apud Rupellam (2) videlicet et in locis circumvicinis ; quinimo etiam villas et loca predicta in nostro existentia domanio supposuistis ecclesiastico interdicto, contra privilegia nostra, ex quibus nedum in illis partibus periculosum est scandalum generatum, sed alibi in regno nostro manifestum scandalum et periculosius imminet, nisi circa hec adhibeatur remedium oportunum. Nos igitur hujusmodi periculis et scandalis () a predictis cessetis et faciatis cessare de cetero penitus, et omnino, et attentata in prejudicium et scandalum... revocatis et revocari faciatis... Alioquin deesse non poterit quominus nos ad

(1) Saints, Charente-Inférieure.

(2) La Rochelle, Charente-Inférieure.

vitenda hujusmodi scandala et pericula, quae exinde possunt emergere, et in promptu imminent emergendi, provideamus de remedio opportuno...

Datum Paris. is, die 7^o Februarii, anno 12^o.

Mandamus vobis quatinus nostras litteras predictas presentatis et exhibeatis eidem, seu presentari et exhiberi faciatis. Et si ipse contenta in eisdem litteris nostris complere recusaverit, aut plus debito distulerit, bona ipsius temporalia, tamdiu ad manum nostram teneatis et faciatis teneri, donec ipse premissa adimpleverit aut fecerit adimpleri, taliter quod ob hoc merito debeatis de diligentia commendari.

Pièce justificative n^o 7

La Cour déboute Amelote la Sassièrre d'un appel formé par elle contre le prévôt de Nemours et autres, qui l'avaient emprisonnée en raison de son excommunication, suivie de réaggrafe.

(Arch. Nat. X¹a22, fol. 137, verso, 22 mai 1370.)

Cum Amelota la Sassièrre nobis conquesta fuisset super eo, inter cetera, quod licet ipsa esset ac sit vidua et in nostra salva guardia speciali, notorie debiteque in castro de Nemosio (1) publicata, esset etiam bone fame ac vite et conversacionis honeste, nichilominus Adam de Villamaris, prepositus, et Robertus Bourgeoise, serviens ejusdem castri, dictam Amelotam per violentiam gencium capi fecerant, et in obscuro carcere dicti castri inhumaniter detrudi, absque causa rationabili aut informacione sufficienti precedente, sed solum sua paciencia et temeraria voluntate, nullo eidem imposito termine, nec eciam dicte incarcerationis (racionem) dicere voluerant, pluries et debite ab eadem requisiti, tradiderant insuper eandem Amelotam in manibus gentium Stephani Chantaloe, ipsius Amelote inimici capitalis, ut durius tractaretur et quidam gentes in suis prisionibus eandem detinuerant per quatuor dies et amplius nulla victualia aut alia sibi necessaria amministrando, ad instanciam et requestam Ade et Roberti predictorum, et insuper ipsam in lecto jacentem, invitam et

(1) Nemours, Seine-et-Marne, arr. de Fontainebleau.

reclamantem surgere fecerant hora indebita et inordinata, videlicet circa mediam noctem, ad ducendum eamdem in prisionibus officialis Senonensis, et de facto ipsam duci fecerant Senonis per suos capitales inimicos et eciam pedester, licet ipsa esset et sit mulier debilis et iter longum usque ad villam Senonis predictam, fecerantque ipsam ibidem imprisionari et imprisionariam diucius detineri; que omnia facta fuerant et erant per dictos Adam et Robertum et complices suos, in ipsius Amelote grande prejudicium ac sue bone fame lesionem enormem, nostreque salve gardie predictae informacionem et contemptum, ut dicebat. Et ob hoc certas litteras a nobis obtinuerat, quarum virtute prefati Adam et Robertus, necnon Johannes Denisiau et Guillelmus Chesne, certa de et super premissis informacione precedente, coram dilectis et fidelibus nostris gentibus Requestas in palacio nostro regali Parisius tenentibus, per certum servientem nostrum ad certam diem dudum elapsedam extiterant personaliter adjornati prout hec et alia ex dictis litteris nostris ex relacione executoris earumdem, dicebat dicta Amelota lacius apparere; comparentibusque dicta die, coram dictis gentibus, predicta Amelota pro se, ex una parte, et prefatis consortibus per procuratorem, ex altera, cum ipsa Amelota hec et alia lacius proponendo, peccisset dictos defensores et consortes, predictas gentes nostras condemnari ad faciendum nobis et dicte Amelote emendam honorabilem et utilem, racione et occasione maleficiorum et excessuum predictorum, necnon et eosdem in ipsius expensis condemnari. Dictis defensoribus inter cetera proponentibus, quod prefata Amelota ad instanciam Guillelmi de Ferreris, presbyteris, fuerat dudum excommunicata, aggravata et reaggravata et anathematizata per officialem Senonensem et in tantum quod nullus audebat cum ea participare, propter metum censure ecclesiastice

et Curie Archiepiscopi Senonensis sepedicti, et eciã sub certis et magnis penis..., propter quod prefata Amelota ut de heresi suspecta, et extra fidem catholicam reputata fuerat, et adhuc reputabatur; dicebant eciã defensores predicti quod tam de jure quam de conuetudine archiepiscopatus predicti, iudices ecclesiastici in casibus premissis cum ultra non habeant quid faciant, requirere habent et invocare consueverant auxilium brachii secularis, et ob hoc officiales dicti requisierant baillivum nostrum Meledunensem (1) in juris subsidium, quatinus prefatam Amelotam eisdem remitteret, mandaveratque dictus baillivus Ade predicto ut eandem Amelotam capi et duci Senonis faceret et dictis officiariis reddi, quod et fecerat Adam prefatus per officiaros suos predictos, precepto dicti baillivi nostri, ut tenebatur, obtemperando; et esse ea nullatenus delinquendo prout hec et alia, tam per dictas litteras requisitorias anno M^o LXVIII^o, circa festum Beati Martini datas, quam per litteras commissionis dicti baillivi nostri, anno predicto in mense Novembris eciã datas, dicti defensores dicebant laciùs apparere; dicebant insuper quod prefata Amelota certas a nobis litteras obtinuerat de premissis, nullam invocacionem facientes, quarum virtute fecerat ipsos coram dictis gentibus nostris adjornari; coramque quibus gentibus competentibus, hec et alia laciùs proponendo pecierant prefatam Amelotam ad proposita per eandem non admitti; ipsisque congedium contra eandem dari et concedi ac in dampnis interesse et expensis eorundem condempnari. Dicta Amelota replicando proponente, quod licet ipsa fuisset excommunicata, fuerat tamen post modum absoluta, nec erat sibi necessarium premissa in dictis litteris per ipsam obtentis exprimere; erantque dicte littere

(1) Melun, Seine-et-Marne.

bone et valide, nec debebat dari dictis defensoribus congendum contra ipsam, ut dicebat ; quinymo conclusiones sue eidem fieri debebant, et defensores predicti ad procedendum super ipsis et (ad) respondendum per dictas gentes compelli, ac ita fieri petebat ad hec et alia, alias concludendo ut supra.

Super quibus et aliis pluribus, tam duplicando quam alias, per dictas partes propositis et allegatis, assignata die ad audiendum jus : videlicet die Mercurii XXI Martii anno LXVIII^o predicto, dicte gentes nostre pronuntiassent prefatam Amelotam ad proposita per eandem contra defensores predictos non esset admittemdam, eisque defensoribus concedendo, ipsam eciam Amelotam in expensis ipsorum condemnando, fuisset per eandem ad nostram curiam appellatum, in qua quidem curia, competentibus partibus antedictis in causa appellationis predictæ, cum dicta Amelota pluries rationes et facta proposuisset ad finem quod sententia seu pronunciatio dictarum gentium nostrarum diceretur et pronuciaretur nulla, aut saltem prava et falsa, fuisseque per easdem gentes malè sententiatum, judicatum vel pronunciatum, ac bene per ipsam appellatum quod eciam ipsa ad proposita per eandem et non dicti defensores admittentur, et si admitterentur, quod eisdem non prodeent, ac quod ipsi defensores in ipsius Amelote expensis condemnarentur, prefatis defensoribus plura ex adverso proponentibus ad finem quod diceretur per dictas gentes nostras bene judicatum et male appellatum, quodque dicta Amelota coram dictis gentibus remitteretur ; ac in emenda LX librarum parisiensium nobis exsolvenda et in ipsorum defensorum expensis condemnaretur.

Tandem, auditis partibus antedictis in causâ appellationis predictæ, visis litteris nostris, relazione executoris

earumdē, processu officiariorum predictorum, necnon et litteris requisitoriis commissionis, ac sententia predictis considerata et parciū ipsarum rationibus per modum memorie dicte nostre Curie traditis, cum aliis omnibus que dictam Curiam circa hoc monere poterant et debebant, per arrestum ejusdem Curie dictum fuit dictas gentes nostras bene judicassē, dictam Amelotam male appellasse, et emendabit appellaciones ipsam in expensis hujus cause appellacionis contempnando, earumdē expensarum taxatione dicte Curie nostre reservata.

Pronunciatum die XXII Maii anno LXX°.

Dandrie.

Pièce justificative n° 8

Le Parlement décide, contre l'évêque du Mans que les excommuniés peuvent être admis comme demandeurs dans un procès.

(Arch. Nat. X¹a37, fol. 150 recto et verso, 3 juin 1389.)

Cum procurator carissime amice nostre Regine Hierosolimitane et Sicilie, ducisse Andegavensis et Comitisse Cenomanensis, suo et carissimorum consanguineorum nostrorum ipsius annis minorum nominibus, nobis exponi fecisset quod dilecti et fidelis consiliarii nostri episcopi Cenomanensis officialis, quarumdem litterarum suarum virtute, Theobaldum Lemant, judicem ordinarium Andegavie et Cenomanie, et Petrum Saynel, ejus locumtenantem, sub pena excommunicacionis moneri fecerat ne Jacobum de Segraya, qui contra Dionisum Quarré, civem Cenomanensem, certam accionem, ratione cujusdem florenorum summe in qua predictus Dionisus eidem Jacobo ad causam ejus uxoris, neptis defuncti Guillelmi, dicti Le Monnet, tenebatur, coram dicto judice vel ejus locum tenenti, intentaverat sub pretextu hujus quod idem officialis asserebat predictum Jacobum fore excommunicatum, ad proseguendum in agendo in ipsius judicis curia temporali admitterent; eisdem judici et ejus locumtenenti nichilominus precipiendo ut predictum Jacobum a predicta curia temporali expellerent et extraponerent, quos ex tunc, si premissa facere recusarent, idem officialis pronunciaverat excommunicatos omnibus et singulis presbyteris sibi subditis,

necnon primo sue curie spiritualis apparitori, qui super hoc requirerentur, precipiendo quod predictos judicem et ejus locumtenentem excommunicatos publice denuntiarent, que facta fuerant per dictum officialem, ac ejus in hac parte commissarium, minus juste et contra jurisdictionem temporalem, interpretisiam faciendo, ac in nostrum et predictae amietae nostre prejudicium non modicum, ut dicebat ipsius amietae nostre procurator supra dictus. Et ob hoc a nobis certas litteras obtinuerat quarum virtute dictus episcopus ac ejus officialis et promotor fuerant ad certam diem lapsam in nostra Parlamenti Curia adjornati, nostro generali et predictae amietae nostre procuratoribus, de et super premissis responsuris ac ulterius () quod esset rationis, prout hec et alia ex tenore dictarum litterarumstrarum et ex relatione dicti servientis dictarum litterarum executoris, dicebantur latius apparere. Constitutis igitur in dicta curia nostra partibus antedictis seu earum procuratoribus, noster ac ipsius amietae nostre procuratores, in premissis et aliis per ipsos latius propositis, concludebant quatinus dictus episcopus in emenda utili de quatuor mille, et dictus ejus officialis de mille libras, et tandem ejus procurator erga predictam amietam nostram condempnarentur, et quod ex nunc predictorum episcopi ejusque officialis et promotoris temporalitas ad manum nostram poneretur et per eandem expleretur; condempnarentur insuper nobis pro emenda utili, dictus episcopus qui predictum suum officialem desadvoare nequiverat in octo mille, et predictus officialis in duas mille libras, et contra dictum promotorem idem procurator noster jus nostrum observari petebat, predictae amietae nostre, priusquam nobis satisfactione facta de summis que sibi adjudicarentur; necnon et quod iidem episcopus ejusque officialis et promotor in expensis hujus cause condempnarentur. Dictis episcopo, officiali et pro-

motore proponentibus ex adverso, et dicentibus quod predictus Jacobus predictum Dionisum coram dicto iudice ordinario dudum adjornari fecerat, tunc vero predictus Jacobus erat majoris excommunicationis sentantia innodatus, sic quod de jure et ratione suas acciones in iudicio intentare non poterat, nec ad hoc admitti debebat, nam cum ipso participantes sententia excommunicationis essent innodati, quodque predictus episcopus de jure communi erat fundatus et in casu premissis sibi ac ejus officialis iudicio ac enim cognitio spectabat, dicta etiam citatio erat justa et rationabilis, opposicio injustificata, nec revocari debebat; contra etiam predictam iurisdictionem temporalem idem episcopus ejusque officialis et promotor nullam interprisiam fecerant, et de premissis idem episcopus ac ejus predecessores Cenomanenses episcopi usi et gavisii fuerant pacifice et quiete et absque quoquoque impedimento vel contradictione; ex quibus et aliis per ipsos episcopum ejusque officialem et promotorem laciis propositis concludebant, quatinus noster et predictae amietae nostre procuratores causam vel actionem non haberent faciendi, suas conclusiones et demandas supradictas, et si causam vel actionem haberent, quod dicti episcopus officialis et promotor ab eisdem absolverentur. Procuratoribus nostro et predictae amietae nostre replicantibus et dicentibus quod in Curia seu foro temporali excipiendi proponere actorem fore excommunicatum, non erat, nec est admittendum, et si iudex laycus talem exceptionem admittere recusaret, defensor ad iudicem superiorem appellare et non (ad) iudicem ecclesiasticum iudicis temporalis, dumtaxat biennium (), et de sententia iudicis temporalis predictam exceptionem admittere. Recusantis idem iudex ecclesiasticus se intromittere aut ipsum iudicem temporalem ad ferendum super hoc sententiam suam, videlicet ad predictam exceptionem

admittendam vel recusandam, compellere non poterat nec debebat, sed dictum judicem temporalem ut suam ferret sententiam expectare tenebatur, alioquin esset interprisia contra juridicionem temporalem supradictam, et si judex temporalis talem excepcionem non esse admittendam pronuntiaret, nemini nisi solum per appellacionem predictam sententiam emendare licebat et si proposita per ipsum ipiscopum proderent, idem episcopus se juridicionis temporalis superiorem affirmaret, quod non erat admittendum, ut dicebant procuratores supradicti; sed dicebant insuper quod usus quo dictus episcopus se juvabat in hac parte non erat, nec est admittendus, sed abusus et contra juridicionem temporalem interprisia reputari debebat, et si predicta monicio opposicionem continebat, tanto pejus vel deterius in hac parte, nam per hoc idem episcopus de excepcione coram judice temporali proposita si sit admissibilis, vel non, cognoscere satagebat, quod judici temporali et non judici ecclesiastico spectabat. Ex quibus per ipsos procuratores laciis propositis, dicebant quod dictus episcopus ac ejus officialis et promotor non erant admittendi, quodque monicio annullari, aut saltem revocari debebat, et ad hoc et alias prout supra concludebant. Dictis episcopo ejusquoque officiali et promotore duplicantibus et dicentibus quod dictus Jacobus dum suam accionem contra predictum Dionisum coram dicto judice ordinario vel ejus locumtenente, ut premittitur, intentaverat, majoris excommunicationis sententia erat innodatus et hanc excepcionem idem Dionisus in qualibet parte litis propter animarum et participacionis cum predicto Jacobo excommunicato periculum objicere poterat et in hoc casu eisdem episcopo ac ejus officiali licebat hoc reparare, videlicet impedire ne dictus Dionisius defensor, cum predicto Jacobo actore et excommunicatione majori innodato participaret, et de hoc

et casibus similibus idem episcopus per se et suos predes-
sores Cenomenses episcopos usus et gavisus fuerat, ut pre-
fertur, ad quod admittendus erat idem episcopus nam talis
usus non erat contra bonos mores et neminem ad peccan-
dum mortaliter inducebat ; quare dicebant dicti episcopus
ejusque officialis et promotor quod ipsi erant admittendi et
ad hoc et alias prout supra concludebant. Tandem, auditis
partibus antedictis in omnibus que circa premissa dicere et
proponere voluerunt, consideratisque et attentis diligenter
omnibus circa hoc attendendis, et que dictam curiam in hac
parte monere potebant et debebant, per arrestum ejusdem
curie dictum fuit quod dictus episcopus non erat nec est ad
sua proposita admittendus et ad hoc ipsum non admisit nec
admittit ; quodque predicta monicio revocabitur, ipsis par-
tibus ad sciendum si predictus episcopus in emendis supra
petitis vel in quibus aliis contempnabitur aut si propter
usum per ipsum superius propositum a predictis emendis
erat excusandus, remanentibus in arresto.

Pronunciatum III die Junii anno M^o CCC^o octogesimo
nono.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

P. LAPIE.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la Thèse,

P. FOURNIER.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
INTRODUCTION. — <i>La question de l'excommunication du VI^e au XI^e siècle.</i>	5
§ 1. La contrainte civile contre les excommuniés. Les vœux des conciles, les doctrines et les faits. . . .	5
§ 2. L'excommunication des souverains; les doctrines et les faits.	12
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le onzième siècle.</i>	17
§ 1. L'excommunication de Robert le Pieux. . . .	17
§ 2. L'excommunication de Philippe I ^{er}	20
§ 3. L'attitude de Grégoire VII à l'égard de l'empereur Henri IV. Situation différente de la France et du Saint-Empire par rapport au Saint-Siège. . .	24
§ 4. La contrainte civile contre les excommuniés. .	29
CHAPITRE II. — <i>De l'avènement de Louis VI au règne de Louis VIII.</i>	33
§ 1. Le roi de France et l'excommunication. . . .	33
§ 2. La contrainte civile contre les excommuniés dans le Midi de la France.	42
§ 3. Premières résistances du pouvoir royal en matière de contrainte civile et singulièrement en Normandie.	50
CHAPITRE III. — <i>Le règne de Saint Louis.</i>	65
§ 1. L'hérésie albigeoise et l'ordonnance <i>Cypientès</i> .	65
§ 2. L'attitude du Roi.	78
§ 3. La contrainte civile en action.	96

§ 4. Procédure de la contrainte civile contre les excommuniés	108
§ 5. Privilèges accordés à la Couronne et aux Seigneurs de France, touchant leur excommunication.	110
CHAPITRE IV. — <i>De l'avènement de Philippe le Hardi à l'avènement des Valois.</i>	115
§ 1. Doctrines diverses sur l'excommunication des souverains.	115
§ 2. Les idées de Boniface VIII.	117
§ 3. La contrainte civile contre les excommuniés.	129
A. Les doctrines.	129
B. Dispositions législatives et coutumières édictées en vue d'assurer l'exécution de la contrainte civile.	134
C. Les faits.	140
§ 4. Mémoires et avis présentés au Roi pour empêcher les prélats de prononcer des excommunications futiles.	149
§ 5. Les doléances du clergé.	155
§ 6. L'excommunication lancée contre les officiers royaux	159
CHAPITRE V. — <i>Du règne de Philippe de Valois au concile de Constance.</i>	163
§ 1. Les auteurs ecclésiastiques, canonistes et théologiens.	163
§ 2. Les coutumes et les ordonnances.	169
A. Les coutumes.	169
B. Les ordonnances.	171
§ 3. La jurisprudence du Parlement.	175
§ 4. Le concile de Constance; les adoucissements à la discipline ecclésiastique.	186
CONCLUSION	193
PIÈCES JUSTIFICATIVES	195

BAR-SUR-SEINE, IMP. SAILLARD. — L. GOUSSARD, SUCC^r

